

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

MARDI 24 MARS 2020 / N° 6673

Portrait

Sonia Seneviratne,
l'expertise au service de la
lutte climatique ●●● PAGE 20



Loyers

Des propriétaires immobiliers
prennent des mesures pour aider
les petits commerces ●●● PAGE 11

Prison

Champ-Dollon sur le pied
de guerre et un premier
cas déclaré ●●● PAGE 8

Déni

Ces jeunes indisciplinés qui
ne saisissent pas la gravité
de la pandémie ●●● PAGE 18

Romands et Alémaniques face au virus

CULTURE L'Etat doit-il plus ou moins intervenir en cas de pandémie? Les sensibilités sont très différentes entre Suisse alémanique et Suisse romande

■ Aux Latins qui préfèrent la verticalité du pouvoir s'opposent des Alémaniques plus attachés à la liberté individuelle. L'approche suisse de la crise en est une synthèse

■ Pour les intellectuels interrogés à ce sujet, la différence se perçoit même entre cantons en fonction de la date de leur entrée dans la Confédération

■ Reflet international de ces différences, l'Allemagne semble mieux gérer la crise que les pays du Sud. Eclairage sur la géographie culturelle du coronavirus

ÉDITORIAL

Se souvenir des métiers essentiels et dévalorisés

MATHILDE FARINE
@MathildeFarine

Une grande partie de la société fonctionne au ralenti, alors que certaines professions sont en première ligne. Or ces emplois, dits «féminins» pour la plupart, sont trop souvent mal payés

On le sait, mais rien de tel qu'une pandémie pour nous le rappeler: certaines professions trop souvent dévalorisées sont essentielles au bon fonctionnement – voire à la survie – de notre société. Que ferait-on sans les bataillons de personnel de la santé, par exemple, qui, en Suisse et partout dans le monde, sont en première ligne pour lutter contre le coronavirus? Ce, dans des conditions parfois extrêmes, au péril de leur propre santé et de celle de leurs proches.

Le personnel soignant est crucial, mais d'autres métiers ne le sont pas moins. Tout le secteur des services à la personne, que l'on appelle l'économie du *care*, apparaît indispensable: derrière les caisses des supermarchés, dans les crèches encore ouvertes, chez les particuliers ou encore pour assurer le nettoyage au sein des hôpitaux et dans les grandes surfaces, on ne peut se passer d'une

Ces emplois sont avant tout occupés par des femmes

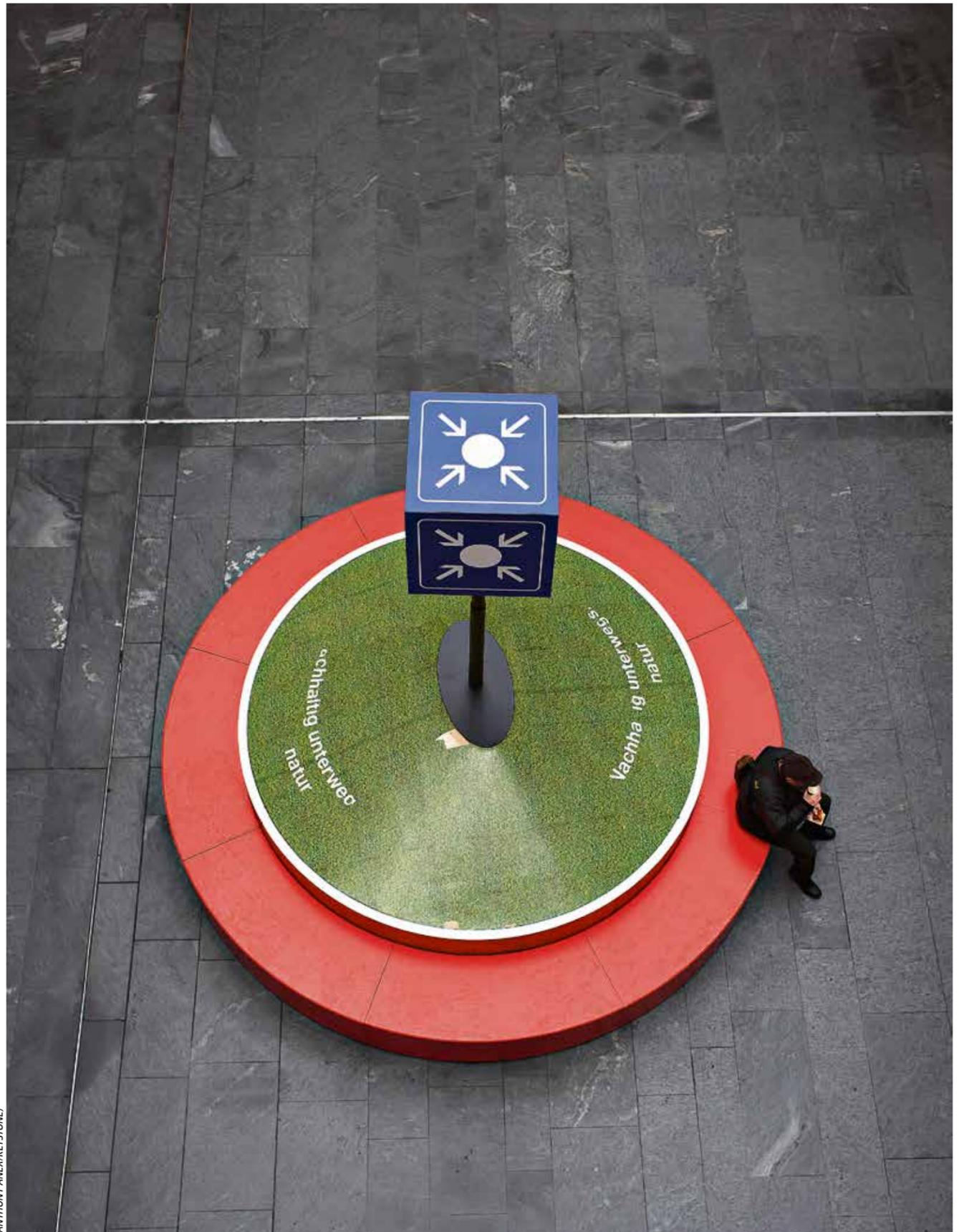
foule de travailleurs et travailleuses, souvent de l'ombre, dont on fait pourtant peu de cas en temps «normal».

Aujourd'hui, alors qu'un nombre croissant de pays se confinent, que des milliers de milliards sont promis pour soutenir une économie mondiale paralysée, la situation est tout sauf habituelle. Et pourtant, sur un point au moins, rien n'est différent d'avant la crise, dans tous les pays. Car ces emplois n'ont pas seulement en commun d'être les plus exposés à la pandémie. Ils sont aussi le reflet criant d'inégalités qui perdurent: ils font partie des emplois les moins bien rémunérés, quand ils ne sont pas, à l'instar de la garde d'enfants ou du ménage, des emplois précaires et, dans beaucoup de cas encore, payés au noir.

Or ces emplois sont avant tout occupés par des femmes (en Suisse, 76% des infirmiers sont des infirmières, par exemple), car notre société considère qu'ils correspondent mieux à des pseudo-caractéristiques telles que le «don de soi» ou l'empathie, qu'elles partageraient. Il faudra se souvenir, quand la crise sera passée, que notre manque de considération pour ces métiers n'est pas normal.

Les applaudissements chaque soir à notre balcon, pour remercier une partie d'entre eux, c'est bien. Quand ils s'accompagneront d'une revalorisation sociétale pour tous, ce sera encore mieux.

●●● PAGE 3



(ANTHONY ANEX/KEystone)

Dans le hall de la gare de Berne, lundi matin à l'heure de pointe. Les CFF et les compagnies de transports régionales réduisent progressivement leurs horaires.

●●● NOS PAGES SPÉCIALES

LE TEMPS

Pont Bessières 3, CP 6714, 1002 Lausanne
Tél. +41 58 269 29 00
Fax +41 58 269 28 01

www.letemparchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève,
Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès.....17
Convois funèbres.....17
Fonds.....14, 16
Bourses et changes.....16
Toute la météo.....10

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
Tél. 0848 48 48 05 (tarif normal)



9 1771423139601

2 Temps fort

Le coronavirus, exhausteur d'inégalités

PANDÉMIE Le Covid-19 peut toucher tout le monde. Mais «tout le monde» n'y est pas exposé de la même manière et les mesures prises par les gouvernements résonnent ainsi différemment selon nos capitaux sociaux et économiques, renforçant les inégalités sociales

MARION POLICE
@marion_902

De la Chine à l'Italie, en passant par la Suisse ou les Etats-Unis, le nouveau coronavirus ne connaît aucune frontière: ni géographique ni organique. Il infecte aussi bien les chefs d'Etat ou Tom Hanks que votre voisin de palier. Mais s'il peut toucher n'importe quel être humain, nous ne sommes pas dotés des mêmes ressources pour lui faire face.

Les différents «temps» de propagation ont eu pour effet de distinguer plusieurs formes d'inégalités sociales, dont la première a trait à l'exposition au virus, qui varie selon les catégories socioprofessionnelles. «Face au virus, nous avons d'abord parlé des vulnérabilités biologiques – les personnes âgées ou malades – puis on s'est rendu compte qu'il y avait des inégalités liées aux secteurs d'activité. Je marquerai là une différence entre, d'une part, l'exposition spécifique des professions dites prudentielles (qui nécessitent une relation aux humains) et, d'autre part, les professions marquées par le travail collectif comme les ouvriers en usines et sur les chantiers, où, là, l'enjeu est à la fois moral et économique», analyse Francesco Panese, professeur de sciences sociales de la médecine et de la santé à l'UNIL.

Il va de soi que, parmi les populations les plus exposées, les professions que l'on regroupe sous le terme de «soignants» occupent les premières loges. Parmi ces héros et héroïnes de la lutte contre le virus, on compte une majorité de femmes (*lire notre complément*): un constat qui met en lumière une inégalité corrélée, celle du genre dans les métiers liés au *care*, soit ceux qui sont centrés sur le «soutien à autrui». «Il y a une division verticale du travail dans ce secteur avec le bas de l'échelle sociale professionnelle composé essentiellement de femmes à qui est délégué le gros du travail de *care* – et donc, le gros des risques sanitaires – à la fois matériel et psychologique: la proximité au corps, à la saleté, aux fluides, le nettoyage et la prise en charge des angoisses, ce ne sont pas les tâches des médecins», souligne Isabel Boni-Legoff, sociologue et coresponsable du Centre en études genre de l'UNIL.

Ceux qui télétravaillent, et les autres

Loin des couloirs d'hôpitaux, d'autres poursuivent également leur besogne. «Les professionnels de la santé ont été socialisés pour répondre aux situations d'urgence. Par contre, sur les chantiers, dans les magasins, c'est différent. Ces travailleurs sont moins formés à ces conditions inhabituelles et sont clairement exposés», souligne Claudine Burton-Jeangros, experte en sociologie de la santé et de la médecine, professeure à la Faculté des sciences de la société de l'Unige. Si, dans les cantons de Vaud et de Genève, certains chantiers ont été arrêtés, ce n'est pas le cas dans tout le pays. Pourtant, les consignes de sécurité émises par l'OFSP sont compliquées à mettre en œuvre au sein de ces métiers qui requièrent une force collective.

Dans les supermarchés, les vendeuses et vendeurs sont particulièrement vulnérables, entre les clients qui s'agglutinent encore, la proximité physique aux caisses, ou le manque de mesures sanitaires prises par les employeurs, comme le révélait récemment un article du *Courrier*. Des anecdotes telles que celle rapportée par une caissière d'un hard discounter en disent long: «Un client, en partant de la caisse, s'approche à quelques centimètres de ma tête et me toussé dessus. Il rigole et s'en va en disant «j'étais obligé de la faire celle-là!»

SUR
LE WEB

Version complète
Retrouvez
la version longue
de cet article sur
www.letemps.ch



Un homme à sa fenêtre en région parisienne au deuxième jour du confinement annoncé par le président Emmanuel Macron. (OMAR HAVANA/GETTY IMAGES)

«La société assume collectivement qu'une partie de ses membres soit exposée d'un point de vue sanitaire»

ISABEL BONI-LE GOFF, SOCIOLOGUE
ET CORESPONSABLE DU CENTRE EN ETUDES
GENRE DE L'UNIL

Et que dire des livreurs et livreuses, des préparateurs et préparatrices de commandes sollicités de manière croissante à l'heure où une partie de la population goûte au luxe de pratiquer le télétravail? Aux Etats-Unis, Amazon a annoncé mardi dernier le recrutement de 100000 nouveaux employés pour faire face à l'afflux de commandes. «La société assume collectivement qu'une partie de ses membres soit exposée d'un point de vue sanitaire, et donc les inégalités socioprofessionnelles sont reproduites car cela concerne des métiers de services peu qualifiés, des métiers de l'interaction sociale du quotidien, qui ne peuvent pas télétravailler», constate Isabel Boni-Legoff.

«On peut aussi penser aux travailleurs sans papiers qui vivent dans des espaces très restreints... On sait que certains lieux favorisent la diffusion des épidémies. Il est important, en outre, de penser aux prisonniers: ces groupes de personnes qui vivent entassés se trouvent dans des conditions défavorables par rapport à la santé», ajoute Claudine Burton-Jeangros, dont la réflexion s'applique également aux camps et centres d'hébergement pour migrants.

Des confinements à géométrie variable

Le confinement, parlons-en. Là encore, la variabilité du capital économique et social d'une personne à l'autre peut se traduire par un vécu plus ou moins facile de l'injonction à rester chez soi. Les médias français ont bien mis en évidence, à la veille de l'annonce d'un confinement généralisé par le gouvernement de l'Hexagone, la vague de Parisiens qui a fui «se mettre au vert». Certains ont rejoint leurs familles à la hâte, tandis que d'autres avaient même spécialement loué des maisons à la campagne.

«Je suis surpris de constater que l'image que l'on donne d'une famille confinée, dans beaucoup de médias,

est celle des classes moyennes bien loties, dans des villas ou de grands appartements. Cela ne correspond absolument pas à la réalité. Imaginez les logements exigus et, en France, le débâtement de certains quartiers», relève Francesco Panese, «Lorsque l'on confine les personnes, on les renvoie à leurs situations privées. Et si les sphères privées ne sont pas optimales en temps «normal», elles peuvent l'être encore moins en temps d'épidémie. Cela va du matériel au relationnel, car, quid des familles où il y a de la violence?» Les données à ce sujet manquent encore en Europe, mais la crainte d'une flambée des violences, notamment conjugales, est fondée: en Chine, les témoignages de femmes violentées abondent, et le taux de divorces connaît un pic.

Outre les problématiques liées au couple, la prise en charge des enfants représente un problème de taille. Et surtout pour les familles monoparentales. «C'est une inégalité flagrante que la pandémie met en lumière. Les foyers monoparentaux, où le parent est, dans la majorité des cas, une femme, vont prendre de plein fouet cette charge de travail en plus de leurs fonctions professionnelles. En revanche, ces personnes habituées à l'exercice de la

monoparentalité ont souvent développé une forme de résilience sociale très particulière et ne seront donc pas forcément celles qui vont se plaindre», note Isabel Boni-Legoff.

Prendre acte pour la suite

Au milieu de tous ces constats établis, pourtant peu pris en considération par les dirigeants, une interrogation persiste: et après? Des aides financières ont été annoncées par la Confédération, les discussions sont en cours concernant les travailleurs et travailleuses indépendants, mais, on le sait, «la protection ne sera pas équitable pour tous», soupire Claudine Burton-Jeangros. Cependant, ne laissons pas le tableau se noircir complètement: le coronavirus permettra peut-être de prendre acte de ces écarts, et c'est sans doute déjà le cas pour de nombreux citoyens et citoyennes. La sociologue tient à le relever: «La population a fait un énorme chemin en peu de temps. Nous sommes bousculés mais il y a beaucoup de solidarité, d'actions bénévoles. Les gens sont conscients que nous n'avons pas tous les mêmes moyens de faire face. Il trouve que c'est une image rassurante de notre société.» ■

Les emplois «féminins» en première ligne

INÉGALITÉS Elles sont majoritaires dans la santé, dans la garde d'enfants, dans le commerce de détail. Des emplois dont on ne peut se passer actuellement et qui figurent parmi les moins bien payés

MATHILDE FARINE, ZURICH
@MathildeFarine

C'est l'une des inégalités les plus frappantes qui se dégage de cette crise: les professions les plus exposées sont avant tout féminines. La santé, en particulier, en est l'exemple: la Suisse compte 751697 employés dans ce secteur, dont 572617 sont des femmes, soit 76% du total, d'après les statistiques de l'OFS. Dans le détail, elles sont 62000 infirmières, contre 9000 infirmiers. On trouve 25000 assistantes médicales, contre 1000 assistants. Idem chez les auxiliaires de santé, dont 85000 sont des femmes sur un total de 96000.

Ces médecins, infirmières, aides-soignantes sont en première ligne dans la lutte contre le

virus. «Tous les soirs à 21h, on applaudit «le personnel de santé» comme si c'était un peuple sans rapport hiérarchique, sans inégalités de statut, d'emploi, de rémunération. C'est dommage qu'il n'y ait pas une prise de conscience plus claire de la contribution très genrée de la lutte contre la pandémie», déplore Isabel Boni-Legoff, sociologue et coresponsable du Centre en études genre de l'UNIL.

A cela s'ajoute une forme de «complainte sacrificielle et de rhétorique du don de soi: dans les métiers du *care*, vous devez vous sacrifier pour le public», poursuit l'experte. Car les femmes sont majoritaires dans les hôpitaux, mais elles sont aussi surreprésentées dans des autres métiers dits du *care*, comme la garde des enfants et le travail social.

Cette féminisation n'est pas suisse, elle est universelle. Dans une tribune publiée vendredi, Phumzile Mlambo-Ngcuka, secrétaire générale adjointe de l'ONU et directrice d'ONU Femmes, le

soulignait: «C'est le moment pour les gouvernements de reconnaître l'énormité de la contribution des femmes à l'économie et leur précarité. Cela inclut une focalisation sur les secteurs où les femmes sont surreprésentées et sous-payées, comme les travailleuses journalières, les responsables de petites entreprises, celles qui travaillent dans le nettoyage, dans les soins, aux caisses et dans l'économie informelle.»

Il n'y a en effet pas que l'économie du soin où la surreprésentation des femmes est importante et où elles sont très exposées. Elle se trouve aussi dans le commerce de détail, en particulier aux caisses, où les employées ont peu de moyens de se protéger, même si des mesures ont été prises ces derniers jours alors que la situation apparaissait de plus en plus scandaleuse. D'après l'OFS, ce secteur compte 67% d'employées. Or, presque tous ces métiers, des soins aux supermarchés, sont parmi les moins rémunérés de l'économie. ■

Vladimir Poutine: un souci d'image

COVID-19 La Russie serait moins touchée que ses voisins européens. A moins que les statistiques ne soient «traitées» avec davantage de soin que les malades

EMMANUEL GRYNSPAN
@_zerez_

Vladimir Poutine l'a dit et répété encore dimanche: l'épidémie est «sous contrôle», parce que les «bonnes décisions ont été prises en leur temps», allusion à la fermeture de 4000 km de frontière avec la Chine le 30 janvier. Le virus «vient de l'étranger» et le système de santé «est prêt». Suivant la communication chinoise, le Kremlin met l'accent sur la construction d'un hôpital provisoire de 500 lits dans la banlieue de Moscou. La Russie a envoyé dimanche neuf avions militaires chargés de 100

vaccin russe contre le Covid-19, qui serait déjà testé sur des animaux. Les statistiques officielles donnent des chiffres sans commune mesure avec ceux des pays européens frappés par la pandémie, qui affichent des milliers de cas. Soit, lundi matin, 71 nouveaux cas pour un total de 438 individus infectés par le Covid-19 (dont plus de la moitié à Moscou) sur une population totale de 146 millions d'individus. Et toujours pas un seul décès enregistré.

Embrasser les icônes

La courbe épouse toutefois un profil exponentiel, poussant les autorités religieuses à changer leur fusil d'épaulé. Le clergé orthodoxe qui la semaine dernière encourageait encore ses ouailles à embrasser les icônes «protégeant contre l'épidémie» vient d'interdire cette pratique. La mairie de Moscou commence tout juste à adopter les premières mesures coercitives: les écoles sont fermées depuis samedi, les salles de sport et les piscines sont closes depuis lundi matin, tandis que les théâtres et les cinémas ont simplement reçu la «recommandation» de faire de même.

Les Moscovites de plus de 65 ans ont reçu l'ordre lundi matin de ne pas sortir de chez eux. Sauf Vladimir Poutine, 67 ans, a immédiatement notifié le Kremlin. Dimanche, le dirigeant est apparu à la télévision entouré des principaux hauts fonctionnaires du pays, assis autour d'une longue table ovale. Comme d'habitude, si ce n'est le président de la banque d'Etat



Des protections improvisées avec les «moyens du bord». (EVGENIA NOVOZHENINA/REUTERS)

VEB, Igor Chouvalov, apparu avec un masque noir ressemblant à une muselière. Tancé par ses collègues, il l'a vite ôté pour écouter le chef de l'Etat.

Derrière ce spectacle de stabilité et d'unanimité, des doutes surgissent au sein d'une population assimilant depuis longtemps les mensonges d'Etat à un phénomène naturel. Tchernobyl (1986) est passé par là, suivi de nombreux épisodes catastrophiques (accident du sous-marin Koursk en 2000, destruction du vol MH-17 dans le Donbass en 2014, incendie d'un sous-marin l'été dernier et explosion d'un mystérieux missile nucléaire peu après). La communication officielle s'embrouille systématiquement dans les contradictions, les mensonges et une opacité maladroite qui perpétue la défiance.

C'est pourquoi beaucoup doutent de la véracité des chiffres officiels sur la pandémie et sur la capacité du système de santé à absorber le choc. Les Russes les plus aisés se ruent sur les appareils de ventilation artificielle dans la perspective d'un traitement du Covid-19 à leur domicile. Une enquête du site d'information Moscow Times montre que des dizaines de super-riches russes se font construire à la hâte des cliniques à domicile pour s'assurer d'être mieux soignés que le reste de la population en cas d'infection. Ils s'arrachent à prix d'or des respirateurs artificiels, dont les hôpitaux de l'immense province russe manquent cruellement.

Des tests moins sensibles

Même au sein du monde médical, des fissures apparaissent: les tests russes de dépistage du Covid-

19 seraient 10000 fois moins sensibles que les tests utilisés en Europe et aux Etats-Unis. De nombreux cas avérés (et décès) seront classés comme «pneumonie» afin de ne pas gêner les statistiques officielles, signalent plusieurs médecins sur les réseaux sociaux. Rosstat, l'agence officielle des statistiques, notait d'ailleurs dès janvier une augmentation de 37% en glissement annuel des cas de pneumonie dans le pays. Les chiffres du mois de février ne sont pas encore connus.

«Je suis absolument certaine qu'il y a davantage de patients atteints du Covid-19 que les autorités ne veulent bien le dire», confie Anastasia Vassilieva, directrice du syndicat Alliance des docteurs. «J'ai l'impression qu'on nous prend pour des idiots, s'indigne-t-elle. Poutine est-il vraiment notre président? Nous souffrons d'un défi-

cit de médecins, ils ne disposent pas de protections et se cousent des masques avec de la gaze. Combien de fois avons-nous demandé qu'on nous en fournisse? Au lieu de ça, il envoie de l'aide à l'Italie. Est-il indifférent à son pays?»

Difficile de démêler le vrai du faux à l'heure actuelle. Mais les autorités ne tolèrent pas les doutes. Le régulateur des médias et de l'internet RKN a ordonné à la radio libérale Echo de Moscou, à YouTube et aux réseaux sociaux Instagram et vk.com d'effacer immédiatement des informations qualifiées de «mensongères» au sujet du Covid-19. Dimanche, un vice-premier ministre expliquait à Vladimir Poutine que «l'intelligence artificielle et les réseaux neuronaux détectent sans relâche les fake news» sur la pandémie. Vladimir Poutine veille à l'image de son pays. ■

«J'ai l'impression qu'on nous prend pour des idiots. Poutine est-il vraiment notre président?»

ANASTASIA VASSILIEVA, DIRECTRICE DU SYNDICAT ALLIANCE DES DOCTEURS

spécialistes et de matériel médical vers l'Italie. La télévision d'Etat entonne les accents messianiques des penseurs «slavophiles» du XIXe siècle (Dostoïevski, Odoïevsky, Kraïevsky) décrivant un Occident (l'Union européenne) moribond que «seule la Russie pourra sauver». Les autorités annoncent la découverte d'un

Moins de morts en Allemagne, mais jusqu'à quand?

ÉPIDÉMIE Le pays compte actuellement moins de morts que ses voisins, grâce notamment à des tests plus nombreux. Il assure toutefois se préparer à la vague

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN
@delphnerbollier

Pourquoi l'Allemagne, cinquième pays le plus touché au monde en nombre de malades atteints par le Covid-19, compte-t-elle proportionnellement moins de morts que ses voisins? Selon l'Université Johns-Hopkins, elle en compte 4 pour 1000 malades contre 92 en Italie et 13 en Suisse. Hier, selon cette même université, l'Allemagne comptait 26200 cas avérés et 111 décès.

Interrogé sur cette particularité allemande, Christian Drosten, chef du service de virologie à l'hôpital de la Charité de Berlin, évoque une prise en charge très en amont des malades et de leur entourage, ayant permis aux soignants de gagner du temps face au virus. Il met ainsi en avant la «réactivité des très nombreux laboratoires médicaux privés» qui ont commencé à tester dès l'apparition des premiers cas, fin janvier. S'il n'existe aucun chiffre sur le nombre total de tests déjà réalisés, l'Institut sanitaire Robert Koch estime que le pays peut en effectuer jusqu'à 160000 par semaine alors que l'Italie en a réalisé 165000 au total. La Fédération des médecins allemands de laboratoire évoquait hier

des chiffres en hausse constante, avec 40000 tests effectués quotidiennement ces derniers jours et des laboratoires à la limite de leurs capacités.

Des examens dans les voitures

L'Allemagne tente de prendre exemple sur la Corée du Sud et Hongkong, sans toutefois atteindre leur niveau de dépistage, et facilite les procédures. Ainsi il est de plus en plus facile de se faire tester dans sa voiture afin de limiter le risque d'infection dans les salles d'attente.

Cela n'empêche toutefois pas les critiques. De nombreux patients se plaignent de ne pouvoir être testés plus rapidement. Les autorités limitent en effet les tests aux

seuls patients présentant des symptômes ou ayant été en contact avec des malades. C'est le cas de la chancelière, Angela Merkel, qui s'est volontairement placée en quarantaine dimanche soir, après avoir été vaccinée vendredi par un médecin testé positif depuis au coronavirus. Avant de savoir d'ici quelques jours si elle est elle-même infectée, la chancelière a mené ce lundi son premier Conseil des ministres de chez elle, par liaison téléphonique.

Il y a quelques jours, un médecin italien, interrogé par la chaîne de télévision Euronews, mettait toutefois en doute les taux de mortalité allemands, arguant de l'absence de tests post mortem systématiques. L'Institut Koch rejette cette critique

et minimise la nécessité de réaliser de tels tests. Il estime que la présence ou non du Covid-19 est dans l'extrême majorité des cas déjà confirmée avant la mort.

Autre facteur important face à un virus dont la dangerosité augmente avec l'âge, les malades allemands sont en moyenne plus jeunes (47 ans) qu'en Italie (63 ans) pour la bonne raison que nombre d'entre eux ont attrapé la maladie lors de leurs vacances de ski. Par ailleurs, avec 28000 lits en soins intensifs avec assistance respiratoire – contre 7000 en France, 5000 en Italie et 1000 en Suisse –, hôpitaux et cliniques ont encore une marge de manœuvre importante et ne sont pas encore saturés. La région du Bade-Wurtemberg, pourtant

l'une des plus touchées, ne comptait vendredi que 20 malades du coronavirus placés en soins intensifs et faisait état de 20% de lits libres dans ces services. Elle a ainsi pu accueillir ce week-end quelques malades français pour décharger les services hospitaliers alsaciens. La Saxe a fait de même ce lundi avec sept malades italiens.

Test négatif pour Angela Merkel

Pas de quoi crier victoire néanmoins. Le ministre allemand des Finances, Olaf Scholz, a confirmé ce lundi doubler le nombre de lits dans les services de soins intensifs pour faire face à la future déferlante. «Nous sommes au début d'une épidémie qui durera plusieurs semaines et plusieurs mois», confirme Lothar Wieler, président de l'Institut Robert Koch, en évoquant une «croissance exponentielle» du nombre de cas outre-Rhin. Si les Allemands n'appliquent pas les mesures de distanciation sociale énoncées par les autorités, le pays pourrait compter 10 millions de malades d'ici deux à trois mois. Une perspective potentiellement dramatique dans un pays dont 25% de la population a plus de 60 ans et est donc considérée à risque.

Angela Merkel, en quarantaine à domicile après un contact avec un médecin positif au nouveau coronavirus, a passé un premier test qui s'est avéré négatif, a indiqué lundi le porte-parole du gouvernement allemand. D'autres tests devront toutefois être menés dans les prochains jours pour être concluants. ■

Contraintes budgétaires levées

FINANCES Connue pour sa rigueur, l'Allemagne va suspendre ses restrictions aux déficits publics

AFP

Le gouvernement allemand a adopté lundi des mesures de plusieurs centaines de milliards d'euros, inédites depuis la Deuxième Guerre mondiale, pour lutter contre la récession attendue en raison de l'impact économique du coronavirus.

Ce paquet prévoit des aides massives aux entreprises et aux salariés, y compris la possibilité pour l'Etat de nationaliser partiellement des groupes jugés stratégiques qui seraient menacés de faillite.

L'Allemagne suspend pour cela toutes les contraintes

budgétaires qu'elle s'est fixées ces dernières années et qui ont fait d'elle un des pays les plus orthodoxes d'Europe en matière de comptes publics.

La première économie européenne, souvent critiquée par ses partenaires et institutions internationales pour sa rigueur budgétaire, suspend ainsi ses restrictions aux déficits publics inscrites dans la Constitution.

Une récession d'«au moins» 5%

Le gouvernement s'attend à une récession d'«au moins» 5% cette année, a reconnu le ministre de l'Economie, Peter Altmaier, lors de la conférence de presse. Selon lui, le recul de l'activité économique cette année sera «au moins aussi élevé qu'en 2008-2009» lors de la crise financière. ■

4 International

«Le système de santé français va tenir»

SANTÉ L'ancienne ministre Roselyne Bachelot a été durement attaquée pour avoir, en 2009, constitué des stocks de masques chirurgicaux et commandé des centaines de millions de vaccins contre la grippe H1N1. Aujourd'hui, le coronavirus lui donne raison

PROPOS RECUEILLIS
PAR RICHARD WERLY, PARIS
@LTwerly

Roselyne Bachelot est bien placée pour comprendre la colère du personnel médical devant la pénurie de masques chirurgicaux en France, où l'on compte 16018 cas confirmés de coronavirus et 674 personnes décédées. En 2009, alors ministre de la Santé sous Nicolas Sarkozy, elle avait stocké les équipements de protection et passé commande de près d'une centaine de millions de vaccins contre le virus de la grippe H1N1.

Manque de masques de protection et de tests de dépistage, confusion des informations sur le confinement... Vous avez connu, comme ministre, une épreuve similaire lorsque la grippe H1N1 déferlait sur la France.

INTERVIEW

Comment jugez-vous la réponse de l'actuel gouvernement français? La gestion de la crise a été aussi bon que possible dans un contexte imprévisible. Une crise épidémique ne ressemble à aucune autre! Pire: l'obsession du retour d'expériences peut entraîner de graves déconvenues. Je l'ai compris dans la tourmente de la grippe H1N1: beaucoup nous conseillaient de répliquer les dispositifs mis en œuvre lors de la précédente alerte sanitaire massive, celle de la grippe aviaire H5N1. Or les deux virus ne se ressemblaient pas.

Et les masques? Comme ministre de la Santé confrontée en 2009 à l'épidémie de virus H1N1, j'ai mis à la disposition des soignants un milliard de masques chirurgicaux et 700 millions de masques FFP2. 1,7 milliard de masques au total! Quand, aujourd'hui, le Ministère français de la santé affirme disposer d'un stock de moins de 100 millions de masques disponibles et vient d'en commander 250 millions, les chiffres parlent d'eux-mêmes. On a délégué la production de ce matériel stratégique à la Chine. Cela a été une erreur grave. Un stock se reconstitue en temps réel. Quitte à ce qu'il soit périmé ensuite. Mais que ce soit clair: le gouvernement actuel n'est pas responsable de cette incurie. La responsabilité en incombe à ses prédécesseurs.

Suivre les avis des scientifiques est la bonne stratégie? Je ne pense pas que les politiques doivent conditionner leurs réponses au seul avis des experts qui, souvent, ne sont pas d'accord entre eux. Le consensus scientifique, lorsqu'une crise épidémique déferle, existe rarement. Le pouvoir doit évidemment consulter les experts et avoir, grâce à eux et à leurs statistiques, une idée juste de la situation sanitaire. Après, la décision politique doit prendre en compte d'autres fac-



Roselyne Bachelot en 2009, lors de la campagne contre la grippe H1N1. (BERTRAND GUAY/AFP)

Les soignants français «désarmés»

MATÉRIEL Le personnel médical français est en colère. Les appels, pétitions et autres plaintes se multiplient face au manque de moyens pour endiguer l'épidémie

Tous en colère. Tous mobilisés pour exiger des explications du gouvernement, alors que les Français les applaudissent chaque soir à 20h. Médecins hospitaliers, urgentistes et généralistes, personnel soignant, employés des hôpitaux... La France médicale en première ligne dans la guerre contre le Covid-19 s'estime désarmée et envoyée au «front» sans moyens adéquats. «Vous verrez, si cela continue, les médecins vont se rebeller. On ne déclare pas la guerre sans s'assurer au préalable que son armée peut la gagner», nous expliquait la semaine dernière, accusateur, le docteur Patrick Gasser, président du syndicat des médecins spécialistes.

Bien vu. Depuis, trois de ses confrères sont morts du coronavirus, dont deux dans le Grand Est, la région la plus touchée par l'épidémie. Un collectif d'une centaine d'autres ont porté plainte en justice pour «mensonge d'Etat» contre l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn et le premier ministre Edouard Philippe. «On manque de tout. On n'a pas de masques. On veut quoi! Que les médecins contaminent les patients?» accuse Jérôme

Marty, président d'un syndicat de généralistes.

Deux sujets rendent furieux les professionnels français de la santé. Le premier est le confinement de la population, à leurs yeux toujours trop peu respecté. Pour le durcir, un collectif a même saisi le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative... qui a toutefois rendu une décision nuancée dimanche soir. Pas question, pour les magistrats, de confiner davantage la population chez elle, compte tenu des problèmes de ravitaillement et du défi sécuritaire que cela entraînerait. Mais une demande d'éclaircissements sous quarante-huit heures sur les sorties autorisées (pour faire ses courses, ou pratiquer un sport).

«Imprévoyance totale» dénoncée

Emmanuel Macron devrait apporter ces précisions mardi lors d'une nouvelle intervention attendue après l'avis du conseil scientifique. Finalement votée dans la nuit de samedi à dimanche par l'Assemblée nationale, la loi sur l'Etat d'urgence sanitaire a été promulguée lundi. Elle donne pour deux mois au gouvernement la possibilité de restreindre encore plus les déplacements par décrets et prévoit des amendes maximales allant jusqu'à 3700 euros pour les contrevenants récidivistes. Les maires d'une cinquantaine de villes ont par ailleurs décrété un couvre-feu.

Le second sujet de la colère des soignants est la pénurie de masques chirurgicaux de protection et l'incapacité de pratiquer les tests à grande ampleur, même lorsque les kits de dépistage sont disponibles, en raison du manque d'agents réactifs. Une colère à laquelle s'associent de plus en plus d'autres corporations: agents de propreté, forces de l'ordre, éboueurs, vendeurs dans les magasins alimentaires restés ouverts. Résultat: une commande de 250 millions de masques annoncée par le ministre de la Santé, Olivier Véran. Sans convaincre: «L'imprévoyance totale du gouvernement face à cette épidémie connue depuis la mi-janvier obligera à rendre des comptes», a répété, lors d'un échange avec des journalistes étrangers, le docteur Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF), lui-même infecté et confiné. Une colère que le gouvernement pourrait tenter d'éteindre par une large distribution de primes au personnel hospitalier, en plus des augmentations de salaire prévues dans le cadre des 700 millions d'euros d'aides à l'hôpital allouées en urgence en 2019, face aux grèves à répétition. Déjà, une idée émerge: la distribution de l'intégralité du montant des amendes pour non-respect du confinement aux soignants mobilisés contre le Covid-19. Mais le Ministère des finances renâcle. ■ R.W.

teurs, comme la sécurité publique et la capacité de l'Etat à faire respecter les décisions prises. Pour moi, la seule attitude responsable est celle de la protection maximale de la population. C'est à cette fin que j'ai, en 2009, commandé des millions de doses de vaccins. Ce que l'on m'a ensuite reproché. Mais je ne le regrette absolument pas. C'était, alors, face au danger sanitaire, la bonne chose à faire.

Comment l'ancienne élue locale que vous êtes juge-t-elle la décision de maintenir le premier tour des élections municipales, puis de reporter le second? J'étais favorable au report de ces élections municipales. Ce premier tour n'aurait pas dû être organisé. Encourager les Français à voter, puis les confiner le lendemain n'a pas non plus de sens. Mais le président était inquiet d'être accusé d'une manœuvre politicienne. Au final: le message a été brouillé. Ce qui est très problématique dans une pareille situation.

Les Français sont-ils capables, sur la longue durée, de respecter des consignes de confinement strictes? Nous ne sommes pas encore, en France, dans une situation de confinement strict. Le gouvernement resserre la vis, mais les gens peuvent encore sortir pour les déplacements nécessaires, par exemple pour aller faire leurs courses. Tout l'enjeu est celui du civisme, de la démarche citoyenne. Les Français, j'en suis sûre, sont capables de comprendre le confinement et de le respecter. Le danger, c'est de constater que le rythme des contaminations ne baisse pas, ce qui est un risque. A ce moment-là, beaucoup de gens risquent de se dire: à quoi sert ce confinement, sans faire le lien entre les indisciplines et la poursuite de la propagation du virus.

Autre affirmation beaucoup entendue: l'écroulement possible du système de santé français. Ce scénario catastrophe, vous le redoutez? A ce stade, je réfute cette vision. Le système de santé français est solide. Il ne va pas craquer. Il y a des difficultés, c'est évident. 85% des services d'urgence en France aujourd'hui fonctionnent encore bien, malgré l'afflux de malades du Covid-19. La situation est-elle critique? Oui. Il existe des points de vulnérabilité extrême, en particulier dans l'Est. Mais je le répète: le système de santé français tient bon. Il tient d'abord par la qualité des hôpitaux et des personnes. Et il tient aussi par la nature très centralisée de l'Etat en France, ce qui est une force face au virus. Lorsqu'il faut réagir vite, allouer des moyens, prendre des décisions coordonnées, mutualiser des effectifs ou des matériels, la centralisation paie. Le système n'est pas à l'os. ■

EN BREF

1,7 milliard de personnes appelées à rester confinées

Plus d'1,7 milliard de personnes au total sont appelées par les autorités dans de nombreux pays à rester confinées chez elles pour lutter contre la propagation du Covid-19, selon un comptage réalisé lundi à partir d'une base de données de l'AFP. Derniers en date à être concernés, au moins 700 millions d'Indiens, soit plus de la moitié de la population de leur pays d'1,3 milliard d'habitants, le deuxième le plus peuplé de la planète, où les mesures se multiplient. AFP

La République tchèque cède des masques à l'Italie

Les autorités tchèques ont annoncé lundi avoir envoyé 110000 masques en Italie, pour compenser un contingent saisi récemment par la police auprès de trafiquants présumés, qui s'est avéré faire partie d'un don de la Chine à l'Italie. Sur l'ensemble du continent européen, on observe une pénurie généralisée d'équipements médicaux de protection, dont les masques nécessaires au personnel médical pour réduire le risque d'infection par le coronavirus mortel. AFP

Le Nigeria enregistre son premier mort

Les autorités nigérianes ont rapporté lundi le premier décès dû au coronavirus, alors que le pays le plus peuplé d'Afrique avec 200 millions d'habitants enregistre une forte hausse du nombre de cas d'infection. «Il s'agit d'un homme de 67 ans, rentré au Nigeria après avoir été hospitalisé en Angleterre», a précisé l'Agence nigériane de contrôle des maladies (NCDC). Il était sous chimiothérapie et son état de santé était aggravé notamment par un diabète. AFP

Habitants de Wuhan autorisés à reprendre le travail

Les habitants de la ville chinoise de Wuhan (centre), où le nouveau coronavirus a été identifié en décembre, ont été autorisés à reprendre le travail, et les transports publics redémarrent après deux mois de confinement. Cette levée de restrictions intervient au moment où le Ministère de la santé n'a annoncé lundi aucun nouveau cas de contamination pour le cinquième jour consécutif dans cette métropole de 11 millions d'âmes, berceau de l'actuelle pandémie. AFP



Malgré les différences que l'on peut observer entre Alémaniques et Romands vis-à-vis du rôle de l'Etat, les Suisses se sont majoritairement pliés aux règles édictées par les autorités fédérales pour juguler l'épidémie de Covid-19. JEAN-CHRISTOPHE BOTTI/KEYSTONE

Le confinement marque une frontière culturelle en Suisse

ÉPIDÉMIE La notion de responsabilité individuelle parle plus aux Suisses alémaniques qu'aux Romands, davantage adeptes d'un Etat fort. Les raisons en sont historiques et culturelles

LAURE LUGON ZUGRAVU
@laurelugon

Exiger le moins pour obtenir le plus; imposer le semi-confinement pour aboutir au confinement: pour un œil étranger, la stratégie de la Suisse pour freiner la propagation du coronavirus s'apparente au mieux à un exercice d'acrobatie, au pire à un orgueil démesuré. Pourtant, si l'on en croit les images de nos villes ce week-end, semi-désertes, il n'est pas dit qu'on perde ce pari. Par la grâce de la discipline helvétique? Pas seulement. Plus profondément, c'est à la notion de responsabilité individuelle et de rôle de l'Etat qu'il faut probablement attribuer ce résultat.

«Il est frappant d'observer que le coronavirus a une géographie culturelle. Et si c'était le fait d'un rapport à l'autre différent? Les habitants des pays latins sont plus tactiles, ils observent moins de distance sociale que dans les pays germaniques»

MICHAEL HERMANN, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHE SOTOMO

Or, ces notions ne sont pas totalement identiques selon qu'on est citoyen latin ou alémanique. En Suisse romande, on a vu se multiplier les appels au confinement total, espéré par beaucoup jusqu'à vendredi dernier. Des citoyens l'ont même demandé sous forme de pétitions. On sentait aussi cette préférence chez certains conseillers d'Etat romands, même si exprimée à demi-mot pour ne pas court-circuiter la Confédération, désormais à la manœuvre.

En Suisse alémanique en revanche, les appels s'en tenaient au respect des règles en vigueur, hormis des personnalités de l'UDC, réclamant des mesures plus strictes, avec de notoires exceptions, comme le conseiller national Roger Köppel. Même si Zurich a fermé ses rives du lac devant un afflux de promeneurs, le maître mot demeure «responsabilité individuelle». C'est ce qu'il fallait comprendre du discours fort d'Alain Berset, taclant au passage le verticalisme aux accents certes gaullois mais jugé inefficace de notre voisin français.

La synthèse entre la France et l'Allemagne

La Suisse, c'est une autre histoire, mélange du nord et du sud de l'Europe: «Au Nord, comme en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, le premier réflexe est le laisser-faire, dans la certitude que les barrières naturelles se réinstalleront d'elles-mêmes, explique Olivier Meuwly, historien. Dans la culture germanique, on présuppose que la responsabilité individuelle entraînera la responsabilité collective. Une vision étrangère à la culture du Sud, où l'ordre est censé venir d'en haut.»

La Suisse, à cheval, décline ces deux cultures. Historiquement, elle fait la synthèse entre la France et l'Allemagne, ou la Grande-Bretagne et l'Italie. L'historien rappelle que dans les guerres de religion déjà, la Suisse a tenté la synthèse en cherchant le compromis.

Deux paradigmes pour un seul objectif, la liberté: «Dans le brillant discours d'Alain Berset, toutes les influences se synthétisent et on perçoit une mosaïque organiquement organisée», estime Olivier Meuwly. Ce curieux assemblage s'articule aussi autour de l'esprit de milice, du fédéralisme et de la démocratie directe, «trois piliers de la «suis-situde», trois logiques qui marquent les comportements».

La responsabilité individuelle découle de la faiblesse de l'Etat

Cette valorisation de la responsabilité individuelle trouve ses fondements dans la faiblesse de l'Etat, rappelle Irène Herrmann, historienne et professeure à l'Université de Genève: «Au XIXe siècle, Berne a lutté pour s'arroger un peu du pouvoir des cantons. Une partie lui est échue, une autre a été conférée aux citoyens, à travers la démocratie directe: ils devaient en user modérément et exercer sur eux-

mêmes le pouvoir que l'Etat, très faible, était incapable d'imposer. Cet héritage institutionnel est très fort et, par conséquent, on n'imagine pas aujourd'hui que cela puisse marcher autrement.»

C'est un peu moins vrai dans les cantons qui ont rejoint la Confédération plus tardivement, comme le Valais, Genève et Neuchâtel. «Ceux-là acceptent plus volontiers la délégation de responsabilités à l'Etat, alors que les cantons alémaniques ont tendance à glorifier la culture politique basée sur la responsabilité individuelle, poursuit l'historienne. Cela aboutit à une survalorisation du pouvoir de décision de l'individu.» D'autres répondront qu'elle est salutaire. Ces différences de perception pourraient expliquer l'attente des Latins envers Berne à serrer la vis.

Un Röstigraben de l'embrassade?

Plus prosaïquement, ce souhait n'est sans doute pas étranger au fait que les cantons latins déplorent plus de mortalité que la Suisse alémanique. C'est vrai aussi pour l'Italie ou l'Espagne, contrairement à l'Allemagne et à l'Autriche. Ce constat amène le politologue alémanique Michael Hermann, qui dirige l'institut de recherche Sotomo, à émettre une hypothèse: «Il est frappant d'observer que le coronavirus a une géographie culturelle. Et si c'était le fait d'un rapport à l'autre différent? Les habitants des pays latins sont plus tactiles, ils observent moins de distance sociale que dans les pays germaniques.»

Un Röstigraben de l'embrassade? Pourquoi pas. Sa supposition s'appuie aussi sur le fait que les décès actuels sont le résultat de contagions qui datent d'il y a trois semaines environ, soit avant les mesures mises en place par Berne. Michael Hermann insiste aussi sur d'autres différences: le sport est plus largement pratiqué outre-Sarine, la prévention sur la santé occupe plus d'espace qu'en Suisse romande: «Adeptes de la marche, de la nature et du grand air, les Alémaniques auraient beaucoup de mal à supporter le confinement. C'est possible que cela compte aussi dans l'autodiscipline qu'ils observent.»

Il n'empêche: au-delà des divergences dont les racines plongent dans un passé qui, même ignoré, constitue le génome des Suisses, ceux-ci ont majoritairement suivi l'injonction des autorités et déserté leurs villes. Qu'il soit permis de s'en égarer avec ce mot d'Olivier Meuwly: «On dit des Romands qu'ils sont très français, mais ils se révèlent aussi alémaniques!»

A Verbier, un cri du cœur entendu mais pas écouté

VALAIS Face à ce qu'ils estiment être un foyer majeur de Covid-19, les professionnels de la santé de l'Entremont ont demandé la mise en quarantaine de la station bagnarde. Les autorités ne les ont pas écoutés. Il n'y aura pas de confinement

GRÉGOIRE BAUR
@GregBaur

«Chaque jour qui passe met plus de gens en danger.» Les mots de la doctoresse Corinne Cohen, médecin généraliste à la Maison de la santé de Sembracher, sont forts. Elle fait partie des professionnels de la santé de l'Entremont qui ont tiré ce lundi la sonnette d'alarme, dans *Le Nouvelliste*, au sujet de la situation de Verbier, qu'ils jugent critique. Pour eux, la station bagnarde est un foyer important de Covid-19. Il faut que les autorités décident de la mettre en quarantaine. Et vite.

Ce cri du cœur a été entendu. Mais il n'a pas eu l'effet escompté. Le canton du Valais a annoncé ce lundi, en début de soirée, que, «d'entente avec la Confédération, il a été décidé de renoncer au confinement». «Plusieurs foyers épidémiques existent dans le pays. Les isoler n'est pas une solution pour limiter la propagation de la maladie, selon l'Office fédéral de la santé publique», écrit le Conseil d'Etat, qui demande, en revanche, aux autorités «de faire respecter à la lettre les règles édictées par la Confédération».

Une situation spécifique

Plus tôt dans la journée, Daniel Koch, responsable de la division des maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), avait précisé ne pas être sûr à 100% qu'il y ait plus de cas dans la station bagnarde qu'ailleurs. Personne ne semble l'être d'ailleurs. «Nous ne savons pas le nombre de cas de personnes contaminées par le coronavirus à Verbier. Seules les autorités cantonales peuvent le savoir», insiste Eloi Rossier, le président de la commune de Bagnes, sur le territoire de laquelle se trouve Verbier.

Il n'en demeure pas moins que la situation de la station valaisanne est particulière. Contactés, les présidents de commune de Crans-Montana, Nendaz ou Zermatt nous expliquent ne pas être confrontés à la même problématique. Le val de

Bagnes est la seule région de Suisse où les médecins demandent des mesures spécifiques. Et pour cause. «Nous avons remarqué que 80% des patients testés dans un cabinet de la station étaient positifs, contre 35% à la Maison de santé de Sembracher et, visiblement, seulement 15% aux HUG», détaille Corinne Cohen. Comment l'expliquer? La doctoresse n'a pas la réponse. Mais elle rappelle que le virus se transmet via des contacts rapprochés et qui sont courants, notamment dans les bars ou boîtes de nuit de la station.

Depuis les mesures contraignantes annoncées par le Conseil fédéral lundi dernier, ces établissements sont fermés et la station est vide, raconte Eloi Rossier. «Aujourd'hui, Verbier est une station morte. Cette situation est sans commune mesure avec celle qui régnait le week-end précédent (14-15 mars)», souligne le président de la commune de Bagnes. Et c'est cette réalité qui pourrait expliquer la situation de Verbier, selon Jean-Pierre Deslarzes, consultant médical auprès de la commune de Bagnes.

«Le milieu de culture idéal pour le virus»

«Un ou deux établissements ont visiblement organisé des soirées, qui ont été bien arrosées, qui se sont terminées au petit matin et qui ont regroupé jusqu'à 150 ou 200 personnes. C'est le milieu de culture idéal pour le virus. C'est le meilleur moyen de contaminer des gens et c'est ce qui s'est passé», souligne l'ancien médecin.

Et la réalité d'une station, c'est aussi que la majorité des personnes qui s'y trouvent n'y séjournent que pour de courtes durées, avant de repartir. «Beaucoup d'hôtes potentiellement contaminés ont quitté Verbier. Il faut espérer qu'ils n'aient pas propagé la maladie ailleurs en Suisse ou à l'étranger», soupire Jean-Pierre Deslarzes.

C'est pour éviter que cet exode continue ou que des propriétaires de résidence secondaire se rendent à Verbier que les médecins de la région ont tiré la sonnette d'alarme. Et continuent de le faire. «Restez chez vous», supplie Corinne Cohen, précisant que cet appel est valable pour toute la Suisse, car, prévient la doctoresse, «la situation que nous vivons ici peut se reproduire ailleurs».

EN BREF

Vaud réquisitionne la chloroquine

Le canton de Vaud réquisitionne les stocks existants de Plaquenil, le médicament à base de chloroquine susceptible de soigner le Covid-19. Il sera utilisé dans certains cas particuliers, en attendant d'en savoir plus sur son efficacité. «Nous avons demandé aux médecins et pharmaciens de limiter les prescriptions de Plaquenil aux patients qui en ont besoin», a expliqué lundi la conseillère d'Etat Rebecca Ruiz. Selon son dernier bilan, publié lundi après-midi, le canton de Vaud compte 16 décès, un de plus que la veille. ATS

PUBLICITÉ

Investissez dès maintenant dans votre carrière.

CIIA – étudiez en ligne sans contrainte.

Analyste financier & gestionnaire de fortunes avec diplôme fédéral CIIA

AZEK SWISS TRAINING CENTRE FOR INVESTMENT PROFESSIONALS
www.azek.ch

6 Suisse

Les recrues restent assignées à la caserne

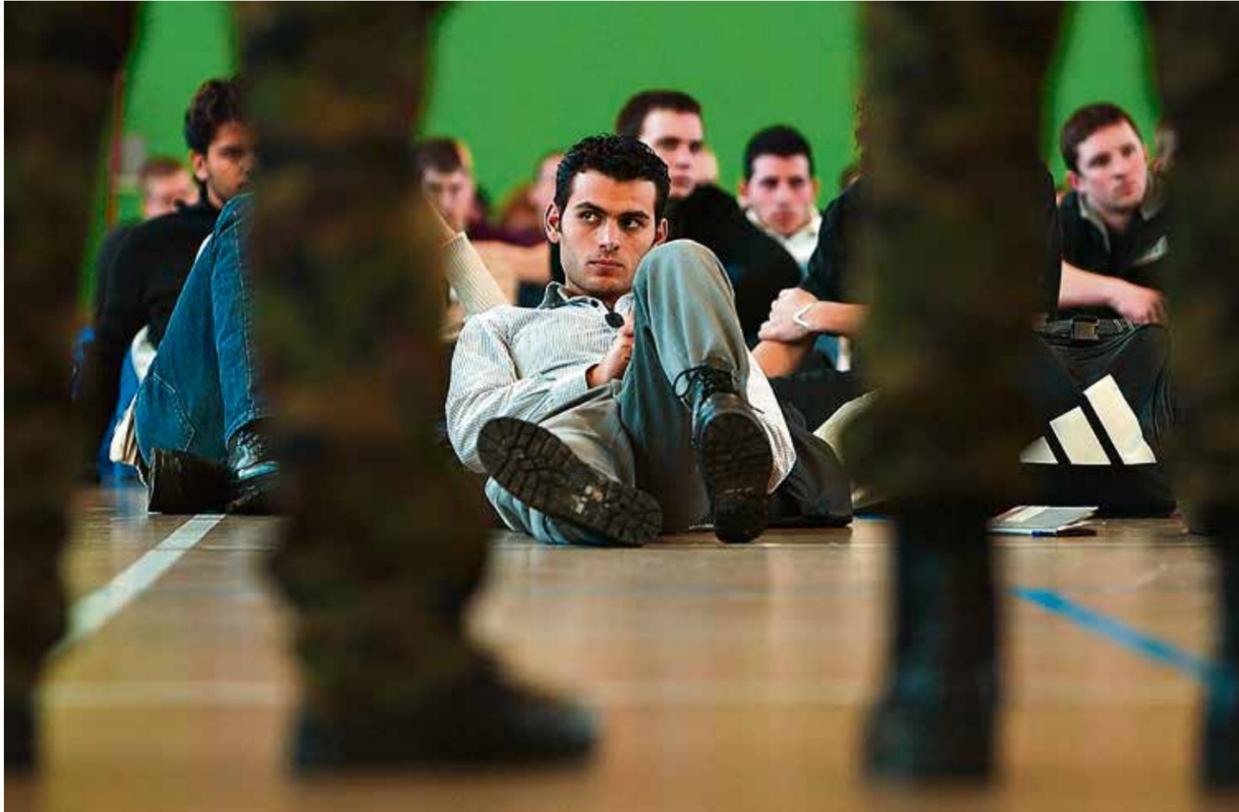
CORONAVIRUS Pour éviter les contagions, les militaires en formation n'ont pas pu rentrer chez eux le week-end dernier. Au vu des derniers développements de l'épidémie, nul ne sait quand ils reverront leurs proches

BORIS BUSSLINGER
@BorisBusslinger

Plus de week-end ni de sortie jusqu'à nouvel ordre. C'est le régime strict imposé à toutes les écoles de recrues du pays depuis la semaine dernière. Pour éviter que les conscrits ne ramènent le virus en caserne le dimanche – ou qu'ils ne le transmettent à leurs proches en rentrant chez eux –, environ 7000 jeunes hommes (et quelques femmes) sont désormais militaires à plein temps. Une situation complexe, dont certaines familles témoignent n'être que peu informées.

«Ce n'est pas facile, les jeunes ont l'habitude du contact physique et ils sont nombreux»

DANIEL REIST,
PORTE-PAROLE DE L'ARMÉE



Les écoles de recrues commencées en janvier doivent se terminer mi-mai. Une période qui pourrait s'avérer interminable sans temps mort civil ni engagement particulier. (SANDRO CAMPARDO/KEYSTONE)

Dans la salle de sport d'un gymnase romand (dont la localisation doit rester secrète pour protéger nos sources), une section militaire entière tente de passer le temps. «Les instructions sont désormais surtout théoriques», explique Samuel, en quarantaine sur place. Il y a quelques jours, son lieutenant a été testé positif au coronavirus, entraînant le confinement de tous ses subalternes, soit 30 personnes. Au lieu de rentrer chez elles samedi dernier, ces recrues ont installé leur matelas au sol, à bonne distance les unes des autres, prêtes à passer les deux prochaines

semaines coupées du monde. Une fois cette période écoulée, elles devraient toutefois continuer d'enfiler leur tenue de combat chaque matin, samedi-dimanche compris.

Garder les troupes motivées

Car confinées ou non, toutes les recrues sont circonscrites au périmètre des casernes depuis la semaine dernière. Pour deux raisons, explique Daniel Reist,

porte-parole de l'armée: «Tout d'abord pour éviter davantage de contagions. Ensuite car elles ne sont pas non plus prêtes à l'engagement. Tant qu'elles n'ont pas complété leurs quatre mois et demi d'école de recrues, nous ne pouvons pas les mobiliser sur le terrain avec leur arme.»

Renforcer le corps des gardes-frontières ou celui affilié à la protection des ambassades est donc

hors de question. Des aides d'ordre civil sont toutefois envisagées: «Cette semaine, ils reçoivent un cours de soins de base pour pouvoir par exemple assister dans les EMS, détaille Daniel Reist. Ils pourraient être engagés prochainement pour ce genre de choses, ce qui les garde motivés pour le moment.» Car le temps pourrait devenir long.

Les écoles de recrues commencées en janvier doivent en effet se

terminer mi-mai. Une période qui pourrait s'avérer interminable sans temps mort civil ni engagement particulier. D'autant qu'elle pourrait être prolongée, ainsi que l'a annoncé il y a quelques jours la cheffe des troupes, Viola Amherd. Dans l'attente, il n'est en outre pas évident de faire respecter les consignes de sécurité de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à l'intérieur des casernes.

«Les recrues mangent et se douchent par petits groupes et nous ne les faisons plus dormir dans les dortoirs souterrains (bunkers), dit Daniel Reist. Mais ce n'est pas facile, les jeunes ont l'habitude du contact physique et ils sont beaucoup.»

Malgré les risques élevés de contagion entre recrues, le chef d'état-major du commandement des opérations, le brigadier Raynald Droz, a cependant exclu toute interruption des instructions en cours. «Les cadres de demain sont dans ces écoles de recrues, a expliqué ce lundi le militaire. Si nous interrompons leur formation, ils ne seront pas là pour les challenges à venir.»

Les familles dans l'expectative

En accord ou non avec cette décision, les parents de plusieurs recrues fustigent surtout la communication lacunaire – voire inexistante – de l'armée sur le sujet. «J'étais déjà surprise quand mon fils est rentré le week-end du 14-15 mars, témoigne la mère d'une recrue en cours de formation. Ils n'avaient pas encore de cas dans leur caserne. Cela m'a paru étrange qu'ils reviennent vu le risque de contagion dans le civil.» C'est la dernière fois qu'elle a vu son fils.

Quand se reverront-ils? «On ne sait pas, dit-elle. C'est notre enfant qui nous tient au courant de l'évolution de la situation. J'essaie de m'informer sur le site de l'armée, mais il n'y a pas grand-chose. Notre fils avait reçu l'instruction de faire ses bagages pour trois semaines mi-mars, c'est tout ce que nous savons. Pour le reste, on attend de voir. L'armée ne communique pas avec nous.» Pour le moment, les écoles de recrues prévues cet été sont maintenues ■

Confusion sur le nombre de morts

CORONAVIRUS Entre la Confédération et des sites qui se réfèrent à des sources sérieuses, les chiffres sur les victimes divergent beaucoup, de sorte qu'il est difficile de se faire une idée du degré de gravité actuel de l'épidémie

MICHEL GUILLAUME
@mfguillaume

Pas facile de s'y retrouver dans les chiffres concernant le bilan quotidien des victimes du coronavirus. Officiellement, selon les dernières données de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), le Covid-19 a provoqué 70 décès. Mais le site d'un informaticien bernois en indique 112.

Qui croire? Ce lundi, le chef de la division des maladies transmissibles de l'OFSP Daniel Koch s'est un peu offusqué de la question. «Vous nous soupçonnez de donner de faux chiffres?» s'est-il insurgé. A la mi-journée, son office communique les données qu'il a reçues le matin même des cantons: 8000 cas positifs et 70 décès. Et il précise qu'il peut y avoir un décalage de cinq à six heures par rapport aux informations des cantons, souvent plus actuelles.

Alarmant ou rassurant?

Depuis quelques jours, Daniel Koch, un grand professionnel dont personne ne remet les compétences et la probité en question, souligne deux choses. D'une part, il s'inquiète de la progression toujours très forte du nombre de patients atteints par le coronavirus, soit 1000 de dimanche à lundi. La bonne nouvelle, relativise-t-il, c'est que le ratio

entre le nombre de cas et celui des décès est bas, nettement inférieur à celui de l'Italie par exemple.

C'est bien là que le doute s'installe. Au moment même du point de presse avec Daniel Koch, le site Corona-data.ch de l'informaticien bernois Daniel Probst annonçait quant à lui 112 morts, ce qui signifierait un doublement du nombre de victimes en deux jours. Un site sérieux, selon plusieurs spécialistes consultés. Il cite ses sources, qui renvoient le plus souvent aux données des cantons.

Daniel Koch indique que le ratio entre le nombre de cas et celui des décès est bas, nettement inférieur à celui de l'Italie par exemple

Autre point d'interrogation: la manière dont la Suisse compte ses morts. S'agit-il de décès uniquement dus au coronavirus ou également à des cas liés à de la polymorbidité. Là aussi, la manière dont les pays déroulent leurs statistiques n'est pas uniforme, de sorte qu'une comparaison reste très aléatoire.

Pour le reste, le point de presse des autorités fédérales a une fois de plus mis en exergue les limites du fédéralisme. En effet, le directeur de l'Office

fédéral de la justice (OFJ), Martin Dumermuth, a fait savoir qu'en cas de «situation extraordinaire», état dans lequel est passée la Suisse depuis une semaine, la marge de manœuvre des cantons est extrêmement restreinte. Uri, qui avait décidé une mesure de confinement des personnes âgées de plus de 65 ans, s'est ainsi fait remettre à l'ordre.

La réaction outrée des Genevois

De même, ni le Secrétariat d'Etat à l'économie, ni l'OFJ n'ont apprécié que les cantons de Genève et du Tessin ordonnent un arrêt de tous les chantiers sur leur territoire dans le secteur du bâtiment. Une décision contraire à l'ordonnance édictée par le Conseil fédéral, estiment-ils. En fait, ces cantons doivent le faire dans les cas où il est prouvé que le maître d'œuvre ne respecte pas la distance sociale entre les travailleurs, mais ils ne peuvent le faire de manière généralisée. En cas de recours, cela promet de belles batailles juridiques en perspective.

Cette prise de position des offices fédéraux a profondément déplu à Genève, ce d'autant plus que cette fermeture des chantiers avait été préconisée par les partenaires sociaux. «Je conteste toute légitimité à l'administration de se prononcer de manière péremptoire sur une problématique politique qui est de la compétence exclusive du Conseil fédéral», déclare le secrétaire général de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment, Nicolas Rufener. «Nous avons constaté que dans la grande majorité des chantiers le respect des prescriptions est difficile, voire impossible.» ■

MAIS ENCORE

Plus de 6000 tests réalisés par jour
La Suisse poursuit sa politique en matière de dépistage du coronavirus mais n'augmentera pas la cadence tant que l'approvisionnement en matériel ne sera pas assuré. Le volume actuel de tests s'élève à plus de 6000 par jour. Ils sont réalisés de manière ciblée. Il faut assurer le dépistage des personnes qui doivent absolument être détectées, a précisé le responsable de la division des maladies transmissibles de l'Office fédéral de la santé publique, Daniel Koch. ATS

Dans le Haut-Valais, l'eau polluée sera filtrée

ENVIRONNEMENT En lien avec les travaux de troisième correction du fleuve dans la région de Viège, des pompages sont réalisés pour stabiliser le niveau de la nappe phréatique. L'eau rejetée dans le Rhône devra désormais être traitée

GRÉGOIRE BAUR
@GregBaur

Nouvelle année, nouvelle manière de faire pour l'Etat du Valais. Le canton a décidé de minimiser les quantités de benzidine rejetées dans le Rhône. Désormais, l'eau pompée dans la région de Viège pour stabiliser le niveau de la nappe phréatique, dans le cadre des travaux de troisième correction du fleuve, et polluée par cette substance cancérigène sera traitée avant d'être rejetée dans le cours d'eau.

Arrivée à échéance à fin 2019, l'autorisation temporaire de pompage, délivrée sous condition par le Service de l'environnement (SEN) du Valais, devait être réévaluée. Il sort de cette réflexion, menée à l'aune des nouvelles connaissances et des analyses complémentaires réalisées concernant cette pollution détectée fin 2018, qu'un durcissement des mesures est nécessaire.

La question du rejet de cette eau chargée de benzidine a gagné en importance en marge du départ mouvementé de l'ancien chef du

SEN. Dans les nombreux documents qu'il a remis aux autorités de surveillance du canton, après avoir donné sa démission en juin dernier, Joël Rossier faisait part de ses préoccupations quant à l'augmentation de cette pollution, qui s'échappe de la décharge de Gamsenried, utilisée par le groupe chimique Lonza entre 1918 et 1978 pour déposer ses résidus de production chimique.

Le Valais aurait pu mieux faire par le passé

Selon l'ancien chef de service, cette pollution pourrait être due aux travaux de la troisième correction du Rhône. Modifier aujourd'hui les exigences de pompage, n'est-ce pas lui donner raison? Et ainsi démontrer que le Valais, qui a toujours argumenté qu'il vérifiait que l'eau rejetée respectait les normes, agissait de manière erronée? «Non, rétorque Christine Genolet-Leubin. Les études réalisées et l'état actuel des connaissances permettent d'évaluer différemment la situation. C'est pour cela que nous avons durci les règles.»

La cheffe du SEN souligne toutefois que le canton aurait «peut-être pu mieux faire par le passé, mais cela ne signifie pas qu'il agissait complètement fausement». Et d'ajouter que, même avec les nouvelles exigences, il sera difficile de tout traiter. ■

Nouveau coronavirus

**VOICI COMMENT
NOUS PROTÉGER:**

STOP CORONA

Actualisé au 23.3.2020

Le Conseil fédéral et la Suisse ont besoin de vous.

**RESTEZ À LA MAISON.
SAUVEZ DES VIES.**



Exceptions :

- Vous devez acheter des aliments
- Vous devez vous rendre chez le médecin ou à la pharmacie
- Vous devez aider d'autres personnes
- Vous devez vous rendre au travail car le télétravail est impossible

www.ofsp-coronavirus.ch



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Bundesamt für Gesundheit BAG
Office fédéral de la santé publique OFSP
Ufficio federale della sanità pubblica UFSP
Uffizi federal da sanadad publica UFSP



Scan for translation

«La surpopulation rend tout très difficile»

ÉPIDÉMIE Le professeur Hans Wolff, chef du service de médecine pénitentiaire à Genève, a mis son équipe sur le pied de guerre depuis le début de la crise. Un premier détenu, transféré de Frambois, a été testé positif ce samedi à Champ-Dollon

PROPOS RECUEILLIS PAR FATI MANSOUR
@fatimansour

La crainte d'une propagation du Covid-19 est particulièrement forte dans le milieu carcéral. A Champ-Dollon, prison chroniquement surpeuplée, où se mélangent prévenus et condamnés en exécution de peine, le nombre de détenus est tombé de 657 à 597 en une semaine, pour un total de 398 places. Des efforts ont été consentis pour faire baisser les entrées, notamment en limitant les arrestations aux cas d'une certaine gravité et en reportant l'exécution de certains séjours programmés.

Dans un courrier daté du 20 mars, l'Ordre des avocats de Genève demande aux autorités d'aller plus loin en activant une disposition qui permet d'octroyer la libération conditionnelle au détenu ayant déjà purgé la moitié de sa peine «si des circonstances extraordinaires qui tiennent à sa personne le justifient» et en octroyant plus largement la liberté provisoire à ceux qui ne présentent pas un danger pour la société. Pas sûr que l'argument va porter. Sur son site, le pouvoir judiciaire prie en effet les avocats de renoncer à déposer des demandes fondées sur le risque sanitaire, «ce seul motif ne justifiant pas en l'état la mise en liberté». La situation est pourtant préoccupante. Le point avec le professeur Hans Wolff, chef du service de médecine pénitentiaire à Genève.

Comment évolue la situation à Champ-Dollon? Un premier cas a été confirmé samedi soir mais il n'est pas endogène. Il s'agit d'une personne transférée depuis le centre de détention administrative de Frambois au moment de sa fermeture et qui a probablement été infectée là-bas par un agent. J'avais donné mon accord à l'accueil de cinq détenus de Frambois car il aurait été irresponsable de les laisser sortir sans possibilité d'expulsion et sans autre encadrement. Ils ont tous été placés en isolement et toutes les mesures de précaution ont été prises lors du transfert.



Face à l'épidémie de Covid-19, des efforts ont été consentis pour faire baisser les entrées à Champ-Dollon, établissement chroniquement surpeuplé. En une semaine, le nombre de détenus est tombé de 657 à 597, pour un total de 398 places. (ISALVATORE DI NOLFI/KEystone)

INTERVIEW

Quelles sont les mesures pour éviter une flambée en prison? Nous sommes sur le pied de guerre. On teste tous ceux qui ont des symptômes suspects et pas seulement les personnes à risque ou présentant des manifestations graves. Un quartier spécial est réservé

«Plus la promiscuité est grande, plus le risque d'infecter un nombre important de personnes s'accroît»

pour tous les nouveaux arrivants. Il faut savoir que plus la promiscuité est grande, plus le risque d'infecter un nombre important de personnes s'accroît. La gestion de cette crise est extrêmement complexe et la surpopulation carcérale rend les choses très difficiles. Quand il y a un cas suspect, il faut pouvoir isoler le malade mais aussi mettre ses codétenus en quarantaine pour une dizaine de jours. A défaut de place, ces mesures font monter le taux d'occupation dans les autres cellules.

Quel est votre objectif? Il nous faut à tout prix empêcher le virus de se propager au sein de la prison. Un tel scénario est susceptible de peser lourdement sur les urgences et même sur les places aux soins intensifs de l'hôpital, et nous fai-

sons tout pour l'éviter. Les flux ont été repensés afin d'organiser un piquet médical nocturne destiné à suivre les personnes avec symptômes et gérer les urgences à la prison sans débordement à l'hôpital. Cela demande des ressources que nous n'avons plus et le personnel est fatigué. Nous devons donc faire des choix et nous concentrer sur l'essentiel.

Les détenus sont-ils forcément plus à risque? C'est difficile à dire dans l'absolu. On a déjà identifié ceux qui présentent des pathologies chroniques et ceux qui sont âgés. Nous avons abaissé la limite à 60 ans car, à âge égal, les détenus montrent plus de maladies en raison d'un cumul de mauvais déterminants pour la santé. Les personnes à risque sont isolées mais elles ne sont pas placées

ensemble afin de prévenir une hécatombe si un cas venait à se déclarer dans le groupe. Il faut aussi savoir qu'il y a davantage de gros fumeurs en prison et que le tabagisme prédispose à une évolution défavorable de la maladie.

Les détenus sont-ils inquiets? Il y a une grosse inquiétude liée à cette situation de confinement. Le service médical a rencontré l'ensemble des détenus pour les informer, répondre aux questions et les préparer à d'autres mesures éventuelles. Il s'agit aussi d'éviter les mouvements de révolte comme dans les prisons de certains pays. Je suis très satisfait de constater que les autorités genevoises sont conscientes du bien-être des détenus et que les visites, avec prise de température et observation d'une distance stricte, n'ont pas été sup-



HANS WOLFF
CHEF DU SERVICE
DE MÉDECINE
PÉNITENTIAIRE
À GENÈVE

«Il y a davantage de gros fumeurs en prison, or on sait que le tabagisme prédispose à une évolution défavorable de la maladie»

primées. Une telle attitude est raisonnable et prévient aussi le risque d'émeute.

Les agents de détention peuvent également être vecteurs ou victimes. Comment les protéger? Il y a également une énorme inquiétude de leur côté. Ils doivent faire attention à ne pas importer le virus dans la prison et se soumettre chaque fois à un contrôle de symptômes. Sur place, des masques sont portés dans les zones à risque, la distance est maintenue autant que possible et un nettoyage des surfaces est pratiqué régulièrement.

Quelle est la situation ailleurs en Suisse romande? Toutes les prisons en Romandie se préparent à gérer (et isoler) les patients le cas échéant. Je fais régulièrement le point avec mes collègues dans d'autres prisons. Ainsi nous échangeons sur des bonnes pratiques et les informations utiles. Les prisons sont un milieu à risque pour le Covid-19, en particulier les prisons préventives, en raison de mouvements de personnes détenues fréquents et surtout en raison de la surpopulation, qui augmente fortement le risque de contamination. ■

Le parlement veut donner son avis sur la crise

CORONAVIRUS La Délégation des finances approuve les crédits de 30 milliards demandés par le Conseil fédéral en urgence. Une session extraordinaire devrait avoir lieu juste après Pâques

BERNARD WUTHRICH, BERNE
@bdwuthrich

La plus grande opération de sauvetage économique jamais lancée en Suisse peut-elle se faire sans le parlement? Cette question agite la Berne fédérale depuis vendredi, lorsque le Conseil fédéral a fait usage de l'article 185 de la Constitution pour agir à coups d'ordonnances limitées dans le temps mais non soumises au verdict des Chambres fédérales. Celles-ci ne pourront qu'approuver a posteriori, par exemple dans le cadre d'un supplément budgétaire, les crédits urgents de 30 milliards qu'il propose de consacrer à la crise économique provoquée par le coronavirus.

Ces crédits ont franchi une première étape: après deux jours de débats, dimanche et lundi, la Délégation des finances, composée de trois membres du Conseil national et de trois autres du Conseil des Etats, a approuvé ces crédits extraordinaires. La Délégation des

finances a reconnu qu'il y avait urgence, note son président, le conseiller aux Etats Peter Hegglin (PDC/ZG). Il relève que les demandes de chômage partiel explosent comme jamais: lundi, le Secrétariat d'Etat à l'économie annonçait 21000 demandes déposées par des entreprises pour 315000 salariés. «C'est trois fois plus que durant la crise financière de 2008», souligne-t-il.

Argent disponible dès jeudi

La Délégation des finances donne ainsi son accord au Conseil fédéral afin qu'il finalise ce mercredi le déblocage de 20 milliards de francs pour permettre aux entreprises en mal de liquidités d'obtenir des crédits bancaires cautionnés par la Confédération. Ils le seront à 100% jusqu'à 50000 francs et à 85% au-dessus, mais jusqu'à 20 millions au maximum. Le Conseil fédéral doit encore communiquer le taux d'intérêt qui sera prélevé sur ces crédits transitoires. «Cet argent doit venir vite. Il sera en principe disponible dès jeudi», ajoute Peter Hegglin, qui reprend la promesse faite vendredi par le ministre des Finances, Ueli Maurer.

Ces crédits urgents comprennent une rallonge de 4 milliards pour étendre l'accès au chômage partiel aux salariés

engagés pour une durée limitée, les travailleurs temporaires, les apprentis, les associés d'une société à responsabilité limitée ou d'une société anonyme. Ils incluent encore 6 milliards de francs pour permettre aux indépendants de compenser leur perte de gain dans certaines circonstances bien précises. La Délégation des finances a examiné minutieusement le plan proposé, soucieuse d'«éviter des abus», insiste Peter Hegglin.

Des locaux adaptés

Le parlement validera ces crédits a posteriori. Quand? La semaine dernière, il était question de mettre ces mesures urgentes à l'ordre du jour de la session spéciale des 4 et 5 mai. Lundi soir, les présidences des deux conseils ont cependant indiqué qu'elles allaient tenter d'organiser une session extraordinaire entre le 13 et le 17 avril. Elles répondent ainsi à une demande du Conseil fédéral lui-même. Il s'agira de trouver des locaux suffisamment spacieux pour y faire siéger 200 conseillers nationaux et 46 conseillers aux Etats en respectant la distance sanitaire minimale. Une décision sera prise le 26 mars. ■

MAIS ENCORE

750 touristes suisses de retour

La Suisse va rapatrier 750 touristes retenus en Amérique du Sud et centrale ces prochains jours. Le Département fédéral des affaires étrangères évalue à 15000 le nombre de voyageurs suisses actuellement à l'étranger. Trois premiers vols sont prévus depuis les capitales du Pérou, du Costa Rica et de la Colombie. Ils seront suivis ces prochains jours par d'autres opérations de rapatriement. ATS

Moins de vols, mais plus d'escroqueries en Suisse

SÉCURITÉ Si le nombre global d'infractions est en diminution par rapport à l'an dernier en Suisse, celui des escroqueries est en nette hausse. Une tendance sans doute liée à la croissance de la criminalité numérique

Le nombre d'infractions a diminué l'an dernier en Suisse. Les cambriolages ont reculé de 6,3% sur un an. En revanche, les escroqueries ont atteint un haut niveau, selon les chiffres publiés lundi par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La police a enregistré en 2019 une baisse de 0,2% des infractions au Code pénal, de 0,7% de celles à la loi sur les stupéfiants et de 3,6% s'agissant de celles à la loi sur les étrangers. Au total, 36419 cambriolages ont été signalés, soit la moitié moins de ceux qui avaient été enregistrés en 2012, année record. Le nombre de vols de bicyclettes, lui, a crû de 1,5% sur un an.

Les escroqueries ont particulièrement augmenté l'an passé. Ainsi, 17606 infractions de ce type ont été

dénoncées, en hausse de 8% par rapport à 2018. Cette valeur a plus que doublé depuis 2009. Le phénomène est vraisemblablement lié à l'essor de la criminalité numérique, estime l'OFS qui attend la prochaine étude pour préciser ses explications.

Violence conjugale

Le nombre d'actes de violence a lui aussi augmenté. Leur part a atteint 3,4% soit un total de 1531 infractions. On déplore également une hausse des infractions contre l'intégrité sexuelle: elles sont passées de 7498 à 8189. Outre les viols, elles concernent aussi le domaine de la pornographie (+56%).

Quarante-six homicides ont été perpétrés. Vingt-neuf ont eu lieu suite à des violences domestiques, au-dessus de la moyenne de 25 calculée sur dix ans. Quatorze femmes ont ainsi succombé sous les coups de leur partenaire. Neuf enfants ont été tués par un parent, alors que la moyenne des dix dernières années est de quatre. ■ ATS

La Suisse peut gommer le coût économique du Covid-19

OPINION

La pandémie liée au coronavirus est un choc systémique majeur avec un coût social et en termes de vies humaines qui laissera des traces indélébiles. Au contraire, le coût économique de cette crise peut être largement estompé par des mesures de politique économique appropriées. Et la Suisse est idéalement placée pour le faire grâce à une décennie de bonne gestion de ses finances publiques sous l'égide du frein à l'endettement. Une bonne partie de l'économie suisse est aujourd'hui à l'arrêt. Comment peut-on éviter ce cet arrêt temporaire, qui se manifesterait inévitablement par un recul du PIB sur un ou deux semestres (donc vraisemblablement par une récession technique), ne soit suivi de conséquences durablement négatives pour notre bien-être matériel?

Le premier objectif est d'éviter une destruction permanente de nos capacités de production, le deuxième est de contrer la faiblesse prolongée de la demande de biens et services que la situation actuelle provoquerait naturellement. La satisfaction du deuxième objectif n'est pas entièrement sous notre contrôle, car une partie de la demande pour nos produits vient de l'étranger. Mais il est en notre pouvoir d'assurer que la demande par les résidents suisses ne soit pas impactée de manière durable. Les deux objectifs se rejoignent et se complètent. Le premier requiert que nous fassions le maximum pour éviter les faillites d'entreprises, qui amputeraient de manière durable nos capacités de production. La mesure essentielle pour atteindre cet objectif est déjà présente dans l'arsenal de politique économique. Il s'agit du chômage temporaire, ou «Kurzarbeit», qui permet de soulager les entreprises et les entrepreneurs de leur principale source de coût, la main-d'œuvre; mais cet instrument précieux doit être adapté à la situation présente. D'abord, il n'y a ici aucune raison logique pour que la compensation financière fournie par le chômage temporaire soit inférieure au 100% du salaire

Une prise en charge au moins partielle des loyers par l'Etat (ou les communes) est justifiée dans le cas des entreprises les plus fragiles

du travailleur à l'arrêt. Deuxièmement, le Kurzarbeit doit être généralisé à tous les employés, aux artisans, aux travailleurs de la culture et du sport. Il s'agit de prendre en charge l'entier du coût de la main-d'œuvre mise sur la touche par les mesures de confinement, en maintenant ainsi le pouvoir d'achat de toutes les personnes touchées jusqu'à un plafond de revenu raisonnable.

Au-delà des coûts de la main-d'œuvre, les entreprises, en particulier les plus petites, pourraient être mises en difficulté par leurs dépenses de loyer, les paiements d'intérêt sur leurs crédits, les taxes et les impôts qu'elles peuvent difficilement assumer alors que leurs recettes se sont taries. Il est difficile de définir une règle uniforme ici, mais la générosité est de mise pour éviter les faillites, pour éviter que la contrainte financière n'ampute la demande ultérieure. La première option est de permettre de différer les paiements, vis-à-vis de l'Etat bien sûr, mais aussi vis-à-vis des banques qu'un cautionnement étatique peut libérer de toute frilosité face aux risques d'insolvabilité. Une prise en charge au moins partielle des loyers par l'Etat (ou les communes) est justifiée dans le cas des entreprises les plus fragiles. Dans certains cas d'entreprises très capitalistiques (Swiss, par exemple), la même logique pourrait suggérer une aide au financement du capital immobilisé sous des conditions spécifiques.

On voit le sens dans lequel nos deux objectifs se rejoignent. Les actions nécessaires pour éviter les faillites sous forme d'un soutien généreux aux salaires et d'une intervention au moins partielle pour couvrir les loyers contribuent aussi à éviter que les contraintes financières n'amputent le rebond de la demande au sortir de la crise.

La Suisse peut-elle se permettre une telle générosité? Pour répondre à cette question, parlons chiffres. Un mois de production perdu correspond à 8% (ou 1/12) du produit intérieur brut

annuel (PIB), qui est aujourd'hui légèrement inférieur à 700 milliards. Si nous tablons sur une immobilisation de l'économie d'une durée de deux mois, le manque à gagner s'élèverait à 115 milliards, ou 16% du PIB environ. Sensiblement plus que les 10 milliards d'aide annoncés par le Conseil fédéral, mais rappelons que l'endettement public a été diminué de manière massive ces dernières années. A quelles fins? Il ne peut y en avoir eu d'autres que de renforcer notre capacité à réagir en cas de crise, de constituer un coussin de sécurité nous permettant d'affronter sereinement une crise telle que celle que nous vivons actuellement. Seize pour cent du PIB, c'est nettement moins que ce que la plupart des pays européens ont dû investir pour contrer les effets de la crise financière de 2007-2009. Une augmentation du ratio de la dette au PIB de ce montant laisserait la Suisse parmi les bons élèves en matière de dette publique. De plus, observons que ce chiffre est en fait un plafond: toute l'économie n'est pas à l'arrêt, loin de là. Les secteurs de la santé fonctionnent à plein régime et les revenus correspondants sont distribués, l'agriculture et une bonne partie du commerce d'alimentation continuent de fonctionner pour l'essentiel, de nombreux travailleurs dans les services télétravaillent et perçoivent leur salaire, et toute la fonction publique est dans la même situation. Un calcul approximatif laisse penser que les besoins de soutien – s'ils arrivent rapidement et sont bien ciblés – seraient plutôt de l'ordre du 1/3 et certainement inférieurs à la moitié du PIB, soit entre 40 et 50 milliards de francs approximativement (pour deux mois de confinement)!

L'objectif est ambitieux mais il est atteignable, pourvu que nous ne dispersions pas nos efforts et que nous ciblions les soutiens. Il constitue en outre un investissement justifié en termes de bien-être de la population et même, aux taux d'intérêt actuels, un investissement financièrement rentable pour la collectivité. ■

JEAN-PIERRE DANTHINE
E45-EPFL ET ÉCOLE D'ÉCONOMIE
DE PARIS



Coronavirus: moins d'humanitaire, plus de politique!

OPINION

Ce qui est frappant dans la manière dont les réponses à la «crise du coronavirus» sont abordées par nos gouvernements, c'est l'insistance exclusive sur les mesures biomédicales. Tout se passe comme si l'état d'urgence qui nous est imposé était la réponse la plus évidente dans des circonstances exceptionnelles. Autrement dit, la gestion de la «crise» relèverait d'enjeux purement techniques. D'un côté, il s'agit de promouvoir au sein de la population le civisme sanitaire: se laver les mains, porter un masque, rester confinés, maintenir les distances physiques. De l'autre, la réponse médicale s'articule en termes d'urgences: réquisitionner des lits de réanimation supplémentaires, construire des hôpitaux de campagne, appeler en renfort le personnel médical retraité et les étudiants en médecine.

Ce que nous voyons à l'œuvre, c'est le passage à un mode de gouvernance humanitaire et biopolitique de la santé dont l'objectif est d'administrer les collectivités humaines par le biais de statistiques, d'indicateurs et autres instruments de mesure. Le temps presse, nous dit-on, et la fin justifie les moyens. Il faut reprendre le contrôle sur la vie dans le sens collectif du terme et non pas sur la vie humaine individuelle. Voyons, par exemple, comment le gouvernement britannique a pour un moment soulevé la possibilité de «l'immunisation de groupe» acceptant ainsi de sacrifier la vie des personnes les plus vulnérables, notamment celle des personnes âgées, pour le bien du plus grand nombre. Voyons encore comment les migrants vivant dans les camps des îles grecques sont perçus comme un danger biomédical à contenir. Réduits à des

matières polluantes, ils ont perdu leur statut d'êtres humains. Leur isolement ne vise pas à les protéger mais plutôt à protéger la population locale, et la population européenne en général, contre ce virus «venu de l'étranger». L'exclusion des «autres» (c'est-à-dire des étrangers) est justifiée comme étant le seul moyen efficace de sauver «nos vies».

Il faut reprendre le contrôle sur la vie dans le sens collectif du terme et non pas sur la vie humaine individuelle

Mais au-delà des justifications humanitaires du triage entre les vies à sauver et celles à sacrifier, la raison humanitaire tend à neutraliser la politique et à passer sous silence les raisons profondes pour lesquelles nous nous retrouvons dans une telle situation. L'importance croissante des arguments moraux dans les discours politiques obscurcit les conséquences disciplinaires à l'œuvre dans la manière dont les règles sont imposées au nom de la préservation de la vie. En faisant de l'expertise la seule forme valable d'engagement démocratique, des activités qui étaient auparavant considérées comme relevant de la politique et donc soumises au débat public se sont vues réduites à des questions techniques. Essayons d'imaginer à quoi

ressemblerait notre situation si la santé était encore considérée comme un bien public. Sans le cadre discursif de l'urgence, il serait peut-être possible d'examiner de manière critique les raisons pour lesquelles une organisation comme Médecins sans frontières a décidé de lancer une mission Covid-19 en France, un pays qui était considéré il y a encore peu comme doté d'un des meilleurs systèmes de santé du monde.

La crise du coronavirus met en évidence comment quatre décennies de politiques néolibérales ont détruit nos systèmes de santé et, plus largement, ont diminué nos capacités de résilience. Les scientifiques ces derniers jours ont rappelé que la recherche sur le coronavirus nécessite du temps et des moyens et ne peut pas se faire dans l'urgence, comme le modèle néolibéral de financement de la recherche le souhaiterait. Les services de santé, déjà surchargés avant la crise, ont besoin de moyens décentes pour ne pas avoir à faire le tri cruel entre les vies. Finalement, l'environnement (non pas le profit) doit être notre priorité absolue à l'heure de l'effondrement des écosystèmes essentiels à la vie sur terre.

En d'autres termes, nous devons sortir de la pensée humanitaire qui apporte avant tout des réponses techniques et repenser en des termes politiques le bien public, la solidarité et la justice sociale. ■

JULIE BILLAUD PROFESSEURE
ADJOINTE D'ANTHROPOLOGIE,
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU
DÉVELOPPEMENT, GENÈVE



Peut-on déjà penser le monde de demain?

INCIDENCES

Plusieurs essayistes de renom tentent déjà de réfléchir à ce que sera le monde de demain et de tirer les leçons de la pandémie. La prise en compte plus marquée de l'urgence climatique, le «découplage» des économies mondialisées, les conséquences de la globalisation et de la numérisation sont autant de thèmes abordés. Yuval Noah Harari, l'auteur de *Sapiens*, est l'un d'entre eux, qui voit la civilisation occidentale subissant la tentation autoritaire, née de l'échec apparent des démocraties à écarter le danger, quitte à enfermer les populations d'autorité chez elles. Le système chinois serait-il mieux adapté aux besoins actuels, y compris pour ce qui est du recours systématique à la surveillance électronique des personnes, sans contrôle démocratique? La crise peut aussi entraîner un repli nationaliste alors qu'en fait seule une solution mondiale permettra de résoudre un problème mondial (*Financial Times*, 21 mars 2020).

Il me paraît prématuré de vouloir déjà formuler de telles conclusions. Le bouleversement de la vie de milliards de personnes laissera inévitablement des traces dans la vie publique, comme ce fut le cas au lendemain des grands chocs sociaux tout au long de l'histoire – peste noire, grippe espagnole et Première Guerre mondiale, krach financier de 1929, etc. De nouveaux rapports de force s'établiront à coup sûr: mais vouloir en dessiner d'ores et déjà les contours, sans être encore en mesure de dresser le bilan de la pandémie, c'est une démarche hasardeuse. L'incertitude et la vitesse des changements en cours sont encore un facteur marquant de la situation actuelle. Après une première phase du «chacun pour soi», les Etats semblent mieux réaliser la nécessité de coopérer et de s'entraider. L'UE est victime d'un mauvais procès: si elle n'a pas été en mesure de coordonner l'action de ses Etats membres, c'est parce qu'elle n'a pas de compétence institutionnelle en matière sanitaire. Mais elle a maintenant pris des initiatives pour pallier cela.

La vérité est que le monde en général n'était pas préparé à l'ampleur de la pandémie. Les avertissements n'ont pourtant pas manqué. Au mois de septembre 2019, un rapport publié par un groupe d'experts éminents de l'OMS et de la Banque mondiale («Un monde en péril»), sous la direction de Mme Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre norvégienne et ancienne directrice générale de l'OMS, et de M. Elhadj As Sy, ancien secrétaire général de la Fédération des Sociétés de Croix Rouge, décrivait le scénario d'une pathologie respiratoire pandémique à diffusion rapide telle qu'elle se répand actuellement de par le monde. Le rapport évaluait le degré de préparation des Etats membres de l'OMS.

On ne peut certainement pas reprocher à la Suisse une quelconque impréparation: accorder à ces préparatifs une priorité et des ressources encore plus élevées, comme semble le suggérer le rapport des experts internationaux, est affaire d'appréciation. En tout cas le plan de pandémie influenza préfigure dans le détail l'action entreprise par l'OFSP et le Département de l'intérieur dès que l'OMS a donné l'alerte. Les différentes mesures qui ont été appliquées, l'effort de communication transparente, claire et directe, la stratégie d'endiguement et d'atténuation y figurent: on dirait le script des interventions du conseiller fédéral Alain Berset, méthodiques et rigoureuses, en application de la loi sur les épidémies. La nécessité de se réserver une marge de flexibilité, de veiller à obtenir l'adhésion des cantons et de la population, l'importance de motiver le public pour qu'il adapte son comportement et la prise en compte de l'incertitude, notamment pour ce qui est de la durée de l'épidémie, et des probabilités, pour ce qui est de son évolution – aucun de ces éléments n'est improvisé, tous sont analysés dans ces directives étonnantes.

Disposant de cet instrument de qualité, le Conseil fédéral et ses représentants peuvent gérer la crise avec d'autant plus de sûreté et d'autorité. ■

FRANÇOIS NORDMANN



Le nouveau coronavirus suspecté de s'attaquer aux neurones de l'olfaction

ÉTUDES L'anosmie, ou perte d'odorat, peut faire partie des premiers symptômes du Covid-19. Le coronavirus semble affecter les zones du cerveau traitant les informations olfactives

STÉPHANE FOUART (LE MONDE)

La perte d'odorat (ou anosmie) peut figurer au nombre des premiers symptômes du Covid-19. Négligé depuis l'éruption de la maladie, ce signe clinique est désormais relevé dans de nombreux pays et pourrait être expliqué par la capacité du nouveau coronavirus à infecter le système nerveux central des malades – notamment les zones du cerveau traitant les informations olfactives.

Cette hypothèse est étayée par deux récents articles de recherche. Le premier, tout juste publié par des chercheurs chinois dans le *Journal of Clinical Virology* s'appuie sur des données acquises sur d'autres coronavirus que le SARS-CoV-2, étudiés de plus longue date; le second, publié presque simultanément dans la revue *Chemical Neuroscience*, propose des mécanismes d'action susceptibles d'expliquer cette faculté potentielle du virus à infecter le système nerveux central.

Observations cliniques

«L'article [des chercheurs chinois] est intéressant car il se fonde sur des observations cliniques, interprétées grâce à une synthèse de ce que l'on sait sur les coronavirus, estime la biologiste Christine Prat, du consortium European Virus Archive Global. Cependant, il reste beaucoup à comprendre sur l'impact que peuvent avoir certains virus sur le système nerveux central, qui est une zone très particulière: le système immunitaire ne peut pas y opérer comme ailleurs dans l'organisme puisqu'il doit lutter contre l'infection en évitant de détruire les cellules neuronales, qui ne se renouvellent pas, ou très peu.»

L'équipe dirigée par Yan-Chao Li (Université de Jilin, Chine) fait état d'analyses d'échantillons prélevés au début des années 2000 sur des personnes victimes du SARS-CoV-1, qui est très proche du nou-



La perte de l'odorat pourrait être un des symptômes associés au coronavirus. (LENA MIRISOLA/WWW.PLAINPICTURE.COM)

veau coronavirus. Celles-ci, expliquent les auteurs, «ont montré la présence de particules de SARS-CoV-1 dans le cerveau, où elles se trouvaient presque exclusivement dans les neurones».

D'autres travaux, conduits sur des souris transgéniques – modifiées pour être sensibles aux coronavirus qui touchent les humains –, ont montré que le SARS-CoV-1 ou le MERS-CoV (qui a circulé au Proche-Orient en 2012) «peuvent pénétrer dans le cerveau, éventuellement par les nerfs olfactifs, et se propager ensuite rapidement à certaines zones spécifiques du cerveau, notamment le thalamus et le tronc cérébral». Dans le cas du SARS-CoV-1, notent les chercheurs, les particules virales «n'ont été détectées que dans le cerveau [des souris], mais pas dans les poumons». Les coronavirus peuvent donc avoir une affinité particulière pour le système nerveux central.

En 2015, des chercheurs canadiens ont infecté les mêmes souris avec de tels virus et ont observé que l'agent pathogène diffuse d'abord

dans le bulbe olfactif, puis dans d'autres régions du cerveau et du tronc cérébral.

«Il est bien établi que plusieurs coronavirus peuvent accéder au système nerveux central en transitant par la sphère oropharyngée, notamment par la voie olfactive, dit Daniel Dunia, chercheur au Centre de physiopathologie de Toulouse-Purpan. Il est possible que le coronavirus puisse infecter le bulbe olfactif ou s'attaquer aux neurones de l'olfaction, mais il faut être prudent. D'autres virus peuvent avoir de tels effets, ou provoquer des troubles neurologiques par le biais de l'inflammation intense induite par la réponse immunitaire.»

Potentiel neuro-invasif

«Les observations telles que l'altération de l'odorat à un stade précoce, chez un patient touché par le Covid-19 sans complications, doivent faire l'objet d'une enquête approfondie pour déterminer si le système nerveux central est impliqué», écrivent de leur côté Abdul Mannan Baig (Université Aga

Khan, à Karachi) et ses coauteurs dans *Chemical Neuroscience*.

Pour Yan-Chao Li et ses coauteurs, le potentiel neuro-invasif du SARS-CoV-2 pourrait se manifester de manière bien plus inquiétante. Les chercheurs chinois émettent l'hypothèse que l'infection du tronc cérébral par le virus puisse, au moins partiellement, causer la défaillance respiratoire des patients touchés par les formes graves du Covid-19. C'est en effet cette zone du système nerveux central qui pilote, entre autres, la fonction respiratoire.

D'après les chercheurs chinois, la détresse respiratoire des patients ne serait pas seulement due aux dégâts du virus sur les poumons, mais aussi à des lésions plus profondes touchant au contrôle des mouvements pulmonaires. «Une telle explication est possible, mais reste pour l'instant hypothétique, tempère pour sa part M. Dunia. Il ne faut pas oublier non plus que le scanner pulmonaire est toujours évocateur [de dégâts] chez les patients qui souffrent des formes sévères.» ■

EN BREF

Essai clinique européen pour quatre traitements

Un essai clinique européen a été lancé dimanche dans au moins sept pays européens pour tester quatre traitements expérimentaux contre le Covid-19. Il va concerner en tout 3200 patients hospitalisés pour une infection au coronavirus, en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne, a annoncé dimanche le Ministère de la santé français. Les quatre traitements testés à grande échelle seront les molécules suivantes: le remdesivir, le lopinavir en combinaison avec le ritonavir, ce dernier traitement étant associé ou non à l'interféron bêta, et l'hydroxychloroquine, selon un communiqué de l'Inserm, l'organisme qui chapeaute la recherche médicale en France. AFP

SUR LE WEB

A suivre
Toute l'actualité scientifique et les derniers développements de la crise du coronavirus sur letemps.ch

Le coronavirus réduit la pollution atmosphérique

Moins de transports, moins de production... Dans des pays à l'arrêt ou au ralenti pour cause de coronavirus, la population respire mieux grâce à une réduction de la pollution atmosphérique, même s'il est trop tôt pour en mesurer les effets à plus long terme. Les images satellites de la NASA sont éloquentes: en février, la concentration de dioxyde d'azote, produit principalement par les véhicules et les centrales thermiques, a baissé drastiquement à Wuhan, épicentre de l'épidémie de Covid-19. Le même phénomène a été observé par l'Agence spatiale européenne dans le nord de l'Italie, zone confinée depuis plusieurs semaines pour lutter contre la propagation de la maladie. Il se produirait également à Madrid et à Barcelone, où un confinement strict est de mise depuis mi-mars, selon l'Agence européenne de l'environnement. AFP

Les cliniques vétérinaires prêtes à se mobiliser

La clinique pour petits animaux de l'Université de Berne utilise certains appareils d'assistance respiratoire qui répondent aux standards appliqués en médecine humaine. En cas de nécessité, l'Hôpital universitaire de l'île pourrait donc avoir recours à ces appareils. Huit appareils seraient disponibles dans un premier temps, a indiqué lundi la Faculté vététaire de l'Université de Berne. Face au risque de pénurie d'appareils respiratoires, d'autres cliniques animales de Suisse se disent prêtes à offrir leurs services. ATS

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mardi 24 mars 2020



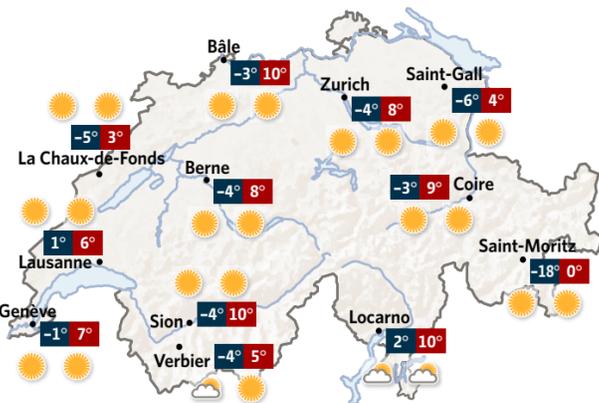
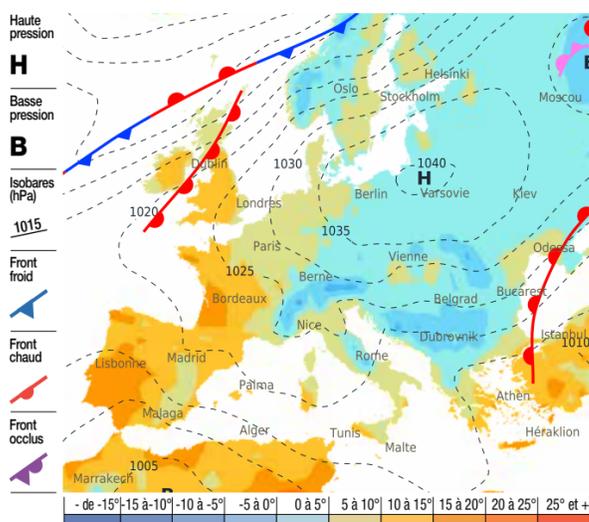
lever: 06h30
coucher: 18h54
3 minutes de soleil en plus



lever: 06h59
coucher: 18h58

nouvelle lune
taux de remplissage: 0%

Situation générale aujourd'hui à 13h



UN ANTICYCLONE est centré sur la Pologne. Il fait affluer de l'air froid et sec vers nos régions. Ce mardi s'annonce bien ensoleillé, mais assez frais, sous l'influence d'une bise modérée à forte sur le Plateau. Demain, on verra peu de changements. Le

soleil continue de dominer. La bise devrait toutefois être plus faible. Jeudi, une zone dépressionnaire traversera l'Europe, amenant davantage de nuages et peut-être quelques faibles précipitations locales. Il fera toujours frais.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MERCREDI	JEUDI	VENREDI	SAMEDI	DIMANCHE
	50%	40%	30%	30%	20%
	-3° 7°	-3° 7°	-3° 10°	0° 10°	1° 10°
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura					
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	-3° 11°	-2° 10°	-2° 13°	0° 13°	1° 14°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale					
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-
Sud des Alpes	-3° 11°	-2° 10°	-2° 13°	0° 13°	1° 14°
Limite des chutes de neige	-	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

Economie & Finance

Le brut chute, les majors souffrent

Les groupes pétroliers Total et Shell ont annoncé séparément lundi une réduction de leurs investissements et des plans d'économies pour faire face à la chute des cours du brut.



ANGEL GURRIA

Secrétaire général de l'OCDE
L'économie mondiale va souffrir «durant des années» et il est «irréaliste de penser» qu'elle va rebondir rapidement, a-t-il averti lundi. Les prévisions de début mars de l'OCDE semblent déjà dépassées et trop optimistes, selon lui.



39,9 milliards

SOFTBANK VA VENDRE JUSQU'À 4500 MILLIARDS DE YENS (39,9 MILLIARDS DE FRANCS) D'ACTIFS D'ICI UN AN, SOIT 16,7% DE SON PORTEFEUILLE.

Le groupe japonais répond aux craintes des investisseurs avec ce plan pour se désendetter et pour financer un programme de rachat d'actions.

SMI	8160,79	-5,37%	Dollar/franc	0,9821	↓
Euro Stoxx 50	2485,54	-2,47%	Euro/franc	1,0561	↑
FTSE 100	4993,89	-3,79%	Euro/dollar	1,0753	↑
			Livre st./franc	1,1276	↓
			Baril Brent/dollar	26,01	↓
			Once d'or/dollar	1555	↑

Gel de printemps dans l'immobilier

ÉPIDÉMIE En attendant une position officielle, des propriétaires prennent de premières mesures pour aider les commerçants qui ont dû fermer boutique. Les privés suspendent le paiement d'un loyer, les entités publiques y renoncent définitivement

SERVAN PECA ET RACHEL RICHTERICH
@servanpeca @RRichterich

Il faut sauver les petits commerces. Et le secteur immobilier, conscient des conséquences économiques de faillites en série, est en train de prendre la mesure du problème. Ainsi, depuis une semaine, les initiatives se multiplient de la part de propriétaires de locaux commerciaux fermés pour cause de coronavirus.

L'Office fédéral du logement (OFL) a par ailleurs annoncé que les représentants des propriétaires et des locataires se réunissent ce mardi. «La situation est en cours d'analyse, les mesures nécessaires seront prises», a indiqué le directeur de l'OFL, Martin Tschirren, lundi, lors d'une conférence de presse à Berne.

Les villes d'abord

Cette rencontre va avoir lieu alors que les deux parties ont déjà exposé publiquement leur position. Si elles s'entendent sur le fait qu'il faut agir, l'Asloca demande l'annulation d'un ou de plusieurs loyers. La Fédération romande immobilière, elle, privilégie les remises de dette ou les reports de paiement. Sur le plan légal, les interprétations s'opposent. La fermeture imposée des commerces doit-elle être considérée comme un risque entrepreneurial ou comme un défaut d'utilisation de l'objet loué? La question devra être tranchée rapidement.

Certains n'ont toutefois pas attendu de position officielle pour agir. En Suisse romande, plusieurs

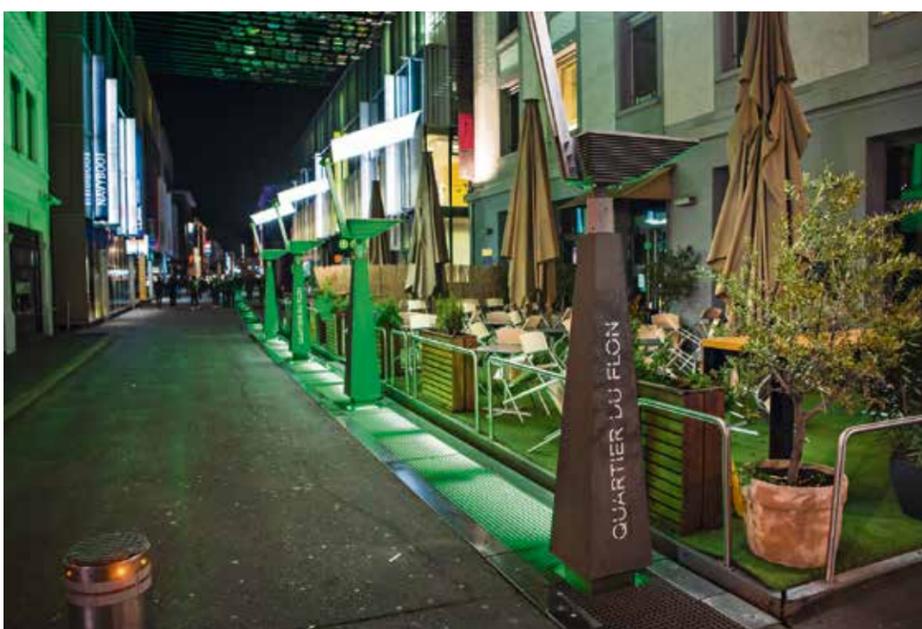
municipalités ont opté pour l'annulation pure et simple des loyers commerciaux qu'elles perçoivent dans leur parc d'immeubles. La ville de Genève a ouvert la voie mercredi dernier, en exonérant du paiement du mois d'avril tous les locataires des arcades gérées par la régie publique (Gérance immobilière municipale).

Mobimo a suspendu le paiement des loyers d'avril pour ses locataires commerciaux concernés par les mesures imposées par les autorités

Une mesure dont les coûts sont estimés à 1,2 million de francs et qui sera reconduite tant que l'ordonnance du Conseil fédéral sera en vigueur, précise une porte-parole. Lausanne lui a emboîté le pas jeudi, avec effet rétroactif au 1er mars, elle aussi pour toute la durée de la mise à l'arrêt des activités. La ville de Neuchâtel devrait annoncer des mesures en ce sens mercredi.

«Un signal positif»

Mais il n'y a pas que les collectivités publiques qui font des concessions. La société immobilière Mobimo a suspendu, et non pas



D'ordinaire très animé, le quartier du Flon à Lausanne est désormais déserté les samedis soir en raison du coronavirus. Les loyers de certains commerces sont désormais suspendus, a annoncé Mobimo, propriétaire du quartier. (JEAN-CHRISTOPHE BOTTI/KEYSTONE)

supprimé, le paiement des loyers d'avril pour ses locataires commerciaux concernés par les mesures imposées par les autorités. Environ la moitié des 140 contrats touchés concernent le quartier lausannois du Flon, dont Mobimo est propriétaire, précise sa porte-parole. «Cette décision n'est pas le fruit d'une analyse approfondie, ajoute-t-elle. Il s'agit d'une mesure

rapide à mettre en place et un signal positif à nos locataires.»

A Neuchâtel, le fonds Bonhôte-Immobilier a également suspendu le paiement des loyers d'avril pour ses locataires qui ont «des activités commerciales indépendantes». Les régies ont reçu comme consigne de neffectuer aucune mise en demeure pour le non-paiement de ces loyers. Cela concerne une centaine de

petits commerçants, détaille le porte-parole de la banque Bonhôte. Des bars, des restaurants, des fitness, des salons de coiffure ou des auto-écoles, par exemple.

Pour la suite, le fonds se prépare à affiner ses analyses au cas par cas. «Nous allons les aider et les inciter à faire des demandes d'aide. S'ils en viennent par exemple à toucher 80% de leur revenu via l'assurance

perte de gain, nous trouverons des solutions individuelles pour les 20% manquants», assure le porte-parole.

Une brèche abyssale

D'autres grands propriétaires songent à faire un geste en faveur des commerçants, notamment les caisses de pension, qui détiennent près d'un dixième du parc commercial helvétique, confirme l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP). «La solution la plus souvent discutée est celle du report de la créance», observe son président Jean-Rémy Roulet. L'ASIP n'a toutefois pas formulé de directives en ce sens. «Chacune des 1500 caisses du pays est diversement exposée», justifie-t-il.

«Elles pourraient théoriquement absorber le risque de non-paiement de loyers commerciaux», tranche une source dans la profession. Et ce grâce aux réserves de fluctuation de valeurs qu'elles ont pu constituer. «D'autant que la part de locatif commercial est généralement assez faible dans leur portefeuille», poursuit ce dirigeant d'une caisse souhaitant garder l'anonymat.

Ce dernier signale un autre phénomène, marginal pour l'instant: «Une locataire d'un des 600 logements que nous possédons nous a alertés sur le fait qu'en raison de la crise, elle ne pourrait plus payer son loyer.» Les ménages auront-ils également droit à des concessions? Alors que les propriétaires commencent à peine à éponger les premières fuites, une nouvelle brèche vient de s'ouvrir. ■

Des PME se mobilisent pour apporter leur aide dans la crise

PANDÉMIE A côté des initiatives des multinationales, de plus petites structures adaptent leur modèle d'affaires pour apporter leur soutien face à la pandémie

Il y a les annonces retentissantes de LVMH, de Firmenich, ou encore de Lonza. Des géants qui ont récemment décidé de produire massivement des gels désinfectants pour en approvisionner les hôpitaux et autres établissements de soins – gratuitement ou à prix coûtant. Et puis, il y a les initiatives qui ont fait un peu moins de bruit, celles de plus petites entreprises, parfois de quelques dizaines d'employés, qui ont elles aussi mobilisé leurs compétences pour apporter leur soutien dans le contexte de crise sanitaire actuel.

Parmi elles, les Laboratoires Biologiques Arval, une entreprise valaisanne de 80 employés, spécialisée dans la fabrication de cosmétiques blanches (soit pour le compte de grandes marques de luxe). Elle aussi s'est lancée dans la production de gel hydroalcoolique depuis le 12 mars. «Une fois que nous avons eu connaissance des pénuries, l'un de mes employés m'a signalé que nous avions le matériel – de l'alcool – les compétences et l'in-

frastructure pour le manipuler. J'ai immédiatement réuni mon équipe de direction et nous avons pris la décision de nous lancer», relate son directeur général, Alexandre Cherix, contacté par *Le Temps* lundi.

Il a fallu trois jours à l'entreprise pour adapter ses processus de fabrication et réglementaires, tandis que le réseau de pharmacies BENU (présent dans les cantons de Fribourg, de Vaud et du Valais) s'occupe du conditionnement et de la distribution. «Le prix de vente a été calculé pour nous permettre de couvrir nos frais, nous ne faisons pas de bénéfices», précise Alexandre Cherix. Les autres activités de la société se poursuivent normalement, même si elles sont de facto ralenties en raison de la crise, ajoute-t-il.

Télétravail et livraison de repas

Dans un tout autre registre, l'agence de design bernoise Cleverclip a aussi combiné ses expériences pour apporter un soutien, cette fois aux PME, avec la mise à disposition gratuite d'un guide pour le télétravail. «Nous nous appuyons entièrement sur ce mode de collaboration, depuis notre fondation en 2013. Nous avons introduit, adapté et amélioré des proces-

sus au fil des ans, qui ont fait leurs preuves», argue Carlo Badini, patron de la société de 40 employés. Spécialisée dans la vulgarisation de contenus via des vidéos et des infographies, celle-ci s'est muée en cabinet de conseil. «Au vu des nombreuses demandes reçues de nos clients, nous avons décidé de partager notre expérience avec des réponses sur les outils et ressources nécessaires. Ou encore des recommandations pour maintenir esprit d'équipe, bonne entente et culture d'entreprise à distance.»

Le groupe M3, fondé par l'homme d'affaires genevois Abdallah Chatila et actif dans l'immobilier, l'hôtellerie, la restauration, l'événementiel et le financement, a aussi ajusté son modèle d'affaires face à la crise. Le pôle restauration de l'entreprise a mis en place un service de commande et de livraison de repas destiné aux hôpitaux, pharmacies et entreprises. «Les taxis pourront être utilisés, pour permettre aux chauffeurs de poursuivre une activité pendant cette période critique», précise une porte-parole. Le groupe offre et livre en outre à ses frais chaque jour depuis jeudi dernier 150 repas à une structure de soutien aux sans-abri baptisé La Cause. ■ R. R.

MAIS ENCORE

La présidente d'Unia exige un arrêt complet de l'économie
«Nous devons fermer maintenant», a exhorté Vania Alleva dans une interview publiée lundi par le «Blick». Il est urgent d'appliquer les mesures de lutte contre le coronavirus, a souligné la présidente du syndicat Unia. Le régime d'urgence n'est pas appliqué et les contrôles cantonaux sont insuffisants, a-t-elle notamment estimé. AWP

Un fonds contre le Covid-19 lancé via Genève

PHILANTHROPIE Une fondation genevoise recevra des dons pour le Fonds de solidarité Covid-19 lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

SÉBASTIEN RUCHE
@sebruche

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a choisi deux fondations, dont l'une genevoise, pour aider la levée de capitaux afin de lutter contre le coronavirus dans le monde. La Swiss Philanthropy Foundation recueille des dons d'individus et d'entreprises en Suisse et en Europe, tandis que la Fondation des Nations unies en fait de même aux Etats-Unis.

Avec cette initiative lancée le 13 mars, l'OMS vise un montant de plus de 650 millions de dollars pour financer la prévention et les soins contre le Covid-19. Plus de 72 millions de dollars de promesses de dons ont déjà été enregistrés au niveau global. Google et Nike figurent parmi les 170000 donateurs.

«Nous mettons notre infrastructure et notre savoir-faire à disposition de cette initiative et des donateurs pour faciliter la col-

lecte de dons et les transmettre à l'OMS, détaille Etienne Eichenberger, président de la Swiss Philanthropy Foundation. Nous informons le public de cette levée de fonds, mais sans faire de campagne en tant que telle.»

Facebook, Google, Nike parmi les donateurs

Créée en 2006, la Swiss Philanthropy Foundation est une fondation abritante, ce qui signifie qu'elle permet à des donateurs de contribuer aux causes qu'ils souhaitent soutenir en leur évitant de créer leur propre fondation et en mutualisant les frais de transactions. Quelque 17 millions de francs ont ainsi été distribués l'an dernier via cette fondation, selon Etienne Eichenberger.

Avec les fonds collectés, l'OMS veut notamment fournir du matériel de protection pour le personnel de santé et créer des unités de soins intensifs dans les pays les plus vulnérables ou accélérer la recherche de traitement ou de vaccin. Parmi les 170000 donateurs comptabilisés à ce jour figurent les multinationales Facebook, Google, Nike ou H&M. ■

RICHARD WERLY
@LTwerly

Analyse

Masques chirurgicaux et exode industriel: une plaie européenne

Emmanuel Macron ne s'est pas encore emparé du sujet. Concentré sur le respect des consignes de confinement par la population – dont plus de 90% soutient les mesures selon les sondages disponibles –, le président français a jusque-là laissé son ministre de la Santé, Olivier Véran, gérer la crise provoquée par la pénurie de masques chirurgicaux, de réactifs pour les tests du coronavirus et d'équipements de réanimation pour les hôpitaux.

Et pourtant: difficile de ne pas voir dans cette triple pénurie le besoin d'une meilleure souveraineté industrielle européenne, dans des secteurs productifs stratégiques. Une souveraineté dont le locataire de l'Élysée s'est, à plusieurs reprises, fait l'ardent défenseur.

Parlons d'abord des masques. Le chiffre, révélé au fil de la polémique, est désormais connu: pour les 66 millions de Français, un milliard de masques chirurgicaux classiques et entre 500 millions et 700 millions de masques filtrants FFP2 seraient nécessaires pour équiper correctement patients et soignants en temps de crise, selon l'ancienne ministre française de la Santé Roselyne Bachelot.

Faites le calcul, maintenant, au niveau de l'Union européenne et de ses 500 millions de citoyens. Il en faudrait donc, au bas mot, environ dix fois plus pour permettre aux 27 pays membres d'affronter les pandémies. Dix milliards de masques chirurgicaux! Cinq à sept milliards de masques FFP2! Une aubaine industrielle. De quoi assurer de belles commandes, un bon nombre d'emplois et, sans doute, un confortab le bénéfice.

Lenteur européenne

Or qu'a-t-on entendu, jusque-là, du côté de la Commission européenne sur ce dossier pourtant bien plus simple à remettre en marche que des secteurs comme l'industrie du rail ou les chantiers navals? Rien ou presque. Thierry Breton, le commissaire (français) au Marché intérieur est, pour l'heure, en train de recenser les producteurs, et de convaincre certains industriels utilisant la même matière première de convertir leurs usines pour produire, à terme, ces équipements décisifs contre le coronavirus... Avouez que cela pose question. D'autant qu'au même moment, le groupe de luxe LVMH a, lui, déjà reconverti en urgence plusieurs de ses sites de production pour fabriquer masques, gel hydroalcoolique et autres types de protections.

Présenter les choses ainsi, m'objectera-t-on, est caricatural. Trop facile. Trop oublieux des règles d'appels d'offres et autres exigences de concurrence. Vraiment? La production de masques a l'avantage, sur d'autres, d'être avant tout consommatrice de main-d'œuvre et de matière première abondamment disponible. Elle est, en plus, directement liée au bien-être sanitaire de la population. Poussons donc l'argument un peu plus loin. La Commission européenne et le Parlement européen – et c'est à leur honneur – ont investi ces dernières décennies une énergie considérable à baisser les tarifs de roaming des communications à partir des téléphones portables.

Alors, pourquoi ne pas faire de ces masques la nouvelle priorité? Pourquoi ne pas recenser, dès maintenant et publiquement, les besoins cruciaux des 27 États membres en matière d'équipements sanitaires de première nécessité? La France, là encore, est un bon exemple: la seule usine européenne capable de fabriquer des bouteilles à oxygène médical, possédée par le groupe britannique Luxfer (groupe Pechiney-Rhenalu), a fermé en 2019 son dernier site de Gerzat dans le Puy-de-Dôme. Or l'on manque, aujourd'hui, de ce type de bouteilles dans ces avant-postes de la «guerre» sanitaire que sont les hôpitaux.

Réanimer la filière industrielle médicale

L'État français, comme la Commission européenne, a aujourd'hui le devoir de réanimer cette filière médicale. Non pas en nationalisant, comme le réclame le syndicat français CGT, mais en favorisant par leurs commandes l'émergence d'acteurs industriels continentaux capables de répondre à la demande. Il y a là, pour l'exécutif communautaire, un terrain à occuper, sur lequel la Suisse, pays tiers au fort tissu de PME, pourrait aussi collaborer et opérer.

Signaler aux pouvoirs nationaux les filières industrielles stratégiques pour prévenir leur démantèlement. Œuvrer à une meilleure coordination entre acteurs. Organiser la gestion de ces stocks stratégiques pour éviter que la République tchèque, comme on l'a vu ces jours-ci, ne détourne une partie des cargaisons commandées par l'Italie. Un tel chantier mériterait d'urgence un capitaine. Avec, en poche, quelques centaines de millions d'euros pour passer les premières commandes et engager l'indispensable relocalisation de cette filière. Car ne l'oublions pas: gagner une guerre exigera toujours logistique et approvisionnement. ■

Crise et indemnité chômage: Berne fixe un plafond de 2656 francs

La proposition du Conseil fédéral du vendredi 20 mars de débloquer une aide urgente massive de 42 milliards lance un signal très positif et est à saluer. Parmi ces mesures, un volet est censé soulager les entrepreneurs et les indépendants, premières victimes économiques de la crise sanitaire actuelle. La presse s'en est fait l'écho, reprenant en boucle les beaux communiqués de la Confédération. Comme souvent malheureusement, le diable se cache dans les détails et il faut lire les «clauses écrites en tout petit» pour comprendre ce qui est en train de se jouer.

Pour rappel, actuellement, l'art. 31 de loi sur l'assurance chômage exclut des prestations de l'assurance chômage, y compris celles relatives au chômage partiel, tous les entrepreneurs qui sont salariés de leur société (SA ou Sàrl), soit l'immense majorité des PME suisses.

Cette situation a donné lieu à un important débat public ces derniers jours. En particulier, une pétition a recueilli plus de 97000 (!) signatures en quelques jours seulement la semaine passée: 93000 en Suisse allemande, respectivement 1400 en Suisse romande et 1700 au Tessin, ce qui illustre que la prise de conscience de ce problème est plus marquée du côté allemandique.

Le Conseil fédéral ne pouvait pas rester sourd à cette situation intenable pour le tissu économique suisse, il a donc édicté vendredi passé un projet d'«Ordonnance COVID-19 Assurance chômage», qui prévoit qu'il sera dérogé à l'article 31 de la loi chômage durant la durée de la crise pandémique.

Ainsi, les entrepreneurs pourront effectivement bénéficier de l'assurance chômage temporairement, ce qui est vital dans le contexte actuel où nombre de PME sont soit forcées de fermer sur ordre du Conseil fédéral (commerces, coiffeurs, etc.) ou voient leur chiffre d'affaires décimé par l'arrêt subit de l'économie. Jusque-là, on peut penser que le Conseil fédéral a entendu la détresse des entrepreneurs.

Le projet d'ordonnance postule que l'entrepreneur, à qui incombent tout le poids et la responsabilité, sera dédommagé moins qu'un travailleur non qualifié de son entreprise

Ce qui est nettement moins clair, et qui n'a pas été souligné, est que ce même projet d'ordonnance prévoit à son article 5 que pour ces entrepreneurs de PME, «un montant forfaitaire de 3320 francs est pris en compte comme gain déterminant pour un emploi à plein temps».

En d'autres termes, l'entrepreneur sera dédommagé à concurrence de maximum 2656 francs (80% de 3320) dans le meilleur des cas et en cas d'arrêt total. Un tel montant couvre, dans l'Arc lémanique, à peine le loyer d'une famille.

Sachant que le salaire médian suisse se situe à environ 6500 francs par mois, le projet d'ordonnance postule que l'entrepreneur, à qui incombent tout le poids et la res-

ponsabilité, sera dédommagé moins qu'un travailleur non qualifié de son entreprise. Si l'on considère qu'un entrepreneur travaille souvent entre 50 et 60 heures par semaine, un gain assuré «forfaitaire» de maximum 3320 francs devient presque risible.

Pour rappel, les entrepreneurs salariés de leur SA/Sàrl cotisent par contre ordinairement à l'assurance chômage sur l'intégralité de

fraction (ridicule) de ce que les autres salariés toucheraient dans la même situation. Oserait-on ne serait-ce qu'envisager un forfait de prestation chômage à 2656 francs par mois à tous les travailleurs de Suisse, tout en les laissant gentiment cotiser sur l'ensemble de leur salaire sans limite? On imagine le tollé, qui serait absolument légitime.

En conclusion, à cause de l'article 5, le projet d'ordonnance chômage rate complètement sa cible dans ce contexte de pandémie exceptionnelle, et représente quasiment un affront aux centaines de milliers d'entreprises PME suisses et à leurs familles, sans parler des plus de 97000 personnes ayant signé la pétition à ce sujet.

Il y a fort à parier que les entrepreneurs, trop occupés à se débattre dans la survie de leur entreprise en cette période de crise sanitaire unique, ne trouveront pas même le temps de se manifester contre ce plafond inséré en catimini. Il est donc essentiel que les entrepreneurs de ce pays prennent conscience de cela, et prient afin que le Conseil fédéral procède aux ajustements dans le cadre du projet final ces prochains jours. Cela contribuerait fortement au soulagement des PME, le fameux tissu économique tellement chéri des discours politiques de tous bords. ■

CÉDRIC PORTIER AVOCAT, EXPERT-FISCAL
DIPLOMÉ, GROS & WALTENSPUHL LAUSANNE

ADELIN NGUYEN AVOCATE,
GROS & WALTENSPUHL LAUSANNE



Une opportunité pour une politique monétaire au bénéfice de tous

Chaque crise donne lieu, auprès de nombreux acteurs, à un refus d'intervenir de toute urgence. Puis on entend une litanie de contributions: «plus jamais ça». On l'a entendu en 2007-2008. L'actuelle pandémie de coronavirus n'y échappe pas. Dès que le danger paraît s'éloigner, on constate aussi que les leçons pour y remédier sont rarement pleinement tirées. Et les bonnes résolutions spectaculairement annoncées sont pour la plupart oubliées. Difficile de penser qu'il en ira autrement demain.

La récession, voire la dépression, qui s'annonce doit être immédiatement anticipée au vu de l'ampleur de la pandémie et de possibles rebonds, localisés ou non. Le contexte actuel est propice à des politiques audacieuses par leur ampleur et le degré d'innovation économique et sociale.

A la suite de la crise de 2007-2008, de façon plus ou moins rapide selon les pays, la plupart des banques centrales ont ouvert aux institutions financières de larges possibilités de refinancement en rachetant des titres financiers qu'elles détenaient. Le but étant de redonner des moyens de répondre aux besoins de financement des acteurs économiques.

Les limites d'un ciblage de ce soutien vers le secteur financier sur l'économie réelle sont reconnues. On a assisté à un accroissement considérable d'une «surliquidité» propice à une finance spéculative. Elle alimente un accroissement du prix des actifs financiers et de l'immobilier. Comment, avec un surendettement massif des entreprises, et plus encore des ménages, sortir de l'inéluctable récession par une injection de capacités supplémentaires pour le secteur financier? Alors que la

baisse des revenus ne peut qu'accroître le poids relatif de cette dette et diminuer la capacité des acteurs économiques à faire face à leurs échéances. Le niveau actuel des taux d'intérêt empêche qu'ils puissent susciter un redémarrage de la machine économique.

Pour être efficace rapidement, une *quantitative easing* nouvelle devra cibler plus largement les différents acteurs. Non pas directement les établissements financiers, mais l'ensemble de la population, comme un revenu universel de citoyenneté: égal pour tous mais, dans ce cas, limité dans le temps.

Ce revenu distribué de façon inconditionnelle pourrait être mis en place tant à un niveau national ou fédéral qu'à celui des collectivités territoriales décentralisées. Ce serait par ailleurs une façon de l'expérimenter. Sa distribution devrait se faire au rythme de la reprise des capacités de production et d'échange.

Inutile de distribuer un revenu additionnel auquel ne correspondrait pas une production effective. Mais les salariés privés d'emploi et les indépendants victimes d'une réduction drastique de leur activité, et donc de leurs revenus, devraient être les premiers à le recevoir.

Afin qu'en bénéficient même les plus jeunes et ceux qui ne sont pas clients de banque ou de caisse d'épargne, il ne devrait pas être distribué

sur des comptes. Il devrait l'être comme une carte personnelle de paiement utilisable chez les prestataires de biens et services. La carte serait débitée au fur et à mesure des dépenses à la manière des anciennes cartes téléphoniques; à la différence qu'elle serait nominale. Il serait ainsi possible de cibler les dépenses en ne permettant que celles jugées utiles par une commission de parties prenantes.

Les investissements pour faire face au changement climatique pourraient aussi être encouragés en augmentant automatiquement, auprès des commerçants habilités à recevoir ces paiements, la capacité de dépenses de l'avoir sur la carte, grâce à une traçabilité de son usage. De même pour les dépenses culturelles et sportives dont l'impact environnemental est limité. Cet avoir devrait aussi pouvoir être converti en monnaies locales complémentaires car celles-ci favorisent les circuits courts.

Dans l'incertitude actuelle, on peut redouter qu'une partie des populations ne préfère thésauriser cette capacité de dépense. Son objectif de relance serait alors limité. Il est possible, par une distribution de carte de paiement, de prévoir que cette monnaie soit fondante: tous les mois, de façon automatique, sa valeur décroîtrait. On pourrait aussi permettre de transmettre cet avoir à des associations caritatives, qui pourraient redistribuer ce revenu additionnel.

Nous sommes aujourd'hui soumis à l'urgence du quotidien. Cela ne doit pas nous empêcher d'anticiper les issues de cette crise, comme opportunité de nouvelles façons de vivre ensemble. ■

SOLÈNE MORVAN PROFESSEURE ASSISTANTE, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

JEAN-MICHEL SERVET PROFESSEUR HONORAIRE, IHEID, GENÈVE



L'économie américaine sous perfusion

CORONAVIRUS Le gigantesque plan de relance a connu ses premiers échecs devant le Congrès américain dimanche et lundi. Alors que licenciements et faillites se multiplient, la Réserve fédérale agit et ne fixe plus de limites à ses achats pour stimuler l'économie

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, NEW YORK
 @VdeGraffenried

Même dans l'urgence absolue, les guerres partisans persistent. Le massif plan de relance de l'économie américaine – on parle de près de 2000 milliards de dollars, soit 10% du PIB – a connu son premier échec dimanche devant le Sénat, démocrates et républicains ne parvenant pas à s'entendre. Rebeote lundi. Or la première économie mondiale est touchée de plein fouet par les effets du coronavirus, licenciements et mises en faillite se multiplient et des millions de travailleurs américains espèrent une aide concrète et rapide.

Le temps presse. Goldman Sachs évalue les nouvelles demandes d'allocations chômage faites la semaine dernière à 2,25 millions et évoque une baisse sans précédent des revenus dans de nombreux secteurs. Ceux de l'hôtellerie, de la restauration et du divertissement sont particulièrement touchés dans les régions comme la Californie ou l'Etat de New York, où seules les activités «essentiels» sont autorisées. Pour les petits commerçants et les indépendants qui survivent encore, chaque jour passé en confinement fait craindre le pire.

Congés maladie non payés

Des millions d'Américains rémunérés à l'heure ou à la semaine sont privés de congés payés et de chômage partiel. Avec la crainte, sans épargne, de tomber dans une spirale infernale: endettement, impossibilité de payer des factures, expulsions des appartements, etc. A cela s'ajoutent les 27 millions d'Américains sans assurance santé qui seraient dans l'impossibilité de payer des soins liés au coronavirus. Alors ils s'accrochent aux promesses du président et au plan qui tarde à être adopté par le Congrès.

Ce plan prévoit notamment des chèques d'environ 1000 dollars pour les plus défavorisés, ainsi que 10 jours de congé maladie payés. Mais ce dernier point fait l'objet de vives discussions entre républicains et démocrates. Selon le scénario privilégié par les républicains, seuls 20% des salariés en bénéficieraient. Et pas les plus mal lotis. C'est ce qui a fait dire à Chuck Schumer, le chef de la minorité démocrate au Sénat, que le projet est «un vaste plan de sauvetage pour les entreprises, sans protéger les salariés».

Mais surtout, qui dit absence de congés payés dans le contexte

actuel, dit risque de contamination accrue. Car des employés pourraient continuer à vouloir travailler tout en étant malades. Selon une enquête du *New York Times*, qui se base sur les données récoltées par Shift Project Data auprès de milliers de travailleurs dans la restauration et le commerce, la majorité des employés de ces secteurs disent ne pas bénéficier de congés maladie payés. Ils seraient 517 000 chez McDonald's. En février 2019, Walmart aurait étendu ce type de congé à

l'ensemble de ses employés, mais selon le sondage, seuls 73% affirment qu'ils y ont droit.

Walmart d'ailleurs, le premier employeur privé aux Etats-Unis, fait, comme Amazon, partie des géants de la distribution qui s'en sortent bien. Et qui embauchent massivement. Walmart a annoncé jeudi engager 150 000 personnes supplémentaires et verser 365 millions de dollars en bonus aux employés payés à l'heure. Amazon recrute également près de 100 000 personnes. Et a décidé d'aug-

Bal de milliards pour éviter une récession brutale

AIDES PUBLIQUES Etats et banques centrales ne lésinent pas sur les moyens pour faire face à la pandémie de Covid-19 et pour contrer une récession qui s'annonce inévitable

RAM ETWAREEA
 @rametwareea

«Quand la maison brûle, on ne compte pas les litres d'eau qu'on utilise pour éteindre le feu.» Cette phrase prononcée la semaine passée par Gerald Darmanin, ministre français des Comptes publics, fera facilement l'unanimité. Partout dans le monde, les Etats et les banques centrales conjuguent leurs efforts et s'apprentent à financer massivement la lutte contre le coronavirus ainsi que pour limiter l'impact de la récession qui s'annonce.

Alors que le Sénat américain négocie actuellement son plan de 1000 milliards de dollars, en Europe, l'Italie, la France, le Danemark, l'Espagne et l'Allemagne se mobilisent aussi. Berlin a approuvé lundi le plus grand soutien aux entreprises de son histoire d'après-guerre, d'un montant de 822 milliards d'euros.

Ce week-end, l'Espagne, le deuxième pays le plus touché par le Covid-19, appelle Bruxelles à mettre en place un plan Marshall pour l'Union européenne. Hors UE, le Royaume-Uni étend la garantie d'Etat sur les prêts aux entreprises à hauteur de 330 milliards de livres. En Suisse, le Conseil fédéral prévoit 42 milliards de francs qui seront destinés aux PME et aux indépendants.

Côté politique monétaire, les banques centrales n'y vont

pas de main morte non plus. La Réserve fédérale américaine a rapidement ramené son taux d'intérêt à presque 0%, une première depuis décembre 2008. Elle propose aussi de soutenir les prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises.

La Banque centrale européenne (BCE) fournira 100 milliards d'euros de liquidités aux banques afin qu'elles ouvrent le robinet de crédit aux entreprises. Mercredi dernier, elle a actionné le «bazooka»: un plan de 750 milliards d'euros de rachats de dettes publiques et privées, à réaliser d'ici à la fin de l'année.

En Chine, deuxième puissance économique mondiale, la banque centrale a baissé son taux directeur et ramené son ratio de réserves obligatoires des banques, une mesure qui libère 114 milliards de dollars pour stimuler l'économie. Au Japon, en Corée du Sud, en Australie, au Canada et au Brésil, gouvernements et banques centrales ne lésinent pas non plus sur les moyens.

«La dette n'est pas une fatalité»

Force est de constater que cette mobilisation financière fait l'unanimité chez les économistes. Gregory Claeys, économiste à l'institut Bruegel à Bruxelles, rappelle que la Commission européenne a lâché la bride en suspendant le Pacte de stabilité qui limite le déficit budgétaire à 3% du PIB et la dette à 60% du PIB: «On voit mal Bruxelles demander à l'Italie de respecter les règles alors que le pays est sévèrement frappé par le coronavirus.»

Ce programme de relance est «un vaste plan de sauvetage pour les entreprises, sans protéger les salariés»

CHUCK SCHUMER, CHEF DE LA MINORITÉ DÉMOCRATE AU SÉNAT

menter son salaire minimum de 15 dollars à 17 dollars.

«Soutenir le flux de crédit»

Interrogé par l'AFP, Gregory Daco, chef économiste chez Oxford Economics, s'attend à une contraction de 13% du produit intérieur brut pour le deuxième trimestre et à un taux de chômage pouvant dépasser les 20% au mois d'avril. Le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin a également évoqué ce chiffre, pour justifier la nécessité d'adopter rapidement le plan de

relance économique, censé créer un mécanisme permettant au Trésor et à la Réserve fédérale américaine (Fed) d'injecter les liquidités nécessaires sur le marché. La Fed agit en parallèle. Elle avait annoncé au début du mois être prête à dépenser 700 milliards de dollars en bons du Trésor et 200 milliards de dollars en titres hypothécaires. Mais ce lundi, la banque centrale a précisé ne plus fixer de limite à ses rachats de la dette américaine et viser «un montant nécessaire pour favoriser le bon fonctionnement du marché», une mesure historique.

La Fed a aussi annoncé un nouveau programme de 300 milliards de dollars pour «soutenir le flux de crédit aux employeurs, aux consommateurs et aux entreprises». Et promet, pour «bien-tôt», un programme de prêts aux petites et moyennes entreprises. En attendant, des responsables politiques multiplient les appels pour stimuler la consommation au niveau local. Parfois à travers de simples petits gestes. Sur Twitter, Roy Cooper, le gouverneur de Caroline du Nord, invite par exemple à commander des plats à l'emporter aux restaurants qui n'ont que ce moyen pour ne pas fermer boutique. ■

Pour Sabrina Khanniche de Pictet Asset Management, «il s'agit avant tout de limiter l'impact et la durée de la récession qui sont désormais inévitables».

Pour Sami Chaar de Lombard Odier, les programmes de soutien vont certes endetter davantage les Etats, «mais ce n'est pas une fatalité», fait-il comprendre. «Je préfère une Italie qui, à la sortie de la crise, offre un avenir à sa jeunesse qu'une

Italie peu endettée, mais qui s'écroule.»

Enfin, pour Michaël Malquarti, gérant chez Quaero Capital à Genève, les Etats européens, y compris la Suisse, devraient s'inspirer des plans américain et hongkongais d'«hélicoptère monétaire». Selon lui, quitte à s'endetter ou à créer de la monnaie, il faut donner du pouvoir d'achat tant aux collectivités qu'aux ménages pour produire une impulsion à la reprise. ■

PUBLICITÉ

Invitation à la 153^e Assemblée générale ordinaire de Nestlé S.A.

le jeudi 23 avril 2020 à 14 h 30 à Beaulieu Lausanne



Good food, Good life

Le Conseil d'administration de Nestlé S.A. a décidé, conformément à l'article 6a de l'Ordonnance 2 COVID-19 du Conseil fédéral du 16 mars 2020, que l'Assemblée générale se tiendra le 23 avril 2020 sans la présence des actionnaires. Les actionnaires peuvent exercer leurs droits de vote exclusivement par l'intermédiaire du Représentant indépendant, Hartmann Dreyer, Avocats et Notaires, en lui envoyant leurs instructions de vote par écrit ou via le portail électronique « GVMANAGER Online ».

Ordre du jour

- 1 Rapport de gestion 2019
- 1.1 Rapport annuel, comptes de Nestlé S.A. et comptes consolidés du groupe Nestlé pour l'exercice 2019 ; rapports de l'organe de révision
- 1.2 Vote consultatif sur le Rapport de rémunération 2019
- 2 Décharge au Conseil d'administration et à la Direction
- 3 Emploi du bénéfice résultant du bilan de Nestlé S.A.
- 4 Elections
- 4.1 Réélection du Président et des membres du Conseil d'administration
- 4.2 Election au Conseil d'administration
- 4.3 Election des membres du Comité de rémunération
- 4.4 Election de l'organe de révision
- 4.5 Election du Représentant indépendant
- 5 Rémunération du Conseil d'administration et de la Direction du Groupe
- 5.1 Rémunération du Conseil d'administration
- 5.2 Rémunération de la Direction du Groupe
- 6 Réduction du capital

Attribution d'une procuration au Représentant indépendant

Seuls les actionnaires inscrits au registre des actions avec droit de vote en date du 16 avril 2020 à 12h00 (HAEC) pourront exercer leur droit de vote. L'enregistrement des actions afin de déterminer le droit de vote n'a pas d'effet sur la négociabilité des actions en question. Les actionnaires inscrits au registre des actions avec droit de vote en date du 2 avril 2020 recevront automatiquement une invitation à l'Assemblée générale. Les actionnaires dont l'inscription au registre des actions avec droit de vote est effectuée à partir du 3 avril 2020 et qui souhaitent recevoir une invitation à l'Assemblée générale sont priés de s'adresser au Bureau des actions à Cham.

Sur la base de la décision du Conseil d'administration, conformément à l'article 6a de l'Ordonnance 2 COVID-19 du Conseil fédéral du 16 mars 2020, les actionnaires peuvent exercer leurs droits de vote exclusivement par le Représentant indépendant, Hartmann Dreyer, Avocats et Notaires. Les actionnaires sont priés de lui envoyer jusqu'au 16 avril 2020 le Bulletin-réponse joint à l'invitation, en précisant leurs instructions de vote au verso du Bulletin-réponse. Alternativement, les actionnaires ont la possibilité de donner les instructions de vote par voie électronique en accédant à la plateforme électronique des actionnaires « GVMANAGER Online » via www.gvmanager.ch/nestle.

Documentation

Le Rapport de gestion 2019 est disponible sur internet (www.nestle.com/investors/publications) et peut être commandé par les actionnaires auprès du Bureau des actions à Cham. Les actionnaires sont priés d'adresser toute correspondance concernant l'Assemblée générale ordinaire au Bureau des actions de Nestlé S.A., case postale 665, 6330 Cham, Suisse, ou courriel shareregister@nestle.com

Nestlé S.A.
 Le Conseil d'administration
 Cham et Vevey, le 24 mars 2020

EN BREF

Les économistes anticipent une lourde récession en Suisse

Les économistes de l'institut de recherche BAK Economics et d'UBS anticipent une lourde récession cette année en raison des restrictions imposées pour lutter contre le coronavirus. Si la pandémie est maîtrisée rapidement, l'économie suisse devrait néanmoins fortement rebondir en 2021. Le BAK anticipe un repli du produit intérieur brut (PIB) de 2,5% cette année, alors qu'il tablait dans ses précédentes estimations sur une croissance de 1,3%. Dans un scénario optimiste où la crise sanitaire est rapidement maîtrisée, l'économie devrait rebondir de 4,3% en 2021. Les spécialistes d'UBS tablent, quant à eux, sur un repli du produit intérieur brut (PIB) de 1,3% cette année, si les mesures d'urgence devaient être abandonnées fin avril, puis sur un rebond de 2% en 2021. Si la crise devait par contre se prolonger, la croissance pourrait chuter de 3% en 2020, ont-ils averti dans un communiqué séparé. AWP

FMI: la récession mondiale pourrait être pire qu'en 2008

La récession mondiale consécutive à la pandémie de coronavirus pourrait être pire que celle qui a suivi la crise financière de 2008, a mis en garde lundi la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, au cours d'une téléconférence avec le G20. Dans un communiqué, elle souligne avoir prévenu les ministres des finances et les banquiers centraux que les perspectives de croissance mondiale étaient «négatives» pour 2020 et indiqué qu'il fallait s'attendre à «une récession au moins aussi grave que pendant la crise financière mondiale sinon pire». En 2009, le PIB mondial avait baissé de 0,6%, selon les données du FMI. Pour les seules économies avancées, il avait chuté de 3,16% et de 4,08% pour les pays de la zone euro. «Mais nous nous attendons à une reprise en 2021», a-t-elle ajouté de manière plus optimiste. Pour autant, «pour y arriver, il est primordial de donner la priorité au confinement et de renforcer les systèmes de santé», partout dans le monde. AFP

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 23.03.2020, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2020 en %

AS Investment Management
Tél. +41 22 716 52 00
www.as-im.com

Fonds en actions		
AS Swiss Equity Long/Short A	CHF 4/4 a	122.37 -18.7
AS Swiss Equity Low Volatility A	CHF 4/4 a	120.66 -14.7

BONHÔTE
Tél. +41 32 722 10 00
info@bonhote.ch www.bonhote.ch

Fonds en obligations		
Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	95.15 -0.2
Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) D (CHF)	CHF 3/1 a	95.86 -0.2
Bonhôte Sel.-Obl HR Multi-Fds (CHF)	CHF 4/2 a	93.66 -6.4

Fonds en actions		
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2 a	124.52 -15.8

Fonds d'allocation d'actifs		
Bonhôte Impact Fund Class I-CHF	CHF 3/2 a	90.92 -11.6

Fonds immobiliers		
Bonhôte-Immobilier	CHF 2/2	135.00 -7.7

Investissements alternatifs		
B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF)	CHF 4/2 b	13260.00 -2.8
B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR)	EUR 4/2 b	9531.00 -2.7
B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD)	USD 4/2 b	11642.00 -2.3

Autres fonds		
Bonhôte Asym.-Act.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	96.31 -8.2
Bonhôte Asym.-GI.(CHF) B (CHF)	CHF 3/1 a	99.29 -3.6
Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF 4/4 a	133.70 -14.8

Fonds en obligations		
Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1 a	97.42 -3.2
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR 1/1 a	104.31 -3.1
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1 a	109.78 -3.9
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/2 a	111.75 -0.2

Fonds en actions		
Synchrony (LU) EuroPEAn Eq. (EUR) A	EUR 1/1 a	118.73 -32.0
Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD 1/1 a	93.94 -27.9
Synchrony (LU) HighDivEurope Stocks A EUR	EUR 1/1 a	71.26 -34.0
Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks AUSD	USD 1/1 a	72.77 -26.3
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1 a	103.10 -19.7
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A EUR	EUR 1/1 a	92.41 -17.2
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1 a	86.17 -26.5
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR 1/1 a	131.80 -23.1
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1 a	96.19 -16.9
Synchrony Emerging Equity A	USD 4/2 f	80.92 -30.4
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/2 f	60.12 -33.8
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF 1/1 a	97.99 -20.5
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1 a	88.20 -26.4
Synchrony Swiss Equity	CHF 4/2 a	77.73 -16.2
Synchrony US Equity A	USD 4/2 a	90.19 -25.2

Fonds d'allocation d'actifs		
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1 f	123.91 -13.1
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/1 f	119.05 -11.5
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1 f	95.01 -8.5
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1 f	99.60 -18.0
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1 f	96.51 -7.1
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1 f	99.56 -24.8
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR 1/1 a	112.40 -11.8
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR 1/1 a	123.29 -16.2
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1 a	110.26 -10.3
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1 a	107.04 -13.2
Synchrony LPP 40 SRI B	CHF 1/1 a	99.57 -12.9
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1 a	94.19 -18.3

Fonds immobiliers		
Synchrony Swiss Real Est Fd A	CHF 1/1 a	111.15 -10.3

Banque CIC (Suisse) SA
T +41 61 264 12 00
cic.ch

Fonds en obligations		
CIC CH - BOND CHF "PRIMUS" AKL B	CHF 3/2 a	94.64 -9.2
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR 3/2 a	110.15 -12.8
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF 3/2 a	94.87 -12.8
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR 3/2 a	831.28 -5.6

Fonds en actions		
CIC CH - EQUITY CHF "Primus" AKLB	CHF 3/2 a	155.78 -22.9

Fonds d'allocation d'actifs		
CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF 3/2 a	888.60 -14.4

BBGI GROUP S.A.
Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

Autres fonds		
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1 a	120.00 -18.6

BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/1 a	90.00 -1.6
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg.	CHF 1/1 a	66.70 -4.0
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/1 a	109.20 1.5
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg.	EUR 1/1 a	72.10 -3.6
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/1 a	86.90 -3.3
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/1 a	54.90 -47.1
BBGI Share Clean Energy (USD)	USD 1/1 a	55.20 -29.7
BBGI Share Energy (USD)	USD 1/1 a	91.70 -42.9
BBGI Share Gold (USD)	USD 1/1 a	40.00 -35.4
BBGI Tactical Switzerland A	CHF 2/1 a	140.20 -3.2
BBGI Tactical World A	USD 2/1 a	98.70 -13.0

BCV 0848 808 885
Gérifonds +41 21 321 32 00
www.gerifonds.ch
info@gerifonds.ch

Fonds d'allocation d'actifs		
BCV Actif Balancé (CHF)	CHF 1/1 f	87.30 -14.6
BCV Actif Défensif (CHF)	CHF 2/1 f	85.06 -10.3
BCV Actif Offensif (CHF)	CHF 2/1 f	77.21 -19.5
BCV Actif Sécurité (CHF)	CHF 2/1 f	91.15 -6.4
BCV Pension 25 -AP-	CHF 1/1 f	124.01 -9.4
BCV Pension 40 -AP-	CHF 1/1 f	128.53 -13.4
BCV Stratégie Actions Monde	CHF 2/1 f	92.48 -24.2
BCV Stratégie Dynamique	CHF 2/1 f	84.82 -18.7
BCV Stratégie Equipondéré	CHF 2/1 f	135.53 -14.2
BCV Stratégie Obligation	CHF 2/1 f	90.22 -4.2
BCV Stratégie Revenu	CHF 2/1 f	104.26 -10.2

BlackRock Asset Management Schweiz AG
Tél. +41 800 08 80 20
www.blackrock.com/ch

Fonds en obligations		
BGF Global Bond Income D2 USD	USD 3/1 a	9.48 -13.0

Fonds en actions		
BGF World Technology D2 USD	USD 1/1 a	39.34 -13.6
BSF Emerging Markets Equity Strat D2USD	USD 1/1 a	118.50 -38.0

Autres fonds		
BSF Global Event Driven D2 USD	USD 1/1 a	111.74 -8.7

Bordier & Cie
1204 Genève
t +41 58 258 00 00
bordier.com

Fonds en obligations		
BO Fd IV-Bordier Eur.SiTerm Bd EUR	EUR 4/4 a	107.97 -1.9
BO Fd IV-Bordier USD SiTerm Bd USD	USD 4/4 a	115.75 2.3

Fonds en actions		
BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR 4/4 a	102.10 -19.6
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/4 a	146.67 -26.6
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR 4/4 a	67.61 -34.5
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD 4/4 a	1064.42 -30.0
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/4 a	106.66 -30.1

BWM SA
Tél. +41 44 206 40 80
www.bwm.ch

Fonds en obligations		
Classic Global Equity Fund	CHF 3/2 a	304.00 -47.7
Classic Value Equity Fund	CHF 3/2 a	91.75 -44.8

CACEIS (Switzerland) SA
Tél. +41 58 261 94 00
www.caceis.ch

Fonds en obligations		
BCP EM Fixln F USD Classe A	USD 2/2 a	81.12 -12.4
BCP EM Fixln F USD Classe B	USD 2/2 a	81.08 -12.4

Fonds en actions		
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1 a	89.99 -17.9
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/1 a	67.98 -17.8
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1 a	100.44 -10.6

Cité Gestion SA
Tél. 022 820 60 00
www.cite-gestion.com

Fonds d'allocation d'actifs		
CG Global Alloc. fund CHF-hdg.	CHF 1/1 f	880.65 -18.5
CG Global Alloc. fund EUR	EUR 1/1 f	904.33 -18.5
CG Global Alloc. fund USD-hdg.	USD 1/1 f	969.44 -18.0

Credit Suisse Funds AG
www.credit-suisse.com/amfunds

Fonds en instruments du marché monétaire		
CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1 f	968.31 -0.3
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1 f	1025.77 -0.2
CS Money Market Fund USD B	USD 2/1 f	1082.46 0.4

Fonds en obligations		
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1 f	103.32 -10.9
CS (CH) Sust. Intern. Bond A	USD 2/1 f	70.70 -2.9
CS (Lux) AgaNola Glob Val BF B	USD 1/1 f	121.99 -11.4
CS (Lux) Bond Asia Local Cy BF B	USD 2/1 f	126.34 -6.6
CS (Lux) Bond Asia Local Cy BF B	USD 2/1 f	103.75 -10.5
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1 f	111.00 -3.4
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/1 f	136.76 -8.2
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/2 f	127.26 -16.9
CS (Lux) EMMA Corp IG Bd Fd B	USD 2/2 f	132.99 -10.6
CS (Lux) GL Bal Convertible B	USD 2/1 f	133.31 -14.0
CS (Lux) Green Bond Fund BH	EUR 2/1 f	153.99 -
CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B	CHF 2/1 f	100.97 -8.3
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1 f	509.32 -5.2
CS (Lux)GI Convert. IG Bd Fd B	USD 1/1 f	113.77 -14.1
CS Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1 f	120.74 -7.4

Fonds en actions		
Credit Suisse (Lux) Italy EF B EUR	EUR 2/1 f	334.04 -30.0
Credit Suisse (Lux) Italy EF EB EUR	EUR 2/1 f	816.04 -28.8
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1 f	28.95 -10.6
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4 f	300.52 -22.1
CS (CH) Sustainability Bal CHF UB	CHF 1/1 f	113.60 -
CS (CH) Swiss Blue Chips Eq Fd B	CHF 2/1 f	342.66 -
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1 f	11.92 -16.8
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1 f	16.64 -16.8
CS (CH) Swissacc EF B	CHF 2/1 f	404.77 -15.3
CS (Lux) Europ Div Plus Eq B	EUR 2/1 f	14.96 -26.3
CS (Lux) Eurozone Active Oppt Eq Fd B EUR	EUR 2/1 f	11.11 -34.1
CS (Lux) Eurozone Active Oppt Eq Fd B EUR	EUR 2/1 f	8.52 -34.1
CS (Lux) GL Div Plus Eq B	USD 2/1 f	14.35 -26.7
CS (Lux) GL Security Equity B	USD 2/1 f	22.25 -27.6
CS (Lux) GI. Digit. Health Eq Fd B USD	USD 2/2 f	504.34 -18.2
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1 f	7.67 -38.1
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD 2/2 f	126.96 -26.7
CS (Lux) Japan Value Equity B	JPY 2/1 f	1720.00 -25.5
CS (Lux) S&M Cap Europe EF B EUR	EUR 2/1 f	2166.55 -31.6
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1 f	2091.91 -32.0
CS (Lux) USA Value EF B USD	USD 2/1 f	18.28 -5.8
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1 f	1084.69 -24.0
River&Merc EmrgMktOpplC Eq Fd B USD	USD 2/2 f	95.07 -35.5

Fonds d'allocation d'actifs		
CS (CH) Int & Divd Focus Bal CHF UB	CHF 2/1 f	88.45 -22.6
CS (CH) Int & Divd Focus Yield CHF UB	CHF 2/1 f	85.68 -19.3
CS (CH) Int&DivdFocusGrowth CHF UB	CHF 2/1 f	91.02 -26.5
CS (CH) Privilege 20 CHF IA	CHF 1/1 f	919.15 -8.3
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1 f	97.33 -8.4
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1 f	94.03 -10.2
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1 f	102.44 -13.8
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD 1/1 f	135.31 -22.1
CS (Lux) IndexSelection Bal CHF UB	CHF 2/1 f	91.06 -20.2
CS (Lux) IndexSelection Growth CHF UB	CHF 2/1 f	91.54 -24.4
CS (Lux) IndexSelection Yield CHF UB	CHF 2/1 f	90.01 -16.1
CS (Lux) Portf. Fd Bal USD UB	USD 2/1 f	100.84 -17.1
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal CHF UB	CHF 2/1 f	96.39 -16.5
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal EUR UB	EUR 2/1 f	92.40 -17.6
CS (Lux) Portfolio Fund Grwth CHF UB	CHF 2/1 f	98.71 -20.5
CS (Lux) Portfolio Fund Grwth EUR UB	EUR 2/1 f	89.68 -23.4
CS (Lux) Portfolio Fund Grwth USD UB	USD 2/1 f	99.10 -22.8
CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB	CHF 2/1 f	94.60 -12.9
CS (Lux) Portfolio Fund Yld EUR UB	EUR 2/1 f	94.21 -12.9
CS (Lux) Portfolio Fund Yld USD UB	USD 2/1 f	101.17 -12.4

Fonds immobiliers		
Credit Suisse 1a Immo PK	CHF 5/5 b	1345.00 -3.6
CS Real Estate Fund International	CHF 5/5 b	1130.00 -4.6
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5 b	111.00 -13.3
CS REF Global	CHF 5/5 b	84.55 -7.1
CS REF Green Property	CHF 5/5 b	138.10 -9.7
CS REF Hospitality	CHF 5/5 b	86.00 -18.5
CS REF Interswiss	CHF 5/5 b	185.90 -13.9
CS REF LivingPlus	CHF 2/1 b	144.20 -4.0
CS REF Siat	CHF 5/5 b	198.00 -3.2

Investissements alternatifs		
CS (Lux) Capital Allocation UB USD	USD 1/1 f	86.60 -19.5
CS (Lux) Prima Multi-Strat. B EUR	EUR 2/1 a	94.26 -5.3
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1	148.57 -3.1
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1 f	76.02 -24.0
CS PST (Lux) Global Eq Long/Short B	USD 2/1 f	2074.49 -

Autres fonds		
CS (CH) Convert Intl BF A CHF	CHF 2/1 f	193.47 -16.7
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1 f	16.38 -12.4
CS (Lux) Com. Ixd. FI USD Fd B	USD 2/1 f	39.89 -23.4
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD 2/1 f	41.69 -23.8

de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A.
Tél. +41 22 317 00 30, www.ppt.ch

Fonds en actions		
Cadmos Em Mkts Engagemt Fd B	USD 2/1 a	189.46 -30.6
Cadmos European Engagemt Fd B	EUR 2/1 f	114.07 -24.2
Cadmos Peace Investment Fd A	EUR 4/4 a	94.23 -21.2
Cadmos Swiss Engagemt Fd B	CHF 4/4 f	137.66 -19.5
EIC Energy Infrass. Fund A (CHF)	CHF 2/1 a	82.59 -23.4
EIC Energy Infrass. Fund A (EUR)	EUR 2/1 a	77.09 -21.4
EIC Energy Infrass. Fund I (CHF)	CHF 2/1 a	11212.13 -23.4
EIC Energy Infrass. Fund I (EUR)	EUR 2/1 a	10357.82 -21.4
EIC Renewable Energy Fund A	EUR 2/1 a	66.57 -20.9
EIC Renewable Energy Fund I	EUR 2/1 a	6825.22 -20.8

Fonds d'allocation d'actifs		
Cadmos Balanced CHF B-ACCU	CHF 4/4 a	96.18 -16.2

Dominicé & Co Asset Management
www.dominice.com

Fonds en actions		
Dominicé - US Equities Plus A	USD 2/2 a	172.78 -25.2
Dominicé - US Equities Plus B	USD 2/2 a	176812.00 -25.0
Swiss Equity Discovery Fund A	CHF 1/1 a	110.08 -23.3
Swiss Equity Discovery Fund O	CHF 1/1 a	114.94 -23.3

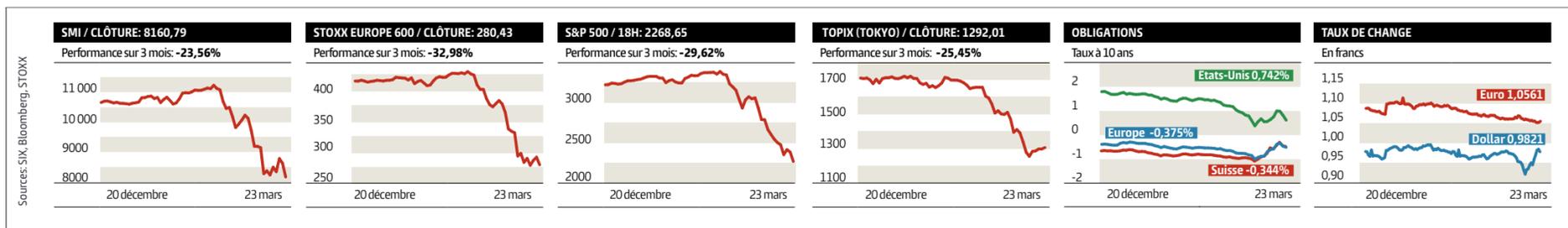
Fonds immobiliers		
Dominicé Swiss Property Fund	CHF 5/5	106.00 -12.6

Investissements alternatifs		
Cassiopeia UCITS A	CHF 1/1 a	107.81 18.2
Cassiopeia UCITS B	USD 1/1 a	119.40 17.0
Cassiopeia UCITS C	EUR 1/1 a	110.10 18.2
Cassiopeia UCITS D	GBP 1/1 a	105.88 18.4

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV
Tél. +41 58 201 75 88, info@realestate@bper.ch
www.edr-realestatesicav.ch

Fonds immobiliers		
ERRRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	136.00 -10.5

Ethos
Tél. 022/ 716 15 55
Fax 022/ 716 15 56
www.ethosfund.ch



Pékin passe «à l'étape de la sortie de crise»

ÉPIDÉMIE L'Empire du Milieu devrait subir une récession, mais les mesures de confinement s'assouplissent et la bourse chinoise devrait en profiter, selon Nicholas Yeo, gérant auprès d'Aberdeen Standard Investments

EMMANUEL GARESSUS, ZURICH
@garessus

La crise sanitaire appartient au passé en Chine. Deux mois jour pour jour après la mise en quarantaine de Wuhan, métropole de 11 millions d'habitants, aucune nouvelle contamination n'y a été signalée lundi, et ce, pour le cinquième jour consécutif, selon l'ATS. Pékin tente maintenant de sortir de la crise économique. Le gouvernement a annoncé vendredi des mesures budgétaires portant sur 400 milliards de dollars pour stimuler l'investissement et accélérer le développement des infrastructures.

Les actions chinoises devraient en profiter, mais, comme les bourses européennes, elles restaient lundi sensibles aux difficultés du Sénat américain à ficeler un paquet de relance solide. L'indice CSI 300, qui regroupe les principales entreprises de Chine continentale, à

Shanghai et Shenzhen, baisse de 3,4% en début de semaine. Il ne perd toutefois que 13,8% cette année, contre 21% pour le SMI et 33% pour le Dow Jones. Signe particulier du CSI 300, il avait dès le début de mars retrouvé ses plus hauts d'avant la crise. La chute n'est survenue que ces dernières semaines sous le poids de la détérioration conjoncturelle.

Les statistiques économiques sont très moroses. «Nous devrions subir une récession au premier trimestre et un recul du PIB de 5 à 10% sur base annuelle», indique Nicholas Yeo, directeur et responsable des actions chinoises pour Aberdeen Standard Investments. Joint à Hongkong, où il réside depuis treize ans, le gérant a pris des mesures contre le virus: «Pour éviter la contagion, nous disposons de deux équipes de gestion qui ne se rencontrent pas», déclare-t-il.

Le retour à la normale se poursuit en Chine. L'appareil de production est à plus de 85% des capacités, contre 80 à 85% une semaine auparavant selon l'agence Bloomberg. L'estimation exclut toutefois la province de Hubei, épice de l'épidémie. Dans la lignée de la stratégie mise en place depuis des années, la relance budgétaire chinoise privilégie l'économie

domestique plutôt que les exportations. Quant à l'aspect monétaire, «le gouvernement évitera les erreurs commises en 2008, lorsque le soutien monétaire avait été excessif», selon Nicholas Yeo.

Dans l'immobilier, certaines rumeurs évoquent l'existence de «villes fantômes». Le gérant ne nie pas l'éventualité d'un excès d'offre dans certaines villes secondaires, mais il préfère porter son regard sur «une forte demande à Pékin et les autres mégapoles».

Solides fondamentaux

Le marché boursier dispose lui de solides fondamentaux, Nicholas Yeo estime que la valorisation des actions du marché domestique chinois (A-shares) est raisonnable. «Les actions se traitent à 12 fois les bénéfices, soit en dessous de la moyenne à long terme», selon Aberdeen.

Le marché boursier est, à son avis, «passé à l'étape de la sortie de crise, même s'il ne peut pas être complètement décorrélé du monde occidental». Le gérant, qui privilégie la consommation domestique, affirme «ne pas avoir modifié significativement la composition de [leur] portefeuille à cause de l'épidémie».

Les actions préférées de Nicholas Yeo

sont des paris à long terme. Malgré les graves problèmes rencontrés par le tourisme, il aime bien les titres liés aux voyages, comme China International Travel Service (CITS), une société dominant le segment des boutiques hors taxe, malgré une légère réduction des positions dans cette branche. La demande de voyages des Chinois est «relativement inélastique» et haussière à long terme. «La Chine est la première à sortir des politiques de confinement et CITS devrait en profiter», lance le gérant.

Dans les biens de consommation, Nicholas Yeo mise sur Baijiu, le fabricant du «whisky chinois», en l'occurrence d'une eau-de-vie à base de sorgho. La société est présente sur le créneau haut de gamme de ce marché, selon Aberdeen Standard Investments.

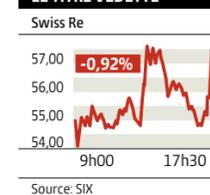
La santé enfin devrait profiter du vieillissement de l'Empire du Milieu. La tendance peut être jouée à travers les actions d'entreprises de services, comme Tigermed, une société de recherche contractuelle (CRO) qui participe à l'externalisation de la recherche pharma. Le gérant aime aussi AIER, actif dans les hôpitaux spécialisés dans les soins oculaires. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Forte rechute

BOURSE Le marché suisse a démarré la première séance de la semaine sur les niveaux de vendredi à 8623,86 points, avant de chuter rapidement. Les indications préalables en provenance de Wall Street étaient négatives. L'annonce par la Fed de nouvelles mesures pour apporter de l'argent frais aux entreprises avait permis au SMI de faire une remontée fulgurante, mais l'effet s'était rapidement dissipé. Le SMI a clôturé en chute de 5,37% à 8160,79 points et le SPI de 5,11% à 9990,66 points. Les poids lourds ont été de peu de secours: Novartis (-5,38% à 70,02 francs) et Roche (-4,82% à 278,60 francs) ont à peine mieux résisté

LE TITRE VEDETTE



que Nestlé qui a reculé de 6,12% à 91,98 francs. Les bancaires UBS (-5,71% à 7,79 francs) et Credit Suisse (-4,69% à 6,708 francs) se sont affaiblis. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE www.letemps.ch/parteneriats

PUBLICITÉ

#mesfinances

Découvrir un potentiel d'économie

Assurance automobile
Comparer maintenant et conclure directement en 10 minutes.

FINANCE
SCOUT 24

*Les taux d'intérêt peuvent changer à tout moment en fonction de l'évolution du marché financier.

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 23.03.2020, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2020 en %

REALSTONE		Union Bancaire Privée, UBP SA		Autres fonds		Fonds en actions		Euro Short Term Bond B		Explication indices	
Tél. +41 58 262 00 00, www.realstone.ch		Tél. 00800 827 38 637 www.ubp.com ubpfunds@ubp.ch		UBAM Convertibles Europe AC EUR 1/1 f 1616.92 1.4		Asia Pacific Equity B USD 2/1 412.17 -27.6		Multi Asset Solution B EUR EUR 4/4 e 92.65 -13.9		Conditions d'émission et de rachat de parts:	
Fonds immobiliers		Fonds en obligations		Vontobel		Clean Technology B EUR 2/1 e 267.49 -25.3		Non-Food Commodity B USD 4/4 e 55.32 -30.9		Le premier chiffre se réfère aux conditions applicables lors de l'émission de parts:	
Realstone Development Fund CHF 5/5 127.60 -5.1		UBAM - Abs. Ret. Low Vol FI APC EUR 2/1 f 100.77 -1.0		Fonds Services AG		Emerging Markets Equity B USD 2/1 e 613.14 -26.7		Vescoro Artif. Intel MA B - EUR EUR 4/4 e 100.97 -15.5		1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)	
Realstone Swiss Property Fund CHF 5/5 129.10 -12.2		UBAM - Corporate Euro Bond AC EUR 1/1 f 186.83 -7.6		T +41 58 283 53 50 vontobel.com/am		Eur. Mid & Small Cap Equity B EUR 2/1 e 165.04 -38.1		Zurich Invest AG		2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)	
responsAbility Investments AG		UBAM - Corporate US Dollar Bond AC USD 1/1 f 191.38 -7.6		Fonds en instruments du marché monétaire		European Equity B EUR 2/1 e 252.53 -23.6		Tél. 044 628 49 99		3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)	
www.responsAbility.com		UBAM - Dynamic Euro Bond AC EUR 1/1 f 245.64 -2.5		Swiss Money B CHF 2/1 e 112.44 -0.5		Future Resources B EUR 2/1 e 112.61 -35.6		Fax 044 629 18 66		4. Combinaison de 2) et 3)	
Autres fonds		UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC USD 1/1 e 221.03 -2.7		US Dollar Money B USD 2/1 e 136.13 -1.3		Global Equity B USD 2/1 e 246.65 -25.5		www.zurich.ch		5. Conditions particulières lors de l'émission de parts	
IA Global Micro and SME FF B USD 4/1 b 168.60 0.3		UBAM - Em Mkt Dbt Opportunities AC USD 1/1 f 150.05 -17.1		Fonds en obligations		Global Equity Income B USD 2/1 e 204.98 -27.2		Fonds en instruments du marché monétaire		Le second chiffre en italique se réfère aux conditions applicables lors du rachat de parts:	
IA Global Micro and SME FF H CHF CHF 4/1 b 126.01 -0.1		UBAM - Emerging Mkt Corp Bond AC USD 4/1 e 133.09 -13.2		Absolute Return Bond (EUR) B EUR 2/1 f 137.31 -16.5		mtx China Leaders B USD 2/1 200.69 -21.4		Target Inv. Fd Geldmarkt CHF - B CHF 1/1 e 8.49 -0.7		1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)	
IA Global Micro and SME FF H EUR EUR 4/1 b 142.33 -0.0		UBAM - Euro Bond AC EUR 1/1 e 1067.99 -0.2		Absolute Return Bond Dynamic B EUR 2/2 f 68.83 -37.1		mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B USD 2/1 290.94 -23.3		Target Inv. Fd Obligations CHF - B CHF 2/1 f 9.05 -6.3		2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)	
Solvalor Fund Management		UBAM - Global High Yield Solution AC USD 4/1 f 158.11 -16.2		Bond Gbl Aggregate B EUR 2/2 e 90.67 -21.9		Smart Data Equity B USD 2/1 e 112.81 -27.3		Fonds en obligations		3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)	
Tél. +41 58 404 03 00		UBAM - US Dollar Bond AC USD 1/1 f 2858.95 5.1		Eastern European Bond B EUR 2/1 e 131.19 -9.1		Sustainable Swiss Equity A CHF 4/1 e 207.98 -18.0		Target Inv. Fd 100 CHF - B CHF 2/1 f 17.61 -24.2		4. Combinaison de 2) et 3)	
www.solvalor.ch		UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC USD 1/1 e 140.36 -23.3		Emerging Markets Debt B USD 2/1 e 108.67 -20.9		Swiss Mid and Small Cap Equity B CHF 2/1 e 187.79 -22.7		Fonds en actions		5. Conditions particulières lors du rachat de parts	
Fonds immobiliers		UBAM - AJO US Equity Value AC USD 1/1 e 709.86 -38.1		EUR Corporate Bond Mid Yield B EUR 2/1 e 165.17 -10.4		US Equity B USD 2/1 e 1126.78 -27.8		Target Inv. Fd 25 CHF - B CHF 2/1 f 10.95 -11.3		Particularités:	
Solvalor 61 CHF 1/1 279.00 -5.0		UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC JPY 1/1 f 11628.00 -32.3		Euro Bond B EUR 2/1 e 407.68 -4.6		Vescoro Swiss Eq Mlti Factor A CHF 2/1 e 117.69 -24.8		Target Inv. Fd 35 CHF - B CHF 2/1 f 11.61 -12.6		a) évaluation hebdomadaire	
		UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC EUR 1/1 e 1363.13 -23.5		Global Convertible Bond B EUR 2/1 e 121.81 -9.3		Vontobel Swiss Dividend A CHF 4/1 e 509.96 -16.9		Target Inv. Fd 45 CHF - B CHF 2/1 f 12.32 -14.6		b) évaluation mensuelle	
		UBAM - Europe Equity AC EUR 1/1 e 343.37 -27.7		High Yield Bond B EUR 2/1 e 107.07 -21.7		Vontobel Swiss Small Companies A CHF 4/1 e 858.65 -21.1				c) évaluation trimestrielle	
		UBAM - SNAM Japan Equity Value AC JPY 1/1 1016.00 -32.0		Sust Em Mkts Loc Coy Bd B USD 2/1 e 80.63 -17.2		Autres fonds				d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts	
		UBAM - Swiss Equity AC CHF 1/1 e 299.34 -21.6		Swiss Franc Bond B CHF 2/1 e 233.29 -4.2		Commodity B USD 2/1 e 37.56 -31.4				e) valeur du jour précédent	
				Value Bond B CHF 2/1 e 97.32 -9.9		Dynamic Commodity B USD 2/1 e 43.07 -29.1				f) évaluation antérieure	
										g) émission des parts suspendue temporairement	
										h) émission et rachat de parts suspendus temporairement	
										i) prix indicatif	
										j) après distribution de revenu et/ou gain de cours	
										Les informations fournies sont sans garantie	
										NAV / Issue Price commissions non comprises	

BOURSE

ACTIONS SUISSES DE COURS SUR WWW.LETEMPS.CH

Titre	Cours clôture	Cours préc.	Volume	Extremes 12 mois	Var. % 20	Titre	Cours clôture	Cours préc.	Volume	Extremes 12 mois	Var. % 20		
ABB LTD N	14.925	16	1669401	24.69	14.11	-36.1	EVOLVA N	0.1504	0.157	1960130	0.333	0.132	-31.3
ACTELION N	—	280.25	—	280.75	131.202	0.0	FEINTOOL N	36.85	37.35	9808	79.4	33.8	-40.3
ADDEX PHARMA N	1.05	1.1	43780	2.41	0.95	-36.97	FISCHER N	566.5	597.5	22205	1059	518	-42.3
ADDECO N	31.5	34.77	2735459	63.3	30.5	-48.5	FLUGHAFEN ZUERICH N	101.9	114.9	367052	195.4	83.65	-42.3
ADVAL TECH N	130	134	107	210	120	-23.5	FORBO N	1058	1161	7580	1799	1060	-35.8
AEVIS Holding	10	10.25	17912	15.1	9	-28.5	GALENICA SANTE N	61.95	62.25	352744	71.15	47.58	3.5
ARBONIA AG	6.38	6.73	151486	13.76	5.75	-49.3	GAM N	1.2	1.433	5155418	5.17	1.28	-57.2
AIRESS N	0.81	0.91	56503	1.39	0.91	-31.3	GERBERIT N	388.2	411.7	379430	550.8	361.4	-28.5
ALCON AG N	38.855	43.44	4497493	63.85	41.26	-29.0	GIVAUDAN N	287.2	291.6	62401	341.6	245.2	-5.2
ALLREAL N	161.8	172	37801	223.5	161	-15.9	GRAUBUENDI KB BP	1380	1395	234	1610	1350	-7.0
ALPIQ HOLD.	-	70	15253	83	63	-8.6	GROUPE MINOTERIES	280	318	2	380	316	-22.2
AMS AG N	9.246	9.296	3707407	39.05	8.728	-76.4	HELVETIA N	68.7	72.4	298477	148.6	68.05	-49.7
APG SGA N	178	195	2540	299	155.2	-37.3	HIAG IMMOBILIE N	85	84	3469	138.5	73	-21.2
ARZYTA N	0.366	0.42	1277942	1.565	0.32	-66.1	HUBER+SUHNER N	52.3	50.2	84604	85.9	44.75	-31.9
ASCOM N	4.48	4.72	124448	15	4.38	-57.4	HYPOBK LENZBURG N	4260	4300	22	4740	4100	-6.9
BACHEM N-B	162	168.6	17331	189.8	114.984	4.6	IDORSIA N	23.66	23.86	626079	33.88	16.45	-20.9
BALOISE N	107.9	112.6	330493	187	108	-38.3	IMPLENIA N	29.36	28.52	119321	52.5	25.32	-25.2
BARRY CALLEBAUT N	1813	1881	30560	2240	1626	-15.2	INTERSHOP N	501	521	3423	690	467	-11.6
BELLEVEUE KB BP	850	854	427	948	846	-7.6	JULIUS BAER N	27.91	28.24	1741376	51.82	24.32	-44.1
BASILEA PHARMA N	35.72	38.1	95088	61.2	29.28	-23.7	KLUELSKI P	2.55	2.975	502872	7	2.91	-55.6
BASLER KB BP	61.2	59	4873	79.8	58.6	-18.3	KUEHN & NAGEL N	120.5	127.2	402048	168	119.25	-26.1
BB BIOTECH N	51.25	54.95	213517	73.65	41.78	-22.6	KUROS BIOSCIENCES N	2.09	2	16482	4.151	1.341	-14.6
BELIMO N	5540	5840	1658	7430	4675	-24	LAFARGEHOLCIM N	29.85	31.95	6152998	54	28.3	-44.4
BELL FOOD GRP N	223.5	227.5	2843	305.5	210	-14.6	LASTMINUTE.COM	18.65	20	3288	49.3	18.75	-59.4
BELLEVEUE GROUP N	23.6	24.6	25861	25.5	18	-1.2	LECLANCHE N	0.74	0.724	122627	2.06	0.6	-46.9
BERNER KB N	198.2	201	4162	246.5	198	-10.4	LEHM HOLDING N	893	980	1278	1520	900	-37.2
BOQUE CLER	-	52	0	55	41.3	0.7	LIONTEQ N	34.34	35.9	62199	50.95	28.24	4.5
BK LINTH N	492	520	27	540	450	1.2	LIECHTLANDESBK N	53	54.9	14185	71.9	45	-15.0
BKW N	71.8	79.2	141144	92.2	61.9	0.5	LINDT & SPRUN N	70800	73900	491	93800	65200	-17.1
BNS N	3425	3400	550	6260	3400	-36.4	LINDT & SPRUN BP	7045	7250	6127	8665	6365	-6.2
BOBST GROUP N	39.08	40.58	49204	75.65	33	-30.6	LOGITECH N	39.92	42.81	2191690	47.52	28.67	-12.8
BOQUE ROTHSCHILD P	-	15400	2	17800	14300	3.3	LONZA N	323.8	340	626887	428.3	282.2	-8.3
BOQUE CANT. GEN	175.5	177	2799	205	176	-9.7	LUMX GROUP N	0.0185	0.022	380	0.137	0.011	-74.6
BOQUE CANT. JU P	50	54.5	17	59	50	-10.7	LUZERNER KB N	378	373.5	4056	497.5	347.5	-9.8
BOQUE CANT. VD N	697	716	12371	843	675	-11.7	MCH GROUP N	13.55	13.6	2024	29.6	12.65	-48.0
BUCHER N	228.8	231.4	28066	362.4	220.2	-32.6	MEIER TOBLER N	10.3	10.5	4580	18.62	9.68	-26.4
BURCKHARDT N	158.4	167	8175	321	138	-40.2	METALL ZUG N	1420	1435	239	2815	1305	-34.8
CALIDA N	27.7	28.9	7703	38.5	25	-24.7	MEYER BURGER N	0.13111	0.13	1169720	0.738	0.12	-65.0
CASSIOPEA N	27	25.4	5035	57	24	-35.7	MIKRON N	4.4	4.4	19425	9.4	4.2	-34.9
CEMBRA MONEY BK N	78.8	79.3	202687	124	70	-25.6	MOBILEZONE N	7.29	7.25	151902	11.7	7.1	-32.8
CICOR TECH N	32.1	31	2005	64.3	28.25	-45.9	MOBIMO N	234.5	240.5	21522	321.5	231.5	-18.7
CIE FIN TRADITION P	103	107.5	2257	110.5	95.4	-2.3	MOLEULAR N	14.7	14.58	21298	24.6	11.08	-16.0
CLARIANT N	14.385	15.345	3656256	23.88	14.505	-33.4	MYRIAD N	-	0.267	2607565	1.359	0.252	0
COMET N	81.85	85.85	40020	146.9	71.3	-33.2	NESTLE N	91.98	97.98	1228783	113.2	83.37	-12.2
CONZZETA P	729	772	3757	1176	714	-36.9	NOVARTIS N	70.02	74	12176304	96.38	65.09	-23.8
CPH CHEMIEBAPPIER	60	60	308	88.5	57	-24.2	OC OERLIKON N	6.365	6.45	2396324	13.64	5.31	-43.9
CS GROUP N	6.708	7.038	2963282	14.14	6.18	-48.8	ORASCOM DEV N	6.99	7.14	14545	13.7	6.3	-54.2
DAETWYLER P	142	157.2	48463	189.6	125.6	-23.8	ORELL FUSSLIN N	94	93	1076	115	87.5	-5.5
DKSH HOLD N	45.66	48.6	284938	63.45	41	-13.3	PANALPINA N	-	253	1367	269.6	248	-1.5
DORMAKABA N	396.4	414	24409	787.5	379	-42.7	PARGESA P	57.9	60.1	260624	83	40	-28.0
DUFREY N	24.94	26.98	804482	110.35	19.4	-74.0	PARTNERS GROUP N	569.6	582.4	197193	968.8	525	-35.8
ERG INTL N	4.85	4.9	858324	7.97	3.825	-24.1	PERFECT N	0.012	0.0145	10000	0.023	0.011	9.0
EMMI N	774	789.5	6296	973	725	-8.1	PERROT DUVAL P	108.50m	114	-	162	69	-16.7
EMS-CHEMIE N	547	565	45944	673									

DEUIL

LA FONDATION PARTAGER LE SAVOIR

a l'immense tristesse de vous faire part du décès de son président et fondateur

ROBERT KLAPISCH

Son décès est survenu subitement samedi 21 mars à Paris.

Il était entouré de ses trois enfants, Coline, Cédric et Marianne.

Robert Klapisch a porté depuis près de 15 ans le travail, la vision et la mission de la Fondation Partager le Savoir, convaincu qu'il pouvait contribuer à créer un monde plus juste grâce au partage des connaissances scientifiques aux milieux d'affaires et politiques et aux échanges entres les nations. Nous avons tous été les témoins de son engagement sans relâche, de sa grande générosité et de la beauté de l'œuvre qu'il a construite.

Son esprit vif, sa ténacité et les valeurs universelles qu'il véhiculait dans ses actions en ont fait un mentor pour de nombreux amis, collègues et scientifiques dans le monde entier.

Les membres du Conseil de fondation et du Conseil scientifique et ses proches collaborateurs témoignent ici de leur profonde tristesse.

Conseil de fondation:

Konstantinos Lanaras, Genève
Spyro A. Metaxas, Genève
John Ellis, Genève
Patrick Fassnacht, Genève
Lionel Gbaguidi, Cotonou
Driss Benchebkroun, Casablanca
Jean-Pierre Bourguignon, Bruxelles

Conseil scientifique:

Miriam Balaban, Tel-Aviv
Oum Kalthoum Ben Hassine, Tunis
Jean-Patrick Connerade, Londres
Jean-Christophe Debar, Paris
Nathalie Delapalme, Londres
Azzedine Elmidaoui, Kénitra
Henry Marty-Gauquié, Paris
Mousa S. Mohsen, Kuwait City
Alison Parker, Cranfield
Albert Sasson, Casablanca
Ulrike Steinhorst, Paris
Bruno Weymuller, Paris

Collaborateurs:

Sandra Carmignani, Lausanne
Jonas Moses, Tel-Aviv

Compte tenu de la situation actuelle, nous ne savons pas encore dans quelles conditions pourront avoir lieu les obsèques. Nous vous prions d'adresser vos courriers à la Fondation Partager le Savoir, place des Florentins 1, 1204 Genève, ou par email a info@partager-le-savoir.org, www.partager-le-savoir.org.

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être remis au journal, Pont-Bessières 3, 1002 Lausanne jusqu'à 17h00 du lundi au vendredi ou par e-mail.

Le Temps publicité:

Tél. +41 58 269 29 00

E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

Hommage à Stéphane Devaux

DISPARITION Entre le marteau éditorial et l'enclume journalistique, le cœur de Stéphane Devaux, corédacteur en chef du quotidien neuchâtois *ArcheInfo*, n'a pas résisté. Il a lâché brutalement vendredi 20 mars en début de matinée, alors qu'un taxi emmenait cet homme de 60 ans chez son médecin pour une visite médicale. Il était en arrêt maladie depuis une quinzaine de jours, épuisé au point de laisser son équipe rédactionnelle se battre seule avec le coronavirus. Ce qui n'était pas le genre de Stéphane Devaux.

Car il incarnait ses responsabilités. Son engagement journalistique quotidien a toujours gardé une longueur d'avance et d'urgence sur les heures et les jours qu'il aurait dû reprendre pour être quitte avec sa santé.

Sa passion pour les mots bien tournés, ill'a d'abord nourrie par ses études. Né à Lamboing, sur le plateau de Diesse, il a suivi son gymnase à Bienne puis conclu des études de lettres avec une licence à Neuchâtel, option histoire. Après quelques essais

dans l'enseignement, il entre en stage à *L'Express* de Neuchâtel en 1988 et devient journaliste sportif, l'une des plus belles époques de sa carrière, aimait-il rappeler en se souvenant d'avoir couvert deux fois les Jeux olympiques d'hiver.

Puis il passe aux rubriques régionales, et finalement à «la cantonale». Il va la diriger dans la phase délicate, en novembre 1996, où *L'Impartial* et *L'Express* concrétisent leur difficile rapprochement. La rédaction ne restera pas indemne de ces fréquentations frileuses, et quand se crée une Société des rédacteurs pour affronter l'éditeur, Stéphane Devaux y entre malgré ses responsabilités de chef de rubrique.

Il s'engage aussi à l'Association neuchâtoise des journalistes, qu'il préside dès 2006. Lors de la grève d'automne 2008 au sein des deux journaux, quand un grave conflit surgit suite à la volonté éditoriale de réduire la voilure rédactionnelle de dix postes, il est sur le pont. Certaines responsabilités lui seront retirées, bonus salarial compris.

Au printemps 2009, la charge de rédacteur en chef devient vacante au *Journal du Jura*. Stéphane Devaux est encouragé à la prendre. Il la prend et la tient durant six ans, souvent en butte aux baronnies de la rédaction qu'il ne maîtrisera que difficilement, payant déjà un dû à la santé durant quelques mois d'arrêt maladie. En 2016, il revient à *L'Impartial-L'Express*, trop heureux de n'y conduire que la rubrique «Montagnes». La pause sera de courte durée. Faute de trouver la personne idéale pour reprendre la rédaction en chef où l'éditeur n'a plus voulu du titulaire, on casse le poste en deux et on sollicite Stéphane Devaux pour s'occuper de la partie journalistique et régionale. Il accepte en janvier 2017 et prend une part active au mariage définitif des deux titres qui deviennent *ArcheInfo*.

Avec le soufflet des difficultés financières dans les médias, la forge où l'éditeur limite les ardeurs des journalistes était de nouveau étouffante. ■ RÉMY GOGNIAT

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants
Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES GENEVE

HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical des Eaux-Vives: Tél. 022 718 03 80
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00

Clinique dentaire de Genève:

Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique: Tél. 021 626 81 11
Centre des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital d'Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Policlinique médicale universitaire: Tél. 021 314 60 60
Permanence PMU-Flon: Tél. 021 314 90 90

FRIBOURG

Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Pourtalès, Neuchâtel: Tél. 031 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈRES EN SUISSE ROMANDE

GENEVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60, www.pfg-geneve.ch
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00, www.murith.ch
VAUD
Pompes funèbres officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA: www.blanchet-wiesmann.ch
Rensens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction

Le Temps SA
Pont Bessières 3
Case postale 6714
CH - 1002 Lausanne
Tél + 41 58 269 29 00
Fax + 41 58 269 28 01
Conseil d'Administration
Présidence: Marc Walder
Direction
Ringier Axel Springer Suisse SA
Directeur Suisse romande: Daniel Pillard
Rédaction en chef
Rédacteur en chef: Stéphane Benoit-Godet
adjoints: David Haerberli, Éléonore Sulser
Rédacteur en chef web: Gaël Hurlimann
adjoint: Xavier Filliez
Assistante: Marie-Jane Berchten

Chefs de rubrique

International: Marc Allgöwer
Suisse: Vincent Bourquin
Economie: Valère Gogniat
Opinions & Débats: Frédéric Koller
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Epoque & Société: Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Pascaline Minet
Chefs d'édition
Nicolas Dufour (numérique)
Olivier Perrin
Philippe Simon
Jean-Michel Zufferey
Responsable production
Cyril Bays

Iconographie

Catherine Rüttimann

Rédacteur en chef T Magazine

Emmanuel Grandjean

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Genève

Responsable: David Haerberli
Rue Jean-Violette 10
CH - 1205 Genève
Tél. + 41 58 269 29 00

Rédaction de Berne

Responsable: Bernard Wuthrich
Bundesgasse 8
CH - 3003 Berne
Tél. + 41 58 269 29 26

Rédaction de Sion

Responsable: Grégoire Baur
Case postale 906
1950 Sion
Tél. + 41 58 269 29 79

Rédaction de Zurich

Furstrasses 55
CH - 8048 Zurich
Tél. + 41 58 269 29 00

Relation clients

Ringier SA
Pont Bessières 3
CP 7289 - 1002 Lausanne
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 0848 48 48 05
Fax +41 58 269 28 01

E-mail: relationclients@letemps.ch

Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Marketing

Directeur Suisse: Roland Wahrenberger
Directrice romande: Madiha Favre
Brand Manager: Emmanuelle Dellus
Business et développement
Directeur: Alain Jeannet

Régie publicitaire

Admeira SA
Pont-Bessières 3
1002 Lausanne
Tél. +41 58 909 98 23
E-mail: lt_publicite@admeira.ch
Prix et conditions générales: www.admeira.ch

Chief Executive Officer:

Bertrand Jungo
Chief Commercial Officer: Frank Zelger
Business Unit Director RASCH: Beniamino Esposito
Sales Director: Anne-Sandrine Backes-Klein

Impression

CIL, Centre d'Impression Lausanne SA
35 071 exemplaires
(source : tirage contrôlé REMP 2018)

Audience REMP MACH Basic

2018-2 : 108 000 lecteurs

La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél.+41582692800; e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support,

qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres oeuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139



Journal imprimé sur papier certifié FSC®

Des ados indisciplinés face au drame

PANDÉMIE Ce week-end, comme tous les autres jours, des groupes de jeunes se sont donné rendez-vous pour faire la fête. Pourquoi les consignes de confinement ne semblent-elles pas les atteindre? Les réponses de trois psychologues

JULIE MARTI

Twitter @Juliecmarti

Place de Chateaubriand, à Genève. Une dizaine de jeunes sont réunis: musique, bouteilles d'alcool et cannabis. Une soirée en apparence normale pour cette bande de potes, à un détail près: toutes les discussions tournent autour du virus. «L'ambiance était glauque, honnêtement», explique Victoria, 21 ans, organisatrice de cette soirée.

Malgré les restrictions nationales pour éviter la propagation du virus, les rassemblements dans la sphère publique existent encore, notamment chez les jeunes. Pour Olivier Desrichard, professeur en psychologie de la santé à l'Université de Genève, il est normal que cette population ne se sente pas concernée. «Etant donné le message envoyé tant par les médias que par les politiques, je comprends leur désintérêt. On ne cesse d'entendre qu'ils ne risquent rien, que c'est une épidémie qui touche uniquement les personnes fragiles ou âgées. Les messages envoyés excluent totalement la jeunesse.»

«L'incertitude crée des comportements irrationnels et parfois égoïstes, tant chez les jeunes que chez les plus âgés»

JUAN FALOMIR-PICHASTOR, PROFESSEUR EN PSYCHOLOGIE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Si les 14-18 ans semblent désinvestis dans cette lutte contre le Covid-19, en continuant à se rassembler à plus de cinq, c'est parce que la thématique de la santé n'est pas suffisamment concernante pour eux. «Ils se disent qu'ils sont en forme et qu'ils sont donc assez forts face à des virus ou des épidémies, explique Pascale Roux, psychologue FSP spécialisée pour les adolescents et les jeunes adultes. Ils sont aussi beaucoup moins conscients des risques et

des répercussions de leurs actes.» Ce manque d'intérêt est en plus accentué par cet air de vacances, souligne la psychologue, lorsque la météo est ensoleillée et les cours suspendus, difficile pour eux de réaliser la situation actuelle.

L'exemple de la prévention routière

Pour les jeunes adultes, le problème est plutôt lié à une incompréhension générale de leur impact potentiel en cette période de maladie. «C'est compliqué de se dire qu'on peut être vecteur sans être malade. C'est assez frappant chez eux, qui sont peu à risque, mais cette non-conscientisation touche en vérité toute la population.» Même son de cloche pour Juan Falomir-Pichastor, professeur ordinaire en psychologie à

l'Unige, pour qui leurs comportements sont généralisables: «L'incertitude crée des comportements irrationnels et parfois égoïstes, tant chez les jeunes que chez les plus âgés.»

Depuis le début de l'épidémie, les vidéos, schémas et initiatives sur les réseaux sociaux ne cessent de se multiplier. Les prises de parole des influenceurs, personnalités publiques ou youtubeurs sont l'outil le plus efficace pour atteindre cette population selon Pascale Roux, parce qu'ils utilisent les mêmes codes et le même langage.

Olivier Desrichard insiste sur l'importance de la responsabilisation de la population. Pour que tout un chacun se sente impliqué, le psychologue souligne plusieurs points: créer une pression sociale (en se désinfectant les mains en

public par exemple), expliquer l'utilité de chaque comportement, donner des consignes claires et réalisables à l'ensemble de la population. «Si on explique aux jeunes pourquoi ils doivent se protéger et quel est leur impact sur le reste de la collectivité, alors leur rôle leur paraîtra plus clair et leur responsabilité individuelle aussi.»

Les spécialistes sont unanimes: il faut axer la communication vers les autres, comme le font les publicités pour la prévention routière. «On dit aux conducteurs d'arrêter de boire au volant parce qu'ils sont dangereux pour les autres usagers de la route. C'est la même chose pour le coronavirus», explique Olivier Desrichard. Juan Falomir-Pichastor abonde en ce sens. «C'est la même stratégie de communication qu'avec les fumeurs. L'argument d'arrêter la cigarette parce que c'est

nocif est moins efficace que celui de la fumée passive.»

Mélanger l'éducatif et le punitif

Les adolescents et les jeunes adultes sont fragiles face au confinement. «C'est une catégorie de la population qui vit très mal d'être enfermée en famille. Avec l'année scolaire qui est entre parenthèses, les parents ont tendance à espionner leurs enfants et à leur mettre la pression. En plus, le tissu social a une importance particulière à cet âge-là. Les réseaux sociaux vont pouvoir pallier sur le court terme mais sur le long terme, je crains pour les familles qui ne sont plus habituées à vivre en communauté», explique Pascale Roux.

Quid des sanctions mises en place par certains cantons? Les réseaux sociaux, mais aussi les

sanctions, sont importants. «Pour toute la population, et en particulier celle-ci, ajoute Pascale Roux, il faut mélanger l'éducatif et le punitif. Expliquer en quoi le geste individuel aide la collectivité, et sévir en cas de non-respect des règles.»

Pour Victoria, son rapport à la fête a changé en côtoyant au quotidien sa grand-mère de 90 ans et en apprenant les nouvelles mesures du Conseil fédéral. «Personnellement, je suis choquée que des personnes soient encore dehors aujourd'hui, confie-t-elle. Le principal, maintenant, c'est d'être solidaire. Tant pis si ça a un impact sur mes soirées!» La jeune femme a tout de même prévu une alternative, en vidéo. «Il faut savoir relativiser. On va continuer à se retrouver et à faire la fête, mais chacun chez soi.» ■



Pour maintenir les liens sociaux, l'apéritif par visioconférence. (CYRIL ENTZMANN/DIVERGENCE)

Apéro-vidéo, jeux en ligne: internet nous sauve

CONFINEMENT Comment se divertir à plusieurs alors que chacun reste chez soi? Florilège de bonnes idées à tester

FANNY SCUDERI

Twitter @FannyScuderi

Premier week-end de confinement oblige, les aficionados des apéros ont usé de créativité pour continuer à lever le coude et à maintenir leurs liens sociaux depuis chez eux.

Finies (pour le moment) les grandes soirées en terrasse, les *afterworks* entre collègues et les discussions entre amis sur la pelouse. Heureusement, des outils en ligne viennent en renfort, remède de choix à la mélancolie: apéro-vidéo ou encore jeux en ligne, internet regorge de bonnes idées pour garder le contact et se divertir ensemble.

Martin a fêté ses 30 ans jeudi dernier. Seul – enfin presque. Il y a quelques semaines, il imaginait partager un apéro avec ses amis genevois ou organiser une fête. Arrivée du coronavirus oblige, ses plans ont été chamboulés. «J'avais posé

mon jeudi et mon vendredi pour aller à la montagne avec des amis, j'ai bien sûr annulé. C'était un coup au moral, mais mes collègues m'ont envoyé par mail une invitation pour un «cyberdrink». J'ai cliqué et je suis tombé nez à nez avec une dizaine d'entre eux, bière à la main, m'attendant pour fêter mon anniversaire sur l'outil de visioconférence Google hangout.» Et derrière sa porte attendait un cadeau d'anniversaire.

A la découverte de Scrabble Go et de Trivial Party

Emilie, Genevoise de 26 ans, a organisé samedi son premier apéritif sur Skype avec deux de ses meilleures amies. «Je vis en coloc alors au niveau de la sociabilité, ça va. Mais d'autres vivent dans des environnements plus anxieux. Cette période est déprimante, c'est difficile pour tout le monde...», observe-t-elle. Ouvrir sa bière chacune de son côté n'est pas un geste anodin, relève-t-elle. «C'était fun, mais finalement j'étais toute seule avec ma bière. On le fait car on n'a pas le choix et on est ressorties moins

déprimées. Ça ne vaut pas un vrai apéro mais presque.» Le trio s'était promis de ne pas parler du coronavirus, challenge raté. «Toute notre vie tourne autour de ça... Pour se changer les idées, on a commencé à regarder les jeux en ligne, vous connaissez Scrabble Go?»

Les jeux de société en ligne ont le vent en poupe. Une application à télécharger sur son téléphone, House Party, permet

«J'ai cliqué et je suis tombé nez à nez avec une dizaine d'amis, bière à la main, m'attendant pour fêter mon anniversaire»

MARTIN, 30 ANS

de discuter et de lancer des défis de Time's Up ou de Trivial Party à ses amis, sans quitter sa chambre. Autre exemple: le jeu de cartes Blanc-manger Coco possède désormais sa version en ligne. Voilà à quoi tient peut-être notre salut.

L'occasion de se présenter ses animaux de compagnie

Celso, 25 ans, a opté pour le jass en ligne, jeu de cartes typiquement suisse. Depuis qu'il doit rester confiné, il dispute une quinzaine de parties par semaine, sur une plateforme hébergée par Bluewin, le Jass fédéral: «A côté du jeu en ligne, on s'appelle sur WhatsApp pour discuter, garder des interactions sociales.» Tisane à la main, les joueurs participent à des parties de quinze minutes à une heure. «J'ai dû relire les règles car je jouais rarement, là c'est clair que je vais progresser.» C'est tout ce qu'on lui souhaite.

Avec la généralisation du télétravail, les habitudes des collègues de Julia, Lausannoise de 31 ans, employée dans la communication et l'organisation

d'événements, ont été mises à rude épreuve. Comment perpétuer l'*afterwork* du mercredi? «On communique par Skype. Quand tout le monde a terminé de bosser, on se retrouve autour d'une bière. On se fait à manger, tout en discutant, on se présente nos animaux de compagnie: ça, on ne pourrait pas le faire dans un bar», s'exclame-t-elle. «On a même fait une soirée déguisée! Mais rien ne remplace le vrai contact.»

Chose dite, chose faite: ce week-end a été émaillé par des apéros au balcon organisés sur Facebook, notamment par Couleur 3. Preuve de son succès, la station de radio réitère l'expérience samedi prochain, tandis que vendredi aura lieu la «Deuxième fête du confinement et du printemps!»

Enfin, si vous préférez organiser des soirées Netflix entre amis et vous enfoncer dans votre canapé avec un plaid, internet a pensé à vous. Une extension à installer sur Google chrome permet de regarder un film à plusieurs et de le commenter en direct. Avis aux amateurs. ■

«Les deux tiers des précipitations que reçoit notre planète sont issues de l'eau évaporée par les forêts. C'est un processus critique, mais qui demeure mal compris»

FORUM DES 100

Les portraits de la dernière page du «Temps» sont consacrés aux personnalités distinguées dans le cadre de l'édition 2020 du Forum des 100.

Date et lieu de l'événement
Vendredi 25 septembre 2020
à l'EPFL

Thème
Les Suisses face à
l'intelligence artificielle

Informations
www.forumdes100.ch

L'auteure de ces lignes a vu Sonia Seneviratne donner une conférence, il y a quelques semaines, devant des lecteurs du *Temps*. Posément, la chercheuse a résumé les connaissances scientifiques sur les changements climatiques. Imperturbable, elle a répondu aux diverses questions du public de manière claire et argumentée. A l'issue de la rencontre, chacun semblait déterminé à agir personnellement contre le réchauffement.

Sa force de persuasion, cette discrète quadragénaire la tire de son indubitable expertise, adossée à une bonne dose de modestie. Sonia Seneviratne n'est pas du genre à fanfaronner, mais il s'agit d'une chercheuse d'envergure internationale. «Son CV, en termes de publications scientifiques, est vraiment extraordinaire. Elle arrive toujours à identifier les grandes questions dans notre domaine, et contribue à les résoudre», dit d'elle Wim Thiery, climatologue à la Vrije Universiteit Brussel, qui a effectué son post-doctorat dans le laboratoire de la chercheuse, à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).

Le déclin de Rio, en 1992

Bien malgré elle, Sonia Seneviratne exerce ses recherches au cœur d'une actualité brûlante: celle des changements climatiques. L'année 2019, la deuxième plus chaude depuis le début des mesures, a été marquée par de nombreux événements extrêmes: sécheresses, canicules, feux de forêt... La scientifique s'est fait une spécialité de l'étude de ces phénomènes, qui seront de plus en plus fréquents dans l'avenir. «Mon domaine d'expertise, c'est le rôle de la végétation dans le système climatique, précise la chercheuse. Les deux tiers des précipitations que reçoit notre planète sont issues de l'eau évaporée par les forêts. C'est un processus critique, mais qui demeure mal compris.»



PROFIL

1974 Naissance à Lausanne.

1994 Arrivée à l'EPFZ, et post-doctorat à la NASA dix ans plus tard.

2007 Nommée professeure assistante à l'EPFZ.

2010 Naissance de sa fille, puis de son fils, en 2014.

2018 Auteure principale du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement à 1,5°C.

approuvé en 2018, qui soulignait l'importance de limiter le réchauffement à 1,5°C d'ici la fin du siècle, comme cela est prévu par l'Accord de Paris. «Ça a été un moment très fort pour moi, se remémore Sonia Seneviratne. Avant ce rapport, je m'exprimais peu sur les implications politiques de mes recherches. Mais maintenant, je me sens obligée de tirer la sonnette d'alarme, car les mesures que nous prenons ne sont pas suffisantes pour contenir le réchauffement.»

Devant le tribunal

Au mois de janvier, la climatologue a témoigné devant le Tribunal de police de Lausanne. Des activistes y comparaissaient pour avoir occupé illégalement des locaux de Credit Suisse, afin de dénoncer l'implication de la banque dans des activités nuisibles au climat. Sa prise de parole a contribué à l'acquittement surprise des prévenus (qui font l'objet d'une procédure en appel). «De nombreuses personnes partagent aujourd'hui un sentiment d'urgence par rapport à la situation climatique. C'est un développement positif, car nous sommes à une époque charnière: nous ne pouvons plus repousser notre action à plus tard», estime Sonia Seneviratne.

Mère de deux enfants, la climatologue explique que c'est aussi pour leur laisser «un monde à peu près décent» qu'elle se bat. Pour elle, «la crise actuelle causée par le coronavirus montre les fragilités de notre société globalisée lorsqu'elle est affectée à large échelle, ce qui serait aussi le cas avec un dérèglement climatique croissant». Optimiste, Sonia Seneviratne veut croire que cet épisode dramatique offrira aussi l'occasion de développer des solutions plus respectueuses du climat, comme le télétravail et la valorisation de la production locale. ■

Le combat climatique

SONIA SENEVIRATNE

Spécialiste des canicules, sécheresses et autres événements extrêmes, la Vaudoise allie excellence scientifique et engagement dans la lutte contre le réchauffement

PASCALINE MINET
@pascalineminet

Née à Lausanne, la climatologue a grandi à Lutry, auprès de ses parents et de ses deux sœurs. Elle dit s'être toujours intéressée aux sciences, notamment à l'astronomie, et l'on devine entre les lignes qu'elle a suivi une scolarité studieuse. Elle commence à prendre conscience des problèmes environnementaux à l'occasion du Sommet de Rio, en 1992. C'est la première fois que les dirigeants mondiaux se rassemblent pour discuter de l'avenir de la planète.

Deux ans plus tard, elle rejoint l'EPFZ, à l'époque une des seules hautes écoles à proposer une formation en sciences de l'environnement. La scientifique ne quittera plus l'institution, à part pour son travail de master, qui l'a amenée dans la forêt tropicale amazonienne auprès des Indiens quechuas, et pour un post-doctorat à la NASA, sur la simulation informatique des effets de la végétation sur le climat.

Dans son laboratoire zurichois, Sonia Seneviratne dirige une quinzaine de chercheurs. «Nous travaillons beaucoup avec des modélisations numériques, grâce à des machines très puissantes qui permettent de faire des calculs sur l'ensemble de la planète», explique la chercheuse. «Sonia invite tout le temps des doctorants et professeurs du monde entier à visiter son groupe, qui est un carrefour international de connaissance dans notre domaine, raconte Wim Thiery. Elle est aussi un mentor généreux: elle m'a énormément aidé à développer ma carrière.»

La scientifique s'investit beaucoup dans les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, dont les rapports font référence au niveau mondial. Elle a notamment coécrit un chapitre d'un rapport spécial

Un jour, une idée

**Pas de marché?
On y va quand même!**



ÉMILIE VEILLON

Il y a des gestes qui nourrissent toute l'année un sentiment joyeux de fierté et de gratitude. Comme celui de faire ses courses au marché ou dans les épiceries du terroir. Fierté de soutenir les producteurs locaux et l'économie raisonnée. Gratitude de pouvoir si facilement acheter ces pépites en ville. Ces jours-ci, où chaque ravitaillement doit se planifier, La Halle de Terre vaudoise, à Lausanne, est d'autant plus précieuse.

Gérée par Proterroir, filiale de Prométerre, l'association vaudoise de promotion des métiers de la terre, cette boutique associée à un service traiteur donne une impulsion à la promotion des produits régionaux certifiés. Fruits, légumes, produits laitiers, viande et charcuterie, boulangerie, confis-

erie, confitures, sirops, vins vaudois, bières artisanales, etc. Tous les produits vendus sont suisses, principalement vaudois. Livrés par les producteurs directement, sans intermédiaire.

«Notre magasin reste ouvert. Les agriculteurs privés de stands sont soulagés de pouvoir au moins écouler leurs denrées ici. Les horaires sont élargis afin de mieux répondre à la large demande des clients en ces temps troublés. L'équipe a pris toutes les mesures nécessaires pour suivre les normes fédérales et cantonales en matière de sécurité sanitaire», assure la directrice, Suzanne Gabriel.

Le service de livraison de la boutique en ligne a été renforcé, avec des frais offerts à partir de 70 francs d'achat. Il est aussi possible de commander par téléphone et retirer les achats à La Halle, pour éviter l'attente liée à la limitation du

nombre de clients. En collaboration avec la ville de Lausanne et Vélocité, la livraison est offerte aux seniors. En attendant la fin de la pandémie, le service traiteur de Terre vaudoise partage tous les jours sur Facebook une recette «bien de chez nous» – pesto à l'ail des ours, gâteau levé à la crème, tresse, pain perdu, etc. Bon nombre de marchés à la ferme ou de petits commerces locaux demeurent ouverts dans tous les cantons romands. En choisissant de s'y rendre pour une ou deux sorties hebdomadaires, on soutient les familles paysannes tout en se connectant à la nature qui s'éveille. ■

Terre vaudoise, La Halle/traiteur, rue de Genève 100, Lausanne, tél. 021 614 25 65, commandes au 021 966 99 66, lu-ve 8h30-19h, sa 8h30-16h, www.terre-vaudoise.ch ou Facebook: En Terre Vaudoise - Traiteur